

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

29 octobre 2021

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

Justice et Mer du Nord

SOMMAIRE

Pages

I. Justice	3
II. Mer du Nord.....	56

Voir:

Doc 55 **2294/ (2021/2022):**

001: Liste des notes de politique générale.
002 à 015: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 oktober 2021

BELEIDSNOTA (*)

Justitie en Noordzee

INHOUD

Blz.

I. Justitie	3
II. Noordzee	56

Zie:

Doc 55 **2294/ (2021/2022):**

001: Lijst van de beleidsnota's.
002 tot 015: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

05562

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

JUSTICE

PLUS RAPIDE

1.1. Une justice moderne

La Justice en tant qu'employeur attractif

Plus de 27 000 personnes motivées et talentueuses travaillent à la Justice. Ce constat, nous avons également pu le faire l'année dernière à l'occasion des nombreuses visites sur le terrain. Partout, nous avons vu combien les collaborateurs se mobilisent pour offrir un service de qualité, proposer des idées judicieuses et mettre sur pied des projets innovants en vue de rendre la justice plus rapide, plus humaine et plus ferme. Nous avons intégré un grand nombre de ces propositions et initiatives dans la présente note de politique générale.

La Justice dépend des collaborateurs qui y travaillent. Nous voulons assurer un nouvel afflux de personnes désireuses de travailler pour la Justice. Les différentes initiatives prises l'année dernière ont prouvé que c'était possible. Seuls 33 stagiaires judiciaires ont commencé en 2020. En 2021, ce chiffre a presque doublé pour atteindre 62. Mais nous ne voulons pas en rester là.

Avec le nouveau départ pour la Justice, 1 400 nouveaux talents viendront renforcer notre équipe. La trajectoire de croissance pour 2021 et 2022 prévoit en effet les investissements nécessaires à cette fin. Nous sommes conscients que d'importants efforts seront nécessaires pour trouver l'ensemble de ces différents profils. Il y a une pénurie de main-d'œuvre sur le marché du travail à laquelle non seulement les entreprises mais aussi l'État sont confrontés. En tant qu'employeur, nous devons donc exceller en termes d'attractivité.

Les investissements prévus à la Justice contribueront quoi qu'il en soit à proposer un environnement de travail plus moderne et des méthodes de travail plus aisées. 10 nouveaux collaborateurs sont déjà venus renforcer le Service d'encadrement du personnel, et dans les mois à venir, 10 collaborateurs supplémentaires viendront s'y ajouter pour assurer une politique des ressources humaines performante. Pour mener à bien ce recrutement massif, nous renforçons également Selor, le bureau de sélection de l'administration fédérale, par l'engagement de sept nouveaux collaborateurs. De plus, nous mettons en œuvre une stratégie d'employer branding et assurons une communication active concernant les postes et les emplois à pourvoir au sein de la Justice. Nous assurons un parcours d'onboarding pour les nouveaux membres du personnel afin qu'ils soient bien accueillis et qu'ils puissent aisément s'intégrer dans notre organisation.

JUSTITIE

SNELLER

1.1. Moderne justitie

Justitie als aantrekkelijke werkgever

Bij justitie werken meer dan 27 000 gemotiveerde en getalenteerde mensen. Dat hebben we het voorbije jaar ook kunnen vaststellen tijdens de vele bezoeken op het terrein. Overal zagen we hoe mensen zich inzetten om een kwaliteitsvolle dienstverlening te leveren, goede ideeën voor te stellen en innovatieve projecten op poten te zetten die justitie sneller, menselijker en straffer maken. Heel wat van die voorstellen en initiatieven hebben we verwerkt in deze beleidsnota.

Justitie staat of valt met de mensen die er werken. We willen zorgen voor een nieuwe toevloed aan mensen die voor justitie willen werken. De initiatieven die we het voorbije jaar genomen hebben, bewijzen dat dit kan. In 2020 startten maar 33 gerechtelijke stagiairs. In 2021 is dit aantal bijna verdubbeld naar 62. Maar we willen meer doen.

Met de nieuwe start voor justitie versterken we ons team met 1 400 nieuwe talenten. Het groeipad voor 2021 en 2022 voorziet in de nodige investeringen hiervoor. We zijn er ons van bewust dat het een serieuze inspanning zal vergen om al die verschillende profielen te vinden. Er is een krapte op de arbeidsmarkt waar niet alleen bedrijven maar ook de overheid mee kampt. We zullen dus moeten excelleren als aantrekkelijke werkgever.

De investeringen in justitie zullen sowieso bijdragen tot een modernere werkomgeving en vlottere werkmethode. De stafdienst personeel werd al versterkt met 10 nieuwe mensen en de komende maanden komen daar nog eens 10 mensen bovenop om te zorgen voor een performant HR-beleid. Ook het overheidsselectiebureau Selor versterken we met 7 nieuwe mensen om deze massale rekrutering in goede banen te leiden. We voeren daarnaast een employer branding strategie uit en zorgen voor een actieve communicatie over de vacatures en de jobs binnen justitie. We zorgen voor een onboarding traject voor de nieuwe personeelsleden, zodat zij goed onthaald worden en zich op een vlotte manier kunnen integreren binnen onze organisatie.

Nous poursuivons nos visites sur le terrain et accordons une attention particulière aux projets innovants. Ce faisant, nous voulons encourager le personnel sur le terrain à continuer à prendre ce genre d'initiatives et à contribuer à la création d'un environnement de travail innovant au sein de la justice.

Sur les 1 400 nouveaux postes vacants, 827 sont prévus pour des magistrats et du personnel judiciaire. Nous voulons introduire plus de flexibilité dans les cadres juridiques, rendre la profession plus attrayante et accélérer l'afflux de candidats. Ainsi, nous faisons en sorte d'avoir un plus grand nombre de candidats sans y perdre en qualité. Diverses initiatives législatives sont prises à cette fin.

Un avant-projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'organisation judiciaire et introduisant le parquet de la sécurité routière sera déposé au Parlement. Outre l'introduction d'un parquet de la sécurité routière, nous prévoyons également un certain nombre de mesures pour soutenir l'ordre judiciaire comme par exemple l'ancrage de la fonction de criminologue dans le Code judiciaire. Nous préparons une initiative législative en vue d'assurer un meilleur fonctionnement de l'ordre judiciaire et les premières étapes vers la gestion autonome. Cela permet d'accorder davantage de moyens humains et d'autonomie au pouvoir judiciaire. Travailler dans la magistrature c'est exercer une fonction socialement engagée. Une telle fonction présente un certain attrait. Nous devons veiller qu'outre le contenu de la fonction et l'environnement de travail, le statut soit également attrayant pour les candidats potentiels. Avec le Conseil consultatif de la magistrature, nous continuons à travailler sur un nouveau statut social pour les magistrats, adapté aux attentes d'aujourd'hui.

Nous voulons prévoir davantage de possibilités de carrière pour les juristes de parquet, les référendaires et les criminologues. C'est pourquoi nous mettons progressivement en œuvre la pondération des fonctions pour ces fonctions de niveau A par le biais d'un arrêté royal et de plusieurs modifications du Code judiciaire. Le comité de pondération a procédé à la pondération des fonctions et le résultat de cet exercice doit être finalisé dans un arrêté royal. En mai 2018, le président du comité de pondération et la commission consultative de la pondération ont communiqué le résultat de la pondération des fonctions.

Il est important que les membres de Team Justice bénéficient d'une bonne formation pour s'attaquer efficacement aux nouvelles formes de criminalité et aux phénomènes sociaux moins connus. C'est pourquoi nous avons dispensé de nombreuses formations l'année dernière en collaboration avec l'Institut de formation

We zetten onze terreinbezoeken verder en geven bijzondere aandacht aan innovatieve projecten. Op die manier willen we de mensen op het terrein stimuleren om dergelijke initiatieven te blijven nemen en bij te dragen aan een innovatieve werkomgeving binnen justitie.

Van de 1 400 nieuwe vacatures zijn er 827 voorzien voor magistraten en gerechtspersoneel. We willen meer flexibiliteit invoeren in de wettelijke kaders, het beroep aantrekkelijker maken en de instroom versnellen. Zo zorgen we voor meer kandidaten zonder aan kwaliteit in te boeten. Daartoe worden verschillende wetgevende initiatieven genomen.

Een voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen inzake rechterlijke organisatie en tot invoering van het parket voor de verkeersveiligheid zal worden ingediend in het parlement. Naast de invoering van een parket voor de verkeersveiligheid voorzien we in dit ontwerp een aantal maatregelen om de rechterlijk orde te ondersteunen, zoals bijvoorbeeld de verankering van de functie van criminoloog in het Gerechtelijk Wetboek. Om een betere werking van de rechterlijke orde te waarborgen en de eerste stappen richting verzelfstandigd beheer te zetten, werken we aan een wetgevend initiatief. Dit zorgt voor de toekenning van meer personele middelen en meer autonomie bij de rechterlijke orde. Een job in de magistratuur is een maatschappelijk geëngageerde functie. Dat spreekt aan. We moeten ervoor zorgen dat naast de jobinvulling en de werkomgeving ook het statuut aanspreekt voor potentiële kandidaten. Samen met de Adviesraad voor de Magistratuur werken we verder aan een nieuw sociaal statuut voor de magistraten, aangepast aan de hedendaagse verwachtingen.

We willen meer doorgroeimogelijkheden voorzien voor parketjuristen, referendarissen en criminologen. Daarom voeren we stapsgewijs de functieweging voor deze niveau A functies uit met een koninklijk besluit en aanpassingen in het Gerechtelijk Wetboek. De weging van de functies werd uitgevoerd door het wegingscomité en de resultaten ervan moeten gefinaliseerd worden in een koninklijk besluit. In mei 2018 maakte de voorzitter van het wegingscomité en de raadgevende commissie voor de weging het resultaat van de functieweging bekend.

Het is belangrijk dat onze mensen bij Team Justitie goed opgeleid zijn om nieuwe criminaliteitsvormen en onderbelichte maatschappelijke fenomenen goed aan te pakken. Daarom hebben we het voorbije jaar, samen met het Instituut voor Gerechtelijke Opleiding, voorzien in heel wat opleidingen. Onder meer inzake seksueel

judiciaire; notamment sur les violences sexuelles et intrafamiliales, la cybercriminalité, l'exécution des courtes peines, les enquêtes pénales d'exécution, le trafic et la traite des êtres humains.

Au cours de l'année écoulée, notre personnel pénitentiaire a donné le meilleur de lui-même dans des circonstances difficiles. Cela n'était pas évident car, tant parmi le personnel que parmi les détenus, on a dû déplorer des victimes du COVID-19. Néanmoins, tout le monde a continué à travailler pour éviter autant que possible au coronavirus de se propager dans les prisons. Nous avons dès lors également veillé à ce que le personnel pénitentiaire, puis les détenus, soient vaccinés en priorité. Pour le personnel infirmier des prisons, une prime COVID-19 de 500 euros a été prévue par analogie avec leurs collègues des hôpitaux classiques.

Dans l'enquête menée auprès des membres du personnel en réponse à l'exposé d'orientation politique, la question des uniformes s'est révélée un point d'attention majeur. C'est pourquoi une augmentation budgétaire exceptionnelle de 3 millions d'euros a immédiatement été prévue pour résorber l'arriéré vestimentaire durant l'année à venir et fournir de nouveaux uniformes à l'ensemble des collaborateurs concernés. Désormais, le budget sera augmenté de manière structurelle et nous adopterons un arrêté royal pour adapter aux besoins contemporains les règles relatives aux uniformes et à l'équipement du personnel de surveillance.

Nous abandonnons les cadres du personnel classiques et fixes et nous élaborons un plan de personnel stratégique pour les postes de direction, le personnel administratif et les maisons de détention. De cette façon, une politique de personnel et de recrutement plus moderne pourra être mise en œuvre.

Nous renforçons les services d'appui de l'administration pénitentiaire tels que les services chargés du budget, des achats, de la gestion de la détention et de l'ICT. Nous le faisons également pour le service infrastructure afin de garantir la mise en œuvre des masterplans.

Nous introduisons un nouveau code de déontologie adapté aux besoins et aux valeurs d'aujourd'hui.

Nous formons le personnel de surveillance à la gestion des conflits et des agressions afin d'éviter ou, si nécessaire, de gérer les conflits. De cette manière, nous voulons réduire le nombre de cas d'agression envers le personnel.

Nous prévoyons le personnel nécessaire pour l'ouverture et la première phase de mise en service des

en intrafamiliaal geweld, cybercrime, uitvoering korte straffen, strafuitvoeringsonderzoeken en mensenhandel en mensensmokkel.

Onder moeilijke omstandigheden heeft ons gevangenispersoneel het voorbije jaar het beste van zichzelf gegeven. Dat was niet vanzelfsprekend, want zowel bij personeel als bij gedetineerden betreurden we slachtoffers van corona. Toch bleef iedereen zich inzetten om corona zoveel als mogelijk buiten de muren te houden. We zagen er dan ook op toe dat het penitentiair personeel en vervolgens de gedetineerden prioritair gevaccineerd werden. Voor de verpleegkundigen in de gevangenis werd een Covidtoelage voorzien van 500 euro naar analogie met hun collega's in de reguliere ziekenhuizen.

Uit de bevraging van de medewerkers naar aanleiding van de beleidsverklaring kwam de problematiek van de uniformen als belangrijk aandachtspunt naar voor. Daarom werd onmiddellijk voorzien in een eenmalige budgetverhoging van 3 miljoen euro om de kledijachterstand het komende jaar weg te werken en iedereen te voorzien van nieuwe uniformen. Voortaan wordt het budget structureel verhoogd en we nemen een KB om de regels inzake de uniformkledij en uitrusting van het bewakingspersoneel aan te passen aan de hedendaagse noden.

We stappen af van de traditionele en starre personeelskaders en werken een strategisch personeelsplan uit voor de directiefuncties, het administratief personeel en de detentiehuizen. Op die manier wordt een moderner personeelsbeleid en rekruteringsbeleid mogelijk.

We versterken de ondersteunende diensten van het gevangeniswezen zoals budget, aankoop, detentiebeheer en ICT. We doen dit ook voor de dienst infrastructuur om de uitvoering van de masterplannen te garanderen.

We introduceren een nieuwe deontologische code, aangepast aan de hedendaagse noden en normen en waarden.

We leiden het bewakingspersoneel op in conflict- en agressiehantering om conflicten te vermijden en indien nodig te beheersen. We willen op die manier het aantal gevallen van agressie ten aanzien van personeel verminderen.

We voorzien in het nodige personeel voor de opening en de eerste fase van ingebruikname van de

prisons de Haren et de Termonde selon les principes de la prison du futur. Ce seront les premières prisons où nous scinderons en deux les missions classiques de l'agent pénitentiaire. 60 % du personnel de surveillance sera chargé de l'encadrement et de l'accompagnement des détenus et 40 % de la surveillance et de la sécurité.

À cette fin, nous introduisons les deux nouvelles fonctions, celle de coaches de détention, axée sur le suivi et l'accompagnement des détenus, et celle d'assistant de sécurité, axée sur la surveillance des détenus et la sécurité des bâtiments. À cet effet, nous adoptons un AR. Les procédures de sélection et la formation du personnel de surveillance seront remaniées et adaptées à ces nouvelles fonctions.

La première des quinze nouvelles maisons de détention ouvrira prochainement ses portes. Vu le faible risque de sécurité et l'accent mis sur une réinsertion réussie après la libération, nous prévoyons, ici aussi, des effectifs adaptés. Il est en effet plus approprié que les détenus soient assistés et guidés au quotidien par des personnes spécialement formées à cet effet.

En application de l'article 21 de la loi du 23 mars 2019 concernant l'organisation des services pénitentiaires et le statut du personnel pénitentiaire, nous instaurons un système de vérification de sécurité à l'entrée en service du personnel pénitentiaire.

Outre le renforcement du service du personnel, les services d'appui du SPF Justice seront également étoffés dans d'autres départements. Nous poursuivons ces recrutements.

Comme le montre la présente note de politique générale, un grand nombre de projets législatifs sont dans le pipeline. Pour faciliter le processus, huit nouveaux collaborateurs viendront renforcer la Direction générale de la Législation.

Le *Moniteur belge*, où nous travaillons d'arrache-pied sur la numérisation, pourra également compter sur de nouveaux collaborateurs.

Nous investissons dans le développement du leadership. Les collaborateurs doivent en effet être motivés et avoir la possibilité de développer pleinement leurs talents. Le projet Just Leadership, dans le cadre duquel nous organisons notamment des formations et proposons des outils de soutien aux cadres dirigeants, est un bon exemple de ce que nous voulons continuer à développer.

gevangenis van Haren en Dendermonde volgens de principes van de gevangenis van de toekomst. Het worden de eerste gevangenis waar we het klassieke takenpakket van de penitentiair beambte ontdebellen. 60 % van het bewakingspersoneel zal instaan voor de begeleiding en omkadering van de gedetineerden en 40 % voor de veiligheid en de bewaking.

Daarvoor introduceren we de twee nieuwe functies van de detentiebegeleider, gericht op toezicht en begeleiding van gedetineerden, en de veiligheidsassistent, gericht op bewaking en beveiliging van gebouwen. Hiervoor nemen we een KB. De selectieprocedures en de opleiding voor het bewakingspersoneel worden hervormd en aangepast aan deze nieuwe functies.

Binnenkort zal het eerste van 15 nieuwe detentiehuis geopend worden. Gezien het lage veiligheidsrisico en de focus op succesvolle re-integratie na vrijlating voorzien we ook hier in een aangepaste personeelsinvulling. Het is meer passend dat de gedetineerden dagelijks worden bijgestaan en begeleid door personen die daar speciaal voor zijn opgeleid.

In uitvoering aan artikel 21 van de Wet van 23 maart 2019 betreffende de organisatie van de penitentiaire diensten en van het statuut van het penitentiair personeel voeren we een veiligheidsscreening in bij indiensttreding van het penitentiair personeel.

Naast de versterking van de personeelsdienst, worden de ondersteunende diensten van de FOD Justitie ook op andere departementen uitgebreid. We zetten deze aanwervingen verder.

Zoals uit deze beleidsnota blijkt, zitten er heel wat wetgevende projecten in de pijplijn. Om dit vlot te laten verlopen, wordt het Directoraat-Generaal Wetgeving versterkt met 8 nieuwe mensen.

Ook het *Belgisch Staatsblad*, waar we volop werk maken van de digitalisering, zal op nieuw personeel kunnen rekenen.

We investeren in leiderschapontwikkeling. Daarbij moeten medewerkers gemotiveerd worden en de kans krijgen hun talenten volop te ontplooien. Het project Just Leadership, waarbij we onder meer opleidingen en vormingen organiseren en ondersteunende tools aanbieden aan de leidinggevenden, is hier een goed voorbeeld van dat we willen verderzetten.

Nous sommes en train de prendre les premières mesures pour créer une Académie pour le SPF Justice qui poursuivra le développement de l'expertise du personnel.

Nous investissons dans des projets relatifs au bien-être au travail, tels que la gestion du stress, la déconnexion, etc. Nous investissons dans un environnement de travail agréable avec une attention particulière pour le bien-être de notre personnel.

La Team Justice ne se limite bien entendu pas aux nombreuses personnes qui travaillent directement dans le département. Elle comprend également d'autres partenaires tels que les avocats, les notaires, les juristes d'entreprise, les huissiers et les experts judiciaires. Au cours de l'année à venir, nous prendrons plusieurs initiatives en matière de modernisation de ces professions et de leur réglementation.

Pour les avocats, nous introduisons partout le système de paiement électronique des frais de justice, tel qu'il existe déjà à Bruxelles. Pour le règlement collectif de dettes par la voie numérique, nous nous mettrons autour de la table avec des experts indépendants (greffiers, magistrats, médiateurs de dettes) pour vérifier si une application numérique peut répondre aux besoins du terrain. Nous étudions également la possibilité de développer un registre central numérique pour l'aide juridique de deuxième ligne. La condition de nationalité belge ne sera plus requise pour avoir accès à la profession d'avocat. C'est la connaissance du droit belge qui sera prévue comme nouveau critère. Au moins un diplôme en droit belge devra avoir été obtenu dans une université belge. Enfin, nous analysons avec les avocats quels éléments du rapport "L'avenir de la profession d'avocat" doivent être une nouvelle fois examinés pour la rédaction d'un nouveau projet de loi visant à moderniser la profession.

En concertation avec les notaires, la réglementation de la profession sera modernisée. La législation actuelle n'est en effet pas suffisamment adaptée aux besoins sur le terrain. Nous travaillons sur une proposition de révision des tarifs avec notamment des frais moins élevés pour l'achat d'une habitation comme le prévoit l'accord de gouvernement, un meilleur accès à la profession, un tribunal disciplinaire pour les notaires et un certain nombre d'autres modifications.

Nous voulons également améliorer l'accès à la profession pour les juristes d'entreprise et nous prévoyons la possibilité de tenir les assemblées générales par la voie électronique. C'est pourquoi, une initiative législative sera prise en vue de moderniser la loi du 1^{er} mars 2000 créant un Institut des juristes d'entreprise.

We zetten de eerste stappen in de oprichting van een Academie voor de FOD Justitie die de expertise van het personeel verder ontwikkelt.

We investeren in projecten met betrekking tot welzijn op het werk zoals stressbeheersing, deconnectie, enz. Wij investeren in een aangename werkomgeving met een bijzondere aandacht voor het welzijn van ons personeel.

Team Justitie is natuurlijk veel ruimer dan de vele mensen die rechtstreeks bij justitie werken. Het gaat ook om partners als advocaten, notarissen, bedrijfsjuristen, gerechtsdeurwaarders en gerechtsdeskundigen. We nemen het komende jaar verschillende initiatieven inzake de modernisering van deze beroepsgroepen en de regelgeving hieromtrent.

Voor advocaten voeren we het systeem van de elektronische betaling van griffierechten, zoals dat al bestaat in Brussel, overal in. Voor de digitale collectieve schuldenregeling wordt samengezeten met onafhankelijke experts (griffiers, magistraten, schuldbemiddelaars) om na te gaan of een digitale applicatie voldoet aan de noden van het terrein. Daarnaast bekijken we de mogelijkheid om een digitaal centraal register voor juridische tweedelijnsbijstand te ontwikkelen. De Belgische nationaliteitsvereiste zal niet langer een voorwaarde zijn om toegang te krijgen tot het beroep van advocaat. Het is de kennis van het Belgisch recht dat als nieuw criterium zal worden vooropgesteld. Minstens 1 diploma moet worden behaald in het Belgisch recht én aan een Belgische universiteit. Ten slotte bekijken we samen met de advocatuur welke elementen uit het rapport "Toekomst advocatenberoep" opnieuw onder de loep dienen te worden genomen voor de redactie van een nieuw wetsontwerp tot modernisering van de advocatuur.

In overleg met het notariaat zal de regelgeving omtrent het beroep gemoderniseerd worden. De huidige wetgeving is onvoldoende aangepast aan de noden op het terrein. We werken aan een voorstel dat de tarieven herzielt, met onder meer goedkopere kosten voor de aankoop van een woning zoals het regeerakkoord voorziet, een betere toegang tot het beroep, een tuchtrechtbank voor notarissen en andere aanpassingen.

Ook voor bedrijfsjuristen willen we een verbeterde toegang tot het beroep en voorzien we in de mogelijkheid om een elektronische algemene vergadering te houden. Daarom zal er een wetgevend initiatief komen ter modernisering van de wet van 1 maart 2000 tot oprichting van een Instituut voor Bedrijfsjuristen.

Nous avons déjà entrepris un certain nombre de démarches l'année dernière pour moderniser la profession d'huissier de justice. L'arrêté royal permettant la vente publique en ligne de biens meubles et l'arrêté royal étendant le Registre central des actes authentiques dématérialisés des huissiers de justice aux actes non signifiés, ont été finalisés et seront prochainement publiés. Nous déposons un projet de loi concernant la modernisation de la profession (statut: âge maximum, tarifs clairs, tribunal disciplinaire uniforme), la poursuite de la numérisation de la profession (certificat de stage numérique, procédure de nomination) et la modernisation de la législation existante sur le Fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt.

Les experts judiciaires jouent un rôle important dans la bonne administration de la justice. Pour rendre ces professions plus attrayantes, nous prenons plusieurs mesures.

Une première condition indispensable est de payer sans délai les experts judiciaires. L'année passée, nous avons engagé dix collaborateurs temporaires supplémentaires pour concentrer pleinement les efforts sur le règlement des arriérés. Cette année encore cela restera la principale priorité. Nous effectuons un audit externe des bureaux de taxation et de liquidation.

En outre, nous réformons le système des experts judiciaires dans deux domaines. Premièrement, en poursuivant la simplification administrative et l'amélioration des procédures. Nous voulons ensuite revaloriser les tarifs. Notre volonté de simplifier administrativement et de professionnaliser notre relation avec nos partenaires va en effet de pair avec notre souhait de revaloriser leurs honoraires. La réglementation qui s'y rapporte et les montants seront revus en 2022.

Par le biais du site internet Just-On-Web, tout le monde pourra effectuer des recherches dans la partie publique du registre national. Pour ce faire, l'utilisateur ne devra même pas se connecter ou s'enregistrer. Les experts judiciaires, les traducteurs, les interprètes et les traducteurs-interprètes jurés pourront indiquer quelles informations pourront être publiées sur le site internet public via leur profil.

En collaboration avec les Affaires étrangères, nous poursuivons nos efforts pour mettre en place une procédure numérique pour légaliser les traductions. Les traducteurs pourront introduire leurs traductions de leur bureau grâce à eLegalisation de sorte qu'ils ne devront plus se déplacer jusqu'à Bruxelles pour ce faire. Par ailleurs, le fait que le registre national des traducteurs,

We hebben het voorbije jaar al een aantal stappen ondernomen om het beroep van gerechtsdeurwaarder te moderniseren. Het KB dat online openbare verkoop van roerende goederen mogelijk maakt en het KB om het Centraal register van gedematerialiseerde authentieke akten van gerechtsdeurwaarders uit te breiden naar niet-betekende akten werden afgewerkt en zullen binnenkort bekendgemaakt worden. We dienen een wetsontwerp in met betrekking tot de modernisering van het beroep (statuut: maximale leeftijd, duidelijke tarificatie, uniforme tuchtrechtbank), verdere digitalisering van het beroep (digitaal stagecertificaat, benoemingsprocedure) en modernisering van de bestaande wetgeving rond het Centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest.

Gerechtsdeskundigen spelen een belangrijke rol bij een goede rechtsbedeling. Om deze beroepen aantrekkelijker te maken, ondernemen we verschillende stappen.

Een eerste noodzakelijke voorwaarde is een stipte betaling van de gerechtsdeskundigen. Het voorbije jaar hebben we tien extra tijdelijke personeelsleden aangeworven om volledig te focussen op het wegwerken van de betalingsachterstanden. Ook dit jaar blijft dat de belangrijkste prioriteit. We voeren een externe audit uit van de taxatie- en vereffeningsbureaus.

Daarnaast hervormen we het systeem van gerechtsdeskundigen op twee vlakken. Ten eerste een verdere administratieve vereenvoudiging en verbetering van de procedures. Daarnaast willen we een herwaardering van de tarieven. Het streven om onze relatie met onze partners administratief te vereenvoudigen en te professionaliseren gaat namelijk hand in hand met de wens om hun vergoedingen te herwaarderen. De onderliggende regelgeving en de bedragen zullen in 2022 worden herzien.

Via de website Just-On-Web zal iedereen kunnen zoeken in het publiek gedeelte van het nationaal register. De gebruiker dient zich hiervoor niet aan te loggen of te registreren. De gerechtsdeskundigen en beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken zullen via hun persoonlijk profiel kunnen aangeven welke gegevens wel en niet gepubliceerd mogen worden op de publieke website.

Samen met de FOD Buitenlandse Zaken zetten we verder in op een digitale procedure voor het legaliseren van de vertalingen. Vertalers zullen vanop kantoor hun vertalingen kunnen indienen via eLegalisation zodat ze zich niet meer fysiek naar Brussel dienen te verplaatsen. Daarnaast zal het openstellen van het nationaal register voor beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken voor

des interprètes et des traducteurs-interprètes jurés sera rendu accessible au public, fera en sorte que nous serons en mesure de simplifier les procédures actuelles en travaillant par le biais de l'authentification par la signature électronique.

Des palais de justice et des prisons modernes

Un bon niveau de service et un environnement de travail moderne commencent par des bâtiments modernes et adaptés. Nous collaborons de manière intensive avec la Régie des Bâtiments pour faire en sorte que nos bâtiments deviennent des endroits où les citoyens se sentent les bienvenus et où il est agréable de travailler.

Dans le cadre de la modernisation de nos palais de justice, les masterplans constituent un outil important. Grâce à une collaboration intensive entre le SPF Justice, la Régie des Bâtiments et les deux Collèges (et pour le Palais de justice de Bruxelles également avec la Cour de cassation), nous créons une nouvelle dynamique en ce qui concerne les palais de justice et nous poursuivons la mise en œuvre des masterplans. Ce processus est lié au plan pluriannuel d'investissement de la Régie des Bâtiments.

Dans le cadre de la préparation du Masterplan relatif aux palais de justice, des questions ont été posées par l'intermédiaire des deux Collèges à leur Comité de direction sur leur évaluation de la situation actuelle des palais de justice. Leurs réponses ont été intégrées dans le schéma des priorités du masterplan. Leurs autres interrogations et préoccupations ont également été traitées dans le document.

La réorganisation de la gestion des bâtiments se fera de manière uniforme pour chaque ressort et vise à améliorer la qualité des palais de justice, ce qui, dans la foulée, améliorera aussi considérablement les conditions de travail des collaborateurs. La nouvelle méthode de travail sera expliquée à tous les chefs de corps et débouchera sur une meilleure utilisation des palais de justice après la mise en œuvre. Cette démarche nous permettra d'investir davantage et de manière plus ciblée dans la rénovation et l'entretien des bâtiments.

En collaboration avec le Collège du ministère public et après concertation avec les autres acteurs de la chaîne (comme la police, l'INCC, etc.), nous publions une circulaire qui assurera une rationalisation du dépôt des pièces à conviction. De concert avec le système PACOS, les greffes pourront ainsi traiter les pièces à conviction de manière moderne, plus sûre et plus efficace.

het publiek, er ook voor zorgen dat we de huidige procedures kunnen vereenvoudigen door te werken via de authenticatie met de elektronische handtekening.

Moderne gerechtsgebouwen en gevangenissen

Goede dienstverlening en een eigentijdse werkomgeving start met moderne en aangepaste gebouwen. We werken intensief samen met de Regie der Gebouwen om van onze gebouwen stapsgewijs plekken te maken waar burgers zich welkom voelen en mensen graag werken.

In het kader van de modernisering van onze justitiegebouwen vormen de masterplannen een belangrijke tool. Door een intensieve samenwerking tussen de FOD Justitie, de Regie der Gebouwen en de beide Colleges (en voor het Justitiepaleis van Brussel ook met het Hof van Cassatie) creëren we op vlak van de gerechtsgebouwen een nieuwe dynamiek en werken we de masterplannen verder uit. Dit wordt gekoppeld aan het meerjarenplan investeringen van de Regie der Gebouwen.

In aanloop naar de opmaak van het Masterplan over de gerechtsgebouwen, werden via de beide Colleges vragen aan hun directiecomités gesteld over hun bevindingen van de huidige toestand van de gerechtsgebouwen. Hun antwoorden werden in de prioriteitenregeling van het masterplan aangepast. Hun bezorgdheden werden eveneens in het document verwerkt en aangepast.

De reorganisatie van het gebouwenbeheer zal op een uniforme wijze voor ieder ressort plaatsvinden en heeft als doel betere gerechtsgebouwen te bekomen, waardoor ook de werkomstandigheden voor de medewerkers aanzienlijk zullen verbeteren. De nieuwe werkmethode zal toegelicht worden aan al de korpsoversten en zal na invoering leiden tot een beter gebruik van de gerechtsgebouwen. Dit zal ons toelaten om meer en gerichter te investeren in de renovatie en het onderhoud van de gebouwen.

In samenwerking met het College van het Openbaar Ministerie en na overleg met de andere actoren in de keten (zoals politie, NICC, enz.) publiceren we een omzendbrief die voor een rationalisering van de neerlegging van overtuigingsstukken zal zorgen. Samen met het PACOS-systeem zullen de griffies overtuigingsstukken zo op een moderne, veiligere en efficiëntere manier kunnen verwerken.

Dans ce cadre, la Régie des Bâtiments a également acheté un premier entrepôt à Herentals pour centraliser les pièces à conviction de l'arrondissement d'Anvers. Le réaménagement de cet entrepôt va à présent commencer afin qu'il soit opérationnel en 2023. Après Herentals, l'objectif est de prévoir dans les années à venir un certain nombre d'entrepôts supplémentaires en collaboration avec la Régie.

Au cours des nombreuses visites sur le terrain, le souhait de voir l'autorité s'attaquer aux travaux d'entretien en retard dans les palais de justice a clairement été exprimé. Dans ce cadre, il était frappant de constater qu'il ne s'agit pas toujours de travaux de grande envergure et que ce sont parfois des choses très simples qui peuvent faire une grande différence pour les utilisateurs. Nous nous y attaquons également. Les laveurs de vitres retrouveront la Justice comme client après des années d'absence, les lampes obsolètes seront remplacées par des éclairages LED plus durables, des travaux de peinture permettront de rafraîchir certaines pièces et nous allons également initier plusieurs projets d'assainissement dans le cadre du problème bien connu des archives.

Nous sommes en concertation permanente avec les Archives du Royaume afin de développer un partenariat durable avec cette institution dans les années à venir. Cette collaboration visera non seulement les archives physiques mais sera également orientée vers l'avenir par le biais de nombreux projets de numérisation.

Par ailleurs, la sécurité des palais de justice constitue aussi un point d'action. Le site du Justitia en est le projet phare. Non seulement les procès à haut risque pourront s'y dérouler en toute sécurité, mais il s'avère également particulièrement utile pour organiser des procès impliquant un grand nombre de parties.

Une importante synergie existe entre les palais de justice et les plans de transformation numérique. Les programmes de besoins existants sont adaptés aux nouvelles tendances (comme le télétravail) qui ont fait leur entrée après la crise sanitaire. Cela implique qu'il faut prévoir l'installation du Wifi dans les bâtiments de la Justice. Nous entamons le processus afin qu'à terme, le Wifi soit disponible dans tous les palais de justice où un accès pour les tiers, tels que les avocats et les citoyens, sera également prévu. Les équipements de réseau obsolètes seront remplacés en continu.

Nous continuons à investir dans nos bâtiments pénitentiaires. Nous poursuivons les masterplans et nous les actualisons après la première évaluation qui a été réalisée. Les points d'attention sont l'extension de la capacité et la diversification de l'offre avec, entre autres, des maisons de détention et des maisons de transition. Cet aspect est

In dat kader werd door de Regie der Gebouwen ook een eerste loods aangekocht in Herentals voor de centralisatie van de overtuigingsstukken voor het arrondissement Antwerpen. De herinrichting van deze loods zal nu starten zodat deze operationeel is in 2023. Na Herentals is het de bedoeling om in samenwerking met de Regie de volgende jaren nog een aantal loodsen te voorzien.

Tijdens de vele bezoeken op het terrein was er ook een duidelijke vraag om het achterstallige onderhoud van de gerechtshoeven aan te pakken. Het viel daarbij op dat het niet steeds om grote renovaties hoeft te gaan, maar ook om elementaire zaken die al een groot verschil kunnen maken voor de gebruikers. Daar maken we werk van. Ruitenwassers zullen na jaren terug een klant hebben aan Justitie, ouderwetse lampen zullen worden vervangen door meer duurzame LED-verlichting, schilderwerken zullen bepaalde lokalen opfrissen en we starten ook met enkele saneringsprojecten in het kader van de gekende archiefproblematiek.

We staan in continu overleg met het Rijksarchief om de volgende jaren ook met hen een duurzaam partnerschap uit te bouwen, niet alleen voor de fysieke archieven maar ook toekomstgericht gelet op de talrijke digitaliseringsplannen.

Daarnaast is ook de beveiliging van de gerechtshoeven een actiepunt. De site Justitia is daarbij het vlaggenschip. Niet alleen kunnen risicovolle processen daar veilig plaatsvinden, ook voor de organisatie van processen die een groot aantal partijen kent, blijkt deze site bijzonder nuttig te zijn.

Er is een belangrijke synergie tussen de gerechtshoeven en de digitale transformatieplannen. De bestaande behoefteprogramma's worden aangepast aan de nieuwe tendensen (zoals telewerk) die ingang hebben gemaakt na de gezondheidscrisis. Dit betekent dat moet worden voorzien in de invulling van WiFi in de gebouwen van Justitie. We starten het traject op zodat in alle gerechtshoeven op termijn WiFi aanwezig zal zijn waarbij ook toegang voorzien is voor derden zoals advocaten en burgers. Verouderde netwerkkapapparaat zal voortdurend worden vervangen.

We blijven investeren in onze gevangenisgebouwen. We zetten de masterplannen verder en actualiseren deze na de eerste evaluatie die werd uitgevoerd. Aandachtspunten zijn de uitbreiding van de capaciteit en de diversificatie van het aanbod met onder meer detentiehuizen en transitiehuizen. Dit is belangrijk in

important à la lumière de la décision de faire exécuter toutes les peines à partir du 1^{er} décembre 2021. Nous poursuivons cette évaluation chaque année.

À l'automne 2022, les prisons de Haren et de Termonde ouvriront leurs portes (respectivement en septembre et en novembre), ce qui permettra de fermer les anciennes prisons non adaptées de Forest et de Saint-Gilles ainsi que la prison de Termonde. Ces prisons deviendront un exemple de la manière dont nous voulons organiser la détention des prévenus à l'avenir, dans "les prisons du futur". Outre le cadre du personnel adapté qui prévoit deux nouvelles fonctions, nous prévoyons également une détention sensée avec une mobilisation maximale en matière d'emploi, de formation et d'orientation. Tout ceci dans le cadre d'un plan de détention qui sera élaboré et mis en œuvre dès le premier jour. Bien que la prison de Haren prévoie de la place pour 1190 détenus, il a été opté pour une approche à plus petite échelle en choisissant de l'aménager en un village pénitentiaire. Ce village pénitentiaire compte 8 bâtiments résidentiels destinés à différents groupes cibles et répartis sur le site. Grâce à un système moderne de badges, les détenus ont la liberté, compte tenu du régime qui leur est assigné, de quitter leur bâtiment d'hébergement et de sortir à l'air libre pour de nombreuses activités telles que les visites, le sport ou le travail.

La procédure DBFM (Design, Build, Finance, Maintain) pour Anvers, Vresse et Bourg Léopold sera poursuivie, de même que le développement de divers projets du masterplan. Le contrat pour la nouvelle prison d'Anvers a été récemment conclu. Si la demande de permis se déroule sans encombre, la construction pourra commencer fin 2022/début 2023, ce qui signifie que la prison très ancienne et surpeuplée de la Begijnenstraat pourra à terme fermer ses portes.

Pour la mise en œuvre des peines de courte durée, nous misons sur les maisons de détention. Nous voulons en prévoir 15 au total au cours de la présente législature. Chacune d'entre elles peut accueillir de 20 à 60 personnes. La capacité des maisons de transition sera aussi élargie à 100 places l'année prochaine.

Outre dans la qualité des bâtiments et de l'accompagnement des détenus, nous investissons dans une plus grande capacité d'accueil pour les internés. Le masterplan prévoit la construction de centres de psychiatrie légale (CPL) à Paifve, Wavre et Alost. Un consultant sera désigné pour accompagner la construction et l'exploitation de ces centres et il travaillera dans le cadre de la procédure de dialogue compétitif.

Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour rendre ce processus aussi rapide que possible, mais

het licht van de beslissing om vanaf 1 december 2021 alle straffen uit te voeren. We zetten deze evaluatie jaarlijks verder.

In het najaar van 2022 zullen de gevangenissen van Haren en Dendermonde openen (respectievelijk in september en november) waardoor de oude onaanpaste gevangenissen van Vorst en Sint-Gillis en de gevangenis van Dendermonde zullen kunnen sluiten. Deze gevangenissen worden een voorbeeld van hoe we met gedetineerden willen omgaan in de toekomst, "de gevangenissen van de toekomst". Naast het aangepast personeelskader met de twee nieuwe functies voorzien we ook in zinvolle detentie met maximale inzet op tewerkstelling, opleidingen en begeleiding. Dit alles binnen het kader van een detentieplan dat vanaf dag 1 wordt opgesteld en uitgevoerd. Hoewel de gevangenis van Haren plaats zal bieden aan 1190 gedetineerden is er gekozen voor een kleinschaligere aanpak door de keuze voor de indeling als gevangenisdorp. Dit gevangenisdorp heeft 8 verblijfsgebouwen voor verschillende doelgroepen die verspreid liggen over het terrein. Dankzij een modern badgesysteem hebben de gedetineerden de vrijheid om, rekening houdend met hun toegekend regime, hun verblijfsgebouw te verlaten en zich in de buitenlucht te begeven voor tal van activiteiten zoals bezoek, sport of werk.

De DBFM-procedure (Design, Build, Finance, Maintain) voor Antwerpen, Vresse en Leopoldsborg zal worden verdergezet, alsook de verdere uitwerking van diverse projecten uit het masterplan. Recent werd het contract afgesloten voor de nieuwe gevangenis in Antwerpen. Als de aanvraag van de vergunningen vlot verloopt, kan de bouw einde 2022/begin 2023 starten waardoor de sterk verouderde en overbevolkte gevangenis in de Begijnenstraat op termijn zijn deuren kan sluiten.

Voor de uitvoering van de korte straffen zetten we in op detentiehuisen. We willen er deze legislatuur in totaal 15 voorzien. Deze zijn elk goed voor 20 tot 60 plaatsen. Ook de capaciteit van de transitiehuizen zal het komende jaar worden uitgebreid naar 100 plaatsen.

Naast de kwaliteit van de gebouwen en de begeleiding van gedetineerden investeren we in meer capaciteit voor geïnterneerden. Het masterplan voorziet in de bouw van Forensische Psychiatrische Centra (FPC's) in Paifve, Waver en Alost. Er wordt een consultant aangesteld die de bouw en uitbating van deze centra zal begeleiden en zal werken binnen de procedure van de concurrentiegerichte dialoog.

We doen er alles aan om dit proces zo snel mogelijk te laten verlopen, maar we laten het daar niet bij.

nous ne nous arrêtons pas là. En raison des besoins aigus sur le terrain, nous avons mobilisé des moyens pour étoffer considérablement les équipes de soins à Merksplas et à Paifve. L'année prochaine, nous recruterons 13 personnes supplémentaires à Merksplas et 38 à Paifve afin de pouvoir offrir des programmes de soins de qualité aux internés.

Davantage d'autonomie pour l'ordre judiciaire en échange de résultats

Face à l'augmentation historique du budget de la Justice, il est légitime de demander au pouvoir judiciaire de distribuer correctement ces moyens et d'attendre des résultats concrets. C'est pourquoi nous avons passé des accords avec le Collège des cours et tribunaux, le Collège des procureurs généraux et la Cour de cassation sur les objectifs à atteindre grâce au renforcement.

Afin d'ancrer structurellement et d'objectiver cette méthode de travail à long terme, nous continuerons à travailler sur la gestion autonome, la mesure de la charge de travail et un modèle d'allocation moderne. Lors de la présentation conjointe des plans d'investissement dans la justice, les différentes entités au sein du département se sont engagées à le faire.

Les effectifs de magistrats et de personnel judiciaire par entité sont actuellement fixés dans des cadres légaux. Ces cadres sont dépassés et ne correspondent pas à la charge de travail réelle des différentes entités.

Une initiative législative est prise pour pouvoir remplir le cadre de manière plus flexible afin que les collègues puissent indiquer les endroits où les besoins de magistrats et de personnel judiciaire supplémentaires sont les plus importants et ceux où ils sont les moins aigus. Dès que la base légale sera établie, les ressources humaines au sein de la justice pourront être réparties en fonction de la charge de travail mesurée par les collègues. Cette démarche s'inscrit dans la voie de l'autonomisation.

À terme, ce travail devra s'effectuer sur la base des données issues d'une mesure exhaustive de la charge de travail. On y a travaillé d'arrache-pied au cours des dernières décennies mais l'exercice n'a jamais été mené à bon port. Raison pour laquelle nous prévoyons les moyens nécessaires pour renforcer les services d'appui du Collège des cours et tribunaux et du ministère public dans le domaine ICT afin de permettre cette mesure de la charge de travail. Nous continuons à suivre de près ce processus.

La loi du 18 février 2014 prévoit la création de comités de direction chargés de la gestion des entités judiciaires.

Omwille van de acute noden op het terrein hebben we middelen uitgetrokken om de zorgequipes in Merksplas en Paifve significant uit te breiden. We werven het komende jaar 13 mensen extra aan in Merksplas en 38 in Paifve om op die manier volwaardige zorgprogramma's te kunnen aanbieden aan geïnterneerden.

Meer autonomie voor de gerechtelijke orde in ruil voor resultaten

Tegenover de historische stijging van het budget van justitie staat een terechte vraag aan de rechterlijke macht om deze middelen goed te verdelen en resultaten te boeken. Daarom maakten we met het College van hoven en rechtbanken, het College van procureurs-generaal en het Hof van Cassatie afspraken over de doelstellingen die dankzij de versterking dienen bereikt te worden.

Om deze werkwijze op lange termijn structureel te verankeren en te objectiveren, maken we verder werk van het verzelfstandigd beheer, de werklasmeting en een modern allocatiemodel. Bij de gezamenlijke voorstelling van de investeringsplannen in justitie engageerden de verschillende entiteiten binnen justitie om dit te doen.

De personeelsbezetting van magistraten en gerechtspersoneel per entiteit is thans vastgelegd in wettelijke kaders. Deze kaders zijn gedateerd en stemmen niet overeen met de effectieve werklasmeting van de verschillende entiteiten.

Er wordt een wetgevend initiatief genomen om de kaders op een flexibeler manier te kunnen invullen zodat de colleges kunnen aangeven waar de hoogste nood is aan extra magistraten en gerechtspersoneel, en waar deze nood minder acuut is. Zodra de wettelijke basis gelegd is, kunnen de personele middelen binnen justitie verdeeld worden volgens de werklasmeting zoals deze gemeten werd door de colleges. Dit past in de weg naar verzelfstandiging.

Op termijn zal dit moeten gebeuren op basis van de data van een exhaustieve werklasmeting. Hier werd de voorbije decennia al hard aan gewerkt, maar de oefening werd nooit tot een goed einde gebracht. Daarom voorzien we de nodige middelen om de steundiensten van het College van hoven en rechtbanken en het Openbaar Ministerie te versterken op ICT-vlak om deze meting mogelijk te maken. We volgen deze oefening van nabij verder op.

De wet van 18 februari 2014 voorziet in directiecomités die belast zijn met het beheer van de gerechtelijke

Les membres de ces comités de direction ont reçu une formation juridique et sont experts en matière d'enquête et de poursuites (magistrats de parquet) et de jugement (magistrats du siège). Nous recrutons des managers pour les soutenir dans les tâches de gestion qu'ils auront à accomplir dans le cadre du fonctionnement en gestion autonome. Des moyens sont également prévus pour engager du personnel supplémentaire pour le service d'appui du Collège des cours et tribunaux.

Nous consulterons l'ensemble des instances au sein de l'ordre judiciaire afin de progresser vers le fonctionnement en gestion autonome. Dans ce cadre, il convient de déterminer les missions qui restent communes (gestion commune entre la Cassation, les cours et tribunaux et le ministère public), et ce en quoi consiste exactement la mission du SPF Justice de même qu'il faut déterminer les compétences qui seront transférées aux Collèges.

Nous optons également pour une modernisation de la Cour de cassation. Cette institution restera une entité distincte dans le cadre de la gestion autonome. Ici aussi, un soutien sera assuré en matière de gestion et d'organisation afin que les magistrats puissent se concentrer sur leurs tâches principales.

Nous allons préparer les futurs contrats de gestion et les plans de gestion en collaboration avec ces instances, et nous allons examiner comment le financement de l'autonomisation pourra se réaliser.

Tous ces efforts ont pour objectif de rendre la justice plus efficace et plus simple pour le citoyen, avec des garanties d'accessibilité, de qualité et de traitement dans un délai raisonnable. Car l'objectif reste, bien sûr, avant tout de rendre la justice plus rapide, plus humaine et plus ferme.

Une politique de réaction immédiate

Les citoyens attendent légitimement que la justice agisse rapidement et fermement contre toutes les formes de criminalité. Lors des visites sur le terrain, nous avons découvert un grand nombre de bonnes pratiques, telles que l'approche M utilisée dans le Limbourg ou les différentes formes de chambres d'ajustement et de chambres de convocation par procès-verbal présentes à Bruges, Gand, Charleroi ou Anvers. Nous canalisons à présent ces exemples sous la forme d'une approche nationale.

Des moyens ont été prévus pour recruter des personnes chargées de mettre en place des chambres d'ajustement et des chambres de convocation par procès-verbal dans chaque tribunal de première instance. Les parquets mèneront une politique de réaction immédiate.

entiteiten. De leden van deze directiecomités hebben een juridische opleiding gehad en zijn ervaren in opsporing en vervolging (parketmagistraten) en rechtspreken (zetelende magistraten). We werven managers aan om hen te ondersteunen bij de beheerstaken die zij in het kader van het verzelfstandigd beheer dienen uit te oefenen. Ook voor de steundienst van het College van hoven en rechtbanken zijn middelen uitgetrokken voor extra personeel.

We zullen overleg plegen met alle instanties binnen de rechterlijke orde om verdere stappen te zetten richting het autonoom beheer. Hierbij moet gedefinieerd worden welke taken gemeenschappelijk blijven (gemeenschappelijk beheer tussen Cassatie, hoven en rechtbanken én Openbaar Ministerie), wat precies de taak van de FOD Justitie blijft en welke bevoegdheden overgaan naar de Colleges.

Ook voor het Hof van Cassatie kiezen we voor vernieuwing. Binnen het autonoom beheer blijven zij een afzonderlijke entiteit. Ook hier zal ondersteuning geboden worden voor beheer en management zodat de magistraten zich kunnen richten op hun kerntaken.

Samen met deze instanties zullen we de opmaak van de toekomstige beheersovereenkomsten en beheersplannen voorbereiden en bekijken op welke manier de financiering van de verzelfstandiging kan lopen.

Dit alles vanuit het objectief dat Justitie efficiënter en eenvoudiger wordt voor de burger, met garanties voor toegankelijkheid, kwaliteit en een behandeling binnen de redelijke termijn. Want de doelstelling blijft uiteraard bovenal justitie sneller, menselijker en straffer te maken.

Lik-op-stukbeleid

De burger verwacht terecht dat justitie snel en kordaat optreedt tegen alle vormen van criminaliteit. We hebben tijdens de terreinbezoeken heel wat goede praktijken beter leren kennen zoals de M-werking in Limburg of de verschillende vormen van bijsturings- en snelrecht-kamers in Brugge, Gent, Charleroi of Antwerpen. Die voorbeelden bundelen we nu in een nationale aanpak.

Er zijn middelen voorzien om mensen aan te werven om bijsturings- en snelrecht-kamers in te richten in elke rechtbank van eerste aanleg. De parketten zullen een lik-op-stukbeleid voeren.

Dès que les recrutements dans les tribunaux et les parquets seront en cours, nous pourrons commencer la mise en œuvre de la politique de réaction immédiate au niveau national. Dans les tribunaux de première instance, des chambres d'ajustement seront créées où les personnes faisant face à certains problèmes (drogue, alcool, agression, etc.) feront d'abord l'objet d'un suivi par une chambre spécifique avant que le tribunal ne rende son jugement. Pendant la période de suivi, un traitement ou d'autres mesures supplémentaires pourront être imposés au suspect en vue de réduire le risque de rechute. Nous consulterons régulièrement les entités fédérées, qui sont responsables de l'aide et des maisons de justice, pour permettre une approche multidisciplinaire. Nous veillons également à ce que des chambres de convocation par procès-verbal soient mises en place pour donner suite aux citations lancées par le parquet.

À partir du 1^{er} janvier 2022, nous lancerons le système des transactions immédiates. Pour certaines formes de criminalité simple et moins grave, dont l'auteur est facilement identifiable, telles que les vols de vélo notamment, nous avons créé la possibilité de déployer la proposition de transaction immédiate à l'échelle nationale. Pour ce faire, le système existant a été analysé avec les différents partenaires dont la police en vue de trouver la manière la plus efficace d'en organiser le traitement. À la suite de cette analyse, des options de paiement, des systèmes informatiques et des carnets de constatation intelligents ont été créés. La charge de travail administratif des différents acteurs clés a été réduite au minimum. L'auteur de l'infraction devra toujours donner son accord pour un paiement immédiat de la transaction. Nous avons mis en œuvre avec un succès manifeste les premiers projets pilotes, à la satisfaction de la police, de la justice et des finances.

Ces transactions immédiates seront introduites dans tout le pays. Ce concept deviendra un outil important pour lutter contre le sentiment d'impunité dans le chef des auteurs d'actes de petite délinquance et de leurs victimes. Dans ce cadre, nous respectons bien entendu les droits de la défense à chaque étape de la procédure. Les transactions immédiates ne sont mises en œuvre que si l'auteur des faits y consent. Dans le cas contraire, un procès-verbal est établi et l'affaire est portée devant le tribunal. Il s'agit d'un signal clair indiquant que la justice prend aussi ces affaires au sérieux et les sanctionne de manière rapide et énergique. Cette approche des affaires simples et irréfutables permet aux tribunaux de traiter des affaires plus complexes et celles qui font l'objet de contestation. Des options de paiement supplémentaires sont en cours de développement et nous étudions la possibilité d'étendre les procédures en place entre la police et la justice à d'autres services d'inspection.

Zodra de aanwervingen bij de rechtbanken en parketten bezig zijn, kan er van start gegaan worden met de nationale invoering van het lik-op-stuk beleid. Bij de rechtbanken van eerste aanleg komen bijsturingskamers waar personen die met een bepaalde problematiek kampen (drugs, alcohol, agressie, ...) eerst opgevolgd worden door een specifieke kamer alvorens de rechtbank een uitspraak doet. Tijdens de opvolgingsperiode kunnen aan de verdachte een behandeling of andere bijkomende maatregelen worden opgelegd waardoor de kans op hervat afneemt. We zullen regelmatig overleg plegen met de deelstaten, die verantwoordelijk zijn voor hulpverlening en de justitiehuisen, om een multidisciplinaire aanpak mogelijk te maken. Ook zien we erop toe dat er snelrecht kamers komen die een vervolg geven aan de dagvaardingen die het parket lanceert.

Vanaf 1 januari 2022 gaan we van start met lik-op-stukboetes. Voor bepaalde eenvoudige vormen van kleinere criminaliteit, waarvan de dader gemakkelijk te identificeren is, zoals onder meer fietsdiefstal, hebben we de mogelijkheden gecreëerd om de onmiddellijke minnelijke schikking (OMS) nationaal uit te rollen. Hiervoor werd het bestaande systeem geanalyseerd en werd samen met de verschillende partners waaronder politie gezocht naar de meest efficiënte manier om de verwerking ervan te organiseren. Volgend op deze analyse werden betaalmogelijkheden, IT-systemen en intelligente vaststellingsboekjes gecreëerd. De administratieve werklast van de verschillende kernactoren werd tot een minimum herleid. De dader zal steeds zijn toestemming moeten geven om de minnelijke schikking onmiddellijk te betalen. De eerste proefprojecten voerden we met groot succes in en dit tot tevredenheid van politie, justitie en financiën.

De lik-op-stukboetes zullen over het hele land worden ingevoerd. Dit concept zal een belangrijk instrument worden om het gevoel van straffeloosheid bij daders en slachtoffers van kleine vormen van criminaliteit tegen te gaan. Hierbij respecteren we uiteraard bij elke stap de rechten van de verdediging. Lik-op-stukboetes worden enkel toegepast wanneer de dader hiermee instemt. Is dit niet het geval, dan wordt er een proces-verbaal opgesteld en komt de zaak voor de rechtbank. Het is een duidelijk signaal dat justitie ook deze zaken ernstig neemt en snel en kordaat bestraft. Een gevolg van deze aanpak van eenvoudige en onbetwiste zaken is dat de rechtbanken zich kunnen bezighouden met complexere zaken en zaken die betwist worden. Bijkomende betaalmogelijkheden worden uitgewerkt en we bekijken of de processen tussen politie en justitie kunnen worden uitgebreid naar andere inspectiediensten.

En collaboration avec l'Intérieur et le Parlement, nous organisons cet automne une deuxième conférence sur la violence urbaine. Nous ferons des propositions au gouvernement sur la base des résultats de ces conférences.

Le règlement alternatif des litiges

Une autre approche réussie que nous aimerions prévoir est celle des chambres de médiation telle qu'elle est notamment mise en œuvre dans les affaires familiales à Dinant et dans de nombreux autres tribunaux de la famille. Dans ce cadre, nous tiendrons bien évidemment compte des spécificités et des initiatives législatives dans le domaine de la médiation pour les dossiers de violence sexuelle. Nous recrutons des magistrats et du personnel judiciaire supplémentaires pour appliquer cette méthodologie dans tous les tribunaux de première instance, ainsi que dans les tribunaux du travail et les tribunaux de l'entreprise.

Nous travaillons sur une loi de réparation qui prévoira un délai pour le dépôt d'un recours en annulation en cas de fraude et de contestation par des tiers contre une décision d'arbitrage. Nous modernisons également les procédures d'arbitrage en permettant les audiences en ligne et la signature électronique de la décision.

La Commission fédérale de médiation (CFM) s'engage à promouvoir et à professionnaliser davantage la médiation. Une campagne de promotion a été lancée en 2021 et se poursuivra en plusieurs phases cette année également. Nous soutenons la CFM dans cette démarche.

Une législation civile moderne

La modernisation du Code civil sera poursuivie en collaboration avec le Parlement et les experts. Le Livre 3 (Droit des biens) est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2021. Les livres 1 (Principes généraux), 2 (Droit des relations patrimoniales), 4 (Successions) et 5 (Obligations) ont été déposés et continuent d'être examinés à la Chambre. Des groupes de travail ont été formés pour approfondir les Livres 6 (Responsabilité non contractuelle), 7 (Contrats spéciaux) et 10 (Prescription). Nous suivons les travaux préparatoires au sein de la commission justice de la Chambre et des groupes de travail.

Sur la base des grandes lignes tracées par le monde académique, le gouvernement déterminera les axes principaux de la réforme du droit de la famille. Un groupe de travail sera ensuite constitué pour traduire les principes convenus dans un projet de loi.

Le registre central de protection des personnes est entré en vigueur le 1^{er} juin 2021 et est presque entièrement numérisé. Nous continuons à assurer le suivi de

We organiseren, samen met Binnenlandse Zaken en het parlement, in het najaar een tweede conferentie stadsgeweld. Op basis van de bevindingen van deze conferenties zullen we aan de regering voorstellen doen.

Alternatieve geschillenbeslechting

Een andere succesvolle aanpak die we willen voorzien, is die van de bemiddelingskamers zoals die onder meer bij familiezaken in Dinant en tal van andere familie-rechtbanken wordt toegepast. Uiteraard houden we hier steeds rekening met de specificiteiten en de wetgevende initiatieven aangaande bemiddeling in zaken van intra-familiaal geweld. We werven bijkomende magistraten en gerechtspersoneel aan om deze methodiek toe te passen in alle rechtbanken van eerste aanleg, maar ook in arbeids- en ondernemingsrechtbanken.

We werken aan een reparatiewet die een termijn voorziet om een vernietigingsverzoek in te dienen in geval van fraude en derdenverzet tegen een arbitragebeslissing. We moderniseren ook de procedures inzake arbitrage door online hoorzittingen en elektronische handtekening van de beslissing mogelijk te maken.

De Federale Bemiddelingscommissie (FBC) zet in op de promotie en verdere professionalisering van bemiddeling. In 2021 werd een promotiecampagne opgestart die ook dit jaar verder gefaseerd wordt uitgevoerd. We ondersteunen de FBC hierin.

Moderne burgerlijke wetgeving

De modernisering van het Burgerlijk Wetboek zetten we verder samen met het Parlement en de experten. Op 1 september 2021 trad het Boek 3 (Goederenrecht) in werking. Boeken 1 (Algemene Beginselen), 2 (Relatievermogensrecht), 4 (Nalatenschappen) en 5 (Verbintenissen) werden in de Kamer ingediend en worden verder besproken. Werkgroepen werden samengesteld om Boeken 6 (Buitencontractuele aansprakelijkheid), 7 (Bijzondere overeenkomsten) en 10 (Verjaring) verder te verwerken. We volgen de voorbereidende werken binnen de kamercommissie Justitie en de werkgroepen.

Op basis van het overzicht van de academici zullen de krachtlijnen van de hervorming van het afstammingsrecht door de regering vastgesteld worden. Daarna zal een werkgroep samengesteld worden om de overeengekomen principes in een wetsontwerp te vertalen.

Het centraal register van bescherming van de personen is op 1 juni 2021 in werking getreden en quasi volledig gedigitaliseerd. We volgen deze digitale overgang

cette transition numérique au sein d'un groupe de travail désigné à cette fin et, le cas échéant, nous améliorons le registre. Un projet de cadre juridique pour les missions des administrateurs et leur rémunération sera soumis au gouvernement.

Un projet pilote dans le tribunal de la famille de Dinant fait l'objet d'un suivi en vue d'une extension au niveau national. L'objectif est de mieux préserver le lien entre l'enfant et les parents qui se séparent et de trouver une solution durable aux litiges concernant les enfants. Nous travaillons à l'adaptation des procédures afin que les parents soient mieux informés, les procédures simplifiées et les juges et les magistrats du ministère public plus prompts et actifs dans le suivi des affaires et l'action, que la médiation soit encouragée et qu'une attention suffisante soit accordée aux experts et aux maisons de justice. Une formation plus poussée des juges et des avocats doit permettre de changer les mentalités afin que l'intérêt supérieur de l'enfant prime en tout temps.

Le fonctionnement et la charge de travail des tribunaux de la famille ainsi que le fonctionnement des chambres de règlement à l'amiable seront évalués comme le prévoit la loi du 30 juillet 2013 portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse.

Nous poursuivons les travaux pour donner suite aux mesures reprises dans la Résolution du 29 mars 2018 relative à la ségrégation dont ont été victimes les métis issus de la colonisation belge en Afrique. Le groupe de travail composé des différents cabinets compétents et des administrations responsables poursuit résolument le travail. Une solution est recherchée, dans le cadre des règles juridiques belges, aux problèmes pratiques en matière d'actes de naissance et de mariage que rencontrent souvent ces compatriotes.

La législation sur l'enregistrement du sexe est en cours de modification afin d'être conforme à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle et de préserver les droits de chaque citoyen dans notre société. Les travaux seront réalisés en deux phases. Dans un premier temps, nous soumettrons au gouvernement un projet de loi avec des ajustements techniques et procéduraux tenant compte des commentaires de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 19 juin 2019. Dans une phase ultérieure, un débat de fond sera mené avec des experts en la matière sur la meilleure façon de s'y prendre en ce qui concerne l'enregistrement éventuel du sexe comme élément de l'état civil. Dans d'autres domaines également, nous examinons de manière plus approfondie de quelle manière notre législation pourrait être modifiée pour reconnaître les personnes non-binaires.

verder op binnen een hiervoor aangestelde werkgroep en verbeteren het register waar nodig. Een ontwerp voor het wettelijke kader voor de opdrachten van de bewindvoerders en voor de bezoldiging van bewindvoerders zal voorgelegd worden aan de regering.

Een proefproject in de familierechtbank van Dinant wordt gevolgd met het oog op een uitbreiding op nationaal niveau. De bedoeling is de band tussen het kind en de scheidende ouders beter te vrijwaren en een duurzame oplossing te vinden in geschillen inzake kinderen. We werken op procedurele aanpassingen waarbij ouders beter geïnformeerd worden, procedures vereenvoudigd worden, rechters en magistraten van het openbare ministerie sneller en actiever de zaak opvolgen en optreden, bemiddeling aangemoedigd wordt en er voldoende aandacht gaat naar deskundigen en justitiehuisen. Meer vormingen van rechters en advocaten moeten zorgen voor een mentaliteitsverandering waarbij de belangen van het kind steeds voorop staan.

De werking en de werklast van de familierechtbanken en de werking van de kamers voor minnelijke schikking zullen worden geëvalueerd, zoals bepaald in de wet van 30 juli 2013 betreffende de invoering van een familie- en jeugdrechtbank."

We werken verder om gevolg te geven aan de maatregelen die in de Resolutie van 29 maart 2018, over de segregatie waarvan de métissen uit de periode van de Belgische Kolonisatie in Afrika het slachtoffer zijn geweest, werden opgenomen. De werkgroep bestaande uit de verschillende bevoegde kabinetten en de verantwoordelijke administraties werken onverminderd voort. Er wordt, binnen de Belgische rechtsregels, naar een oplossing gezocht voor de praktische problemen inzake de geboorte- en huwelijksakten die deze landgenoten vaak ervaren.

De wetgeving genderregistratie wordt aangepast om in overeenstemming te zijn met de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof en om de rechten van elke burger in onze samenleving te vrijwaren. Er zal worden gewerkt in twee fasen. In een eerste fase zullen we een wetsontwerp met technische en procedurele aanpassingen voorleggen aan de regering, rekening houdende met de opmerkingen uit het arrest van het Grondwettelijk Hof dd. 19 juni 2019. In een latere fase zal het debat ten gronde worden gevoerd met experts ter zake over hoe best omgegaan wordt met het al dan niet registreren van het geslacht als element van de burgerlijke staat. Er wordt ook op andere vlakken verder onderzocht hoe onze wetgeving kan aangepast worden ter erkenning van non-binaire personen.

Nous instaurons un formulaire d'enregistrement électronique pour l'euthanasie. Après avoir pratiqué une euthanasie, le médecin doit obligatoirement compléter un document d'enregistrement papier qui est ensuite vérifié par la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'euthanasie. Elle contrôle si l'euthanasie a été pratiquée dans le respect des conditions légales. En numérisant ce formulaire papier, nous voulons accroître la lisibilité et l'exhaustivité du document. Cela conduit à un fonctionnement plus transparent de la Commission et s'inscrit dans le cadre de la numérisation prévue. À cet effet, nous travaillons en collaboration avec le ministre de la Santé publique.

Plus de deux ans après l'entrée en vigueur de la Banque de données des Actes de l'État civil, le 1^{er} avril 2019, une modification du Code civil s'impose. Nous voulons apporter certaines améliorations sur la base de l'expérience acquise. Il convient notamment d'améliorer la possibilité de faire des notifications automatiques, de préciser le fonctionnaire compétent pour un certain nombre d'actes et de résoudre un certain nombre d'incohérences.

Enfin, nous terminons l'évaluation de la loi relative à la protection de la personne des malades mentaux en ce qui concerne les admissions obligatoires. Sur la base du rapport des experts, nous élaborons un nouveau projet de loi en collaboration avec la Santé publique.

1.2. Une justice numérique

Dans le domaine de la numérisation, la justice a encore un long chemin à parcourir. Selon la Commission européenne, notre pays est l'un des pays d'Europe à la traîne en matière de numérisation de la justice. Nous voulons également changer ce point à l'aide d'un plan réaliste et un investissement substantiel au cours de la prochaine législature. Outre l'investissement de 137 millions d'euros en termes de ressources européennes sur cette législature, nous augmentons aussi structurellement les budgets informatiques des différents services de 38 millions en 2022 et nous renforçons le service informatique en sous-effectif avec 43 personnes. Si nous voulons rendre la justice plus rapide, plus humaine et plus ferme, il est indispensable que le processus de numérisation aboutisse cette fois-ci. Nous tirons les leçons des projets qui ont échoué par le passé en impliquant les acteurs de terrain et en leur montrant des progrès concrets jour après jour.

Afin de passer au numérique en favorisant une approche ascendante, 7 experts en informatique issus des différentes entités et services ont été réunis dans un cockpit numérique qui mènera à bien ce processus: le Digital Transformation Office (DTO). Grâce à cette

We voeren een elektronisch registratieformulier in voor euthanasie. Nadat een arts euthanasie heeft uitgevoerd, moet hij verplicht een papieren registratiedocument invullen dat vervolgens door de Federale Controle- en Evaluatiecommissie Euthanasie wordt geverifieerd. Zij controleren of de euthanasie werd uitgevoerd conform de wettelijke voorwaarden. Door dit papieren formulier te digitaliseren, willen we de leesbaarheid en volledigheid van het document verhogen. Dit leidt tot een meer transparante werking van de commissie en kadert in de vooropgestelde digitalisering. Hiervoor werken we samen met de minister van Volksgezondheid.

Ruim twee jaar na de inwerkingtreding van de Databank Akten Burgerlijke Stand op 1 april 2019 dringt een aanpassing van het Burgerlijk Wetboek zich op. We willen verbeteringen aanbrengen op basis van de opgedane ervaring. Zo moet onder meer de mogelijkheid om automatische melding te doen verbeterd worden, moet de bevoegde ambtenaar voor een aantal akten gepreciseerd worden en moeten er een aantal ongerijmdheden verholpen worden.

Tenslotte ronden we de evaluatie af van de wet ter bescherming van geesteszieke personen inzake gedwongen opnames. Op basis van het verslag van de experten werken we samen met Volksgezondheid een nieuw wetsontwerp uit.

1.2. Digitale justitie

Op het vlak van digitalisering is bij justitie nog heel veel werk aan de winkel. Ons land is volgens de Europese commissie een van de digitaal meest achtergestelde landen in Europa wat justitie betreft. Ook daar willen we verandering in brengen met een realistisch plan en een forse investering over de komende legislatuur. Naast de investering van 137 miljoen euro aan Europese middelen over deze legislatuur, trekken we de ICT-budgetten van de verschillende diensten ook structureel op met 38 miljoen in 2022 én breiden we de onderbemande ICT-dienst uit met 43 mensen. Om justitie sneller, menselijker en straffer te maken is het van cruciaal belang dat de digitalisering deze keer wel slaagt. We trekken lessen uit de vroegere mislukte projecten door mensen op het terrein te betrekken en hen dag na dag concrete vooruitgang te tonen.

Om de digitalisering van onderuit te begeleiden, werden 7 ICT-experts uit de verschillende entiteiten en diensten samengebracht in een digitale cockpit die dit in goede banen zal leiden: De Digital Transformation Office (DTO). Met deze equipe en hun breed netwerk

équipe et son large réseau sur le terrain, nous mettrons en œuvre les 5 étapes du plan de transformation numérique. Dans le cadre de la réalisation de chacune de ces étapes, des progrès ont déjà été faits l'année dernière et nous prévoyons d'autres projets ambitieux pour l'année à venir.

Étape 1: Moderniser le matériel pour une approche axée sur l'utilisateur

La première étape consiste à fournir du matériel moderne. Les employés sont nombreux à devoir travailler avec du matériel totalement dépassé. Nous mettons fin à cette situation. Une première commande de 3 500 nouveaux ordinateurs portables a été livrée en mai 2021. Dans une deuxième vague, 8 500 autres ont été commandés. Le renouvellement des ordinateurs portables se poursuivra en 2022 et 10,5 millions d'euros sont prévus pour l'achat d'ordinateurs portables et d'accessoires (deuxièmes écrans, stations d'accueil, etc.). Les ordinateurs de bureau existants seront remplacés autant que possible par des ordinateurs portables pour permettre au personnel de la justice de faire du télétravail et, d'ici la fin de l'année, tout le monde disposera d'un appareil qui n'aura pas plus de 5 ans. Plusieurs centaines de nos employés qui doivent souvent se déplacer tout en étant toujours disponibles pourront participer à un projet pilote d'appareils hybrides et ultralégers.

Les vieux logiciels de communication et de coopération seront également renouvelés et nos employés auront toujours accès aux derniers logiciels Office 365 et Teams, qui sont utilisés par tous les autres services publics et qui rendent la coopération, tant au bureau qu'à la maison, beaucoup plus agréable et efficace. En parallèle, nous sommes en train de renouveler l'infrastructure et l'architecture informatiques internes, car elles datent encore de l'époque de l'ancien projet PC@work en 2012. Ainsi, nous veillons à ce que la justice dispose de bonnes bases pour réaliser sa transformation numérique.

Trois types de systèmes de vidéoconférence ont été sélectionnés par les représentants des cours et tribunaux afin de les tester à grande échelle dans l'ensemble des tribunaux, cours d'appel et parquets. Plus de 100 systèmes ont été fournis pour la phase de test des audiences vidéo hybrides afin que tous les scénarios possibles puissent être évalués et adaptés aux besoins sur le terrain. Maintenant que la sélection finale a été faite, nous allons investir l'année à venir pour pouvoir distribuer au moins 400 des systèmes sélectionnés par leurs soins. Ainsi, il sera possible d'organiser des audiences vidéo hybrides dans presque tous les tribunaux. Un certain nombre de systèmes hautement spécialisés seront prévus pour des situations particulières. Plus de 8 000 casques d'écoute adaptés avec microphone seront également

op het terrein zullen we de 5 stappen van het digitaal transformatieplan uitvoeren. In de realisatie van elk van deze stappen is het voorbije jaar al vooruitgang geboekt en hebben we ambitieuze plannen voor het komende jaar.

Stap 1: modern materiaal als basis voor een gebruikersgestuurde aanpak

De eerste stap is om te zorgen voor modern materiaal. Heel wat medewerkers moeten werken met compleet verouderd materiaal. Daar maken we een einde aan. In mei 2021 werd een eerste bestelling van 3 500 nieuwe laptops geleverd. In een tweede golf werden nog 8 500 exemplaren besteld. In 2022 zal die vernieuwing van de laptops worden verdergezet en wordt 10,5 miljoen euro voorzien voor de aankoop van laptops en toebehoren (tweede schermen, dockingstations, ...). De bestaande desktops zullen zo veel als mogelijk worden vervangen door laptops om de medewerkers van justitie toe te laten ook van thuis uit te werken en tegen het einde van het jaar zal iedereen kunnen beschikken over een exemplaar dat maximaal 5 jaar oud is. Enkele honderden van onze medewerkers die zeer mobiel en altijd beschikbaar moeten zijn, zullen kunnen deelnemen aan een proefproject voor hybride en ultralichte toestellen.

De achterhaalde software voor communicatie en samenwerking wordt ook vernieuwd en onze medewerkers zullen steeds kunnen beschikken over het nieuwste softwarepakket van Office 365 en Teams, dat door alle andere overheidsdiensten wordt gebruikt, en samenwerking, zowel op kantoor als thuis, veel aangenamer en efficiënter maakt. Gelijktijdig wordt onze interne IT-infrastructure en -architectuur vernieuwd want die dateerde van het eerdere PC@work-project uit 2012. Hierdoor zal justitie over de juiste fundamenten beschikken om haar digitale transformatie te realiseren.

Door de vertegenwoordigers van de hoven en rechtbanken werden een drietal types videoconferentiesystemen geselecteerd om uitgebreide testen mee uit te voeren bij alle rechtbanken, hoven en parketten. Meer dan honderd systemen werden voorzien voor de testfase van de hybride videozittingen zodat alle mogelijke situaties konden worden geëvalueerd en aangepast aan de noden op het terrein. Nu de finale selectie is gemaakt, investeren we het komende jaar waardoor minstens 400 van de door hen geselecteerde systemen zullen kunnen worden verdeeld. Op die manier zal er op nagenoeg alle rechtbanken de mogelijkheid zijn om hybride videozittingen te houden. Een aantal hooggespecialiseerde systemen zullen worden voorzien voor bijzondere situaties. Er worden tevens meer dan 8 000 aangepaste hoofdtelefoons

fournis. Ils seront distribués en priorité au personnel des tribunaux qui tient des audiences sans la présence des parties.

Nous sommes également en train de préparer un nouveau cadre juridique concernant l'utilisation de la vidéoconférence lors de procédures judiciaires. Pour ce faire, nous nous basons sur les directives européennes récentes à ce sujet et tiendrons bien entendu compte des objections formulées par la Cour constitutionnelle ainsi que des avis de l'Autorité de protection des données et du Conseil d'État sur une précédente initiative en la matière. Nous procédons en étroite concertation avec les cours et tribunaux et sur la base des résultats de tests pratiques effectués sur le terrain. Nous nous concertons également avec les barreaux.

En juillet 2021, la justice est passée à une "plateforme no-code", ce qui signifie que les nouveaux développements peuvent être réalisés beaucoup plus rapidement et de manière autonome. À partir de novembre, les premières applications seront opérationnelles et des formations seront proposées à toutes les parties intéressées, y compris au personnel non informatique. Cela permettra de renforcer la capacité d'autonomie de la justice en matière de développements informatiques. En 2022, de nouvelles applications seront développées étape par étape en fonction des besoins des utilisateurs.

Étape 2: Création d'un dossier numérique unique

Entre-temps, nous travaillons à la deuxième étape, qui consiste à élaborer un dossier numérique unique auquel les personnes concernées pourront accéder où qu'elles soient. Ici aussi, nous évitons les erreurs du passé en n'optant pas pour un changement radical vers un tout nouveau système qui prendrait des années à se mettre en place. Nous améliorons davantage ce qui fonctionne bien et le prenons comme base pour développer continuellement le dossier numérique en adoptant une approche graduelle (principe du piecemeal engineering).

Au cours de l'année précédente, divers systèmes tels que l'inventaire électronique, e-Deposit et DPA-Deposit ont été mis à jour en profondeur. Des systèmes tels que le dossier de l'application des peines et le registre national pour personnes protégées ont été numérisés. La signature électronique a été introduite dans les tribunaux de paix et le premier PV électronique a été créé. Nous continuons à évaluer et à améliorer ces systèmes.

Le développement d'un dossier pénal numérique a été lancé, en étroite concertation avec les parquets et les tribunaux correctionnels, et permettra à la justice de consulter le PV électronique. En attendant, les dossiers

met microfoon voorzien, die prioritair zullen worden toegekend aan gerechtspersoneel die zittingen houden zonder aanwezige partijen.

We werken verder aan een nieuw wettelijk kader voor het gebruik van videoconferentie in gerechtszaken. Hierbij baseren we ons op de recente Europese richtlijnen terzake en zullen we vanzelfsprekend rekening houden met de bezwaren van het Grondwettelijk Hof en de adviezen van de Gegevensbeschermingsautoriteit en Raad van State bij een eerder initiatief hieromtrent. We doen dit in nauw overleg met de hoven en rechtbanken en op basis van de testervaringen op het terrein. We stemmen ook af met de advocatuur.

In juli 2021 is justitie ingestapt op een no-code-platform waardoor nieuwe ontwikkelingen veel sneller kunnen worden gerealiseerd en zelf in handen kunnen worden genomen. Vanaf november worden de eerste applicaties in gebruik genomen en worden opleidingen beschikbaar gesteld voor alle geïnteresseerden en dus ook niet-IT'ers. Zo wordt de zelfredzaamheid van justitie op het vlak van IT-ontwikkelingen vergroot. In 2022 worden er stap voor stap nieuwe applicaties ontwikkeld in functie van de noden van de gebruikers.

Stap 2: één digitaal dossier

Intussen werken we verder aan de tweede stap waarbij we één digitaal dossier uitwerken dat overal toegankelijk is voor de betrokkenen. Ook hier vermijden we de fouten uit het verleden door niet te kiezen voor een grote omslag naar een volledig nieuw systeem dat nog jaren op zich zou laten wachten. We verbeteren wat goed is als basis en breiden het digitaal dossier voortdurend uit volgens het principe van piecemeal engineering.

Het voorbije jaar werden verschillende systemen zoals e-inventaris, e-deposit en DPA-deposit grondig aangepast. Systemen zoals het dossier van de strafuitvoering en het nationaal register voor beschermde personen werden gedigitaliseerd. De elektronische handtekening werd ingevoerd bij de vrederegerechten en de eerst elektronische PV's hebben het licht gezien. Deze systemen blijven we verder evalueren en verbeteren.

De ontwikkelingen van een strafrechtelijk digitaal dossier zijn opgestart, in nauw overleg met parketten en correctionele rechtbanken, en zullen toelaten het elektronische proces-verbaal te kunnen raadplegen

sont toujours scannés. Afin de faire plus et mieux, de nouveaux scanners à haute performance ont été achetés.

Un dossier numérique digne de ce nom implique que tous les documents entrants du dossier soient reçus par voie numérique, que tous les documents sortants puissent être signés numériquement et, enfin, qu'une version numérique soit envoyée et sauvegardée dans le dossier du tribunal. Pour ce faire, nous mettons en place deux composantes majeures qui occuperont une place centrale dans ce processus, à savoir: JustSign et JustSend.

JustSign, qui rend possible la signature numérique pour tous les types d'entités et de documents, est en cours de développement en concertation avec l'ordre judiciaire. Cette composante sera disponible en 2022 et introduite progressivement.

JustSend, qui permet d'envoyer automatiquement, sans l'intervention des greffes et des parquets, tous les documents signés et/ou validés, tant à la jBox des avocats, qu'à l'e-Box des citoyens et des entreprises, ou par courrier lorsque l'envoi électronique n'est pas possible. La copie non signée du jugement sera progressivement disponible en ligne sur Just-on-Web.

Les mesures de sécurité nécessaires, telles que la gestion centralisée des accès pour tous les utilisateurs, ont déjà été préparées et seront mises en œuvre.

L'inventaire électronique existant sera adapté pour répondre aux besoins des dossiers pénaux et deviendra le point central du dossier judiciaire numérique pour toutes les entités, après quoi il pourra être partagé en toute sécurité avec le monde extérieur (avocats, citoyens, experts, etc.). Cette nouvelle version sera disponible début 2022 et sera étendue progressivement aux différentes parties de l'ordre judiciaire, en donnant la priorité aux entités qui actuellement ne disposent pas d'un module d'inventaire.

Afin de permettre le suivi des peines de moins de trois ans, le dossier numérique de l'application des peines (le dossier judiciaire électronique intégré de suivi, DJEIS) sera élargi davantage.

Les différents types de PV seront intégrés progressivement dans les flux de la justice. Nous sommes en train d'élaborer des directives pour déterminer dans quel ordre se fera la numérisation des différents types de PV en fonction des besoins sur le terrain. Nous commencerons par intégrer les PV dans le cadre de la circulation routière.

binnen justitie. Voorlopig worden dossiers nog steeds ingescand. Om dit meer en beter te kunnen doen, werden nieuwe performante scanners aangekocht.

Een volwaardig digitaal dossier vereist dat alle inkomende documenten uit het dossier digitaal worden ontvangen, alle uitgaande documenten digitaal kunnen worden ondertekend en tenslotte digitaal verzonden en opgeslagen worden in het gerechtsdossier. Om hierin te kunnen slagen zijn 2 centrale componenten die we implementeren cruciaal: JustSign en JustSend.

De component JustSign, dat de digitale handtekening mogelijk maakt voor alle types entiteiten en documenten, is in volle ontwikkeling in overleg met de rechterlijke orde. Deze component zal beschikbaar zijn in 2022 en stap voor stap worden ingevoerd.

De JustSend-component laat toe om alle getekende en/of gevalideerde documenten automatisch te versturen zonder tussenkomst van de griffies en parketten, zowel naar de jbox van de advocaten, e-Box van de burgers en ondernemingen of per post wanneer elektronische verzending niet mogelijk is. Het niet-ondertekend afschrift van het vonnis zal geleidelijk online beschikbaar zijn op Just-on-Web.

De noodzakelijke beveiliging, zoals een gecentraliseerd toegangsbeheer voor alle gebruikers ervan, werd reeds voorbereid en zal worden gerealiseerd.

De bestaande e-Inventaris zal aangepast worden om te voldoen aan de noden van de strafdossiers en omgevormd worden tot de kern van het digitaal gerechtsdossier voor alle entiteiten, waarna het op een veilige manier zal kunnen worden ontsloten naar buiten (advocaten, burgers, experts, ...). Deze nieuwe versie zal beschikbaar zijn begin 2022 en stap voor stap worden uitgebreid naar de verschillende onderdelen van de rechterlijke orde, waarbij voorrang wordt gegeven aan entiteiten die op dit ogenblik nog niet over een inventarismodule beschikken.

Om de opvolging van straffen onder de drie jaar mogelijk te maken, zal het digitaal dossier van de strafuitvoering (GEJO) verder uitgebreid worden.

De verschillende types van PV's integreren we gradueel in de flows van justitie. We werken een richtlijn uit om de volgorde van digitalisering van de verschillende types PV's vast te leggen op basis van de noden op het terrein. Er wordt gestart met PV's in het kader van het verkeer.

L'efficacité et la facilité d'utilisation pour les employés et les citoyens sont essentielles à l'ensemble du processus de numérisation. Au cours de l'année à venir, les premières nouvelles interfaces conviviales dans l'application MaCH seront disponibles, y compris pour la création d'actes d'assignations complexes. Nous finalisons également la transition d'Open Office à MS Word. L'année prochaine, les parquets généraux passeront à MaCH pour la gestion de leurs dossiers. Nous prévoyons des formations supplémentaires ainsi qu'un soutien aux entités qui ont initialement participé au déploiement accéléré de l'initiative MaCH (Aftercare). L'approche plus modulaire de MaCH sera poursuivie et nous y associerons l'inventaire électronique, JustSign, JustSend et e-Deposit.

Nous allons lancer la procédure d'appel d'offres pour le développement d'un nouveau système de gestion des dossiers pour l'ordre judiciaire.

Le passage à un fichier entièrement numérique entraînera de nombreux changements sur le terrain, c'est pourquoi nous prévoyons une gestion du changement pour accompagner les utilisateurs.

Étape 3: Relier toutes les bases de données

Dans la troisième étape, nous relierons les bases de données internes et externes, existantes et à développer, au dossier numérique. Un exemple en est la base de données centrale des pièces à conviction (PACOS) qui est devenue opérationnelle l'année dernière pour certains services de la police et de la justice et qui a été reliée aux systèmes existants. Dans le courant de l'année prochaine, nous la rendrons également accessible aux tribunaux de police, entre autres.

Nous poursuivons l'élaboration d'un nouveau cadre juridique en collaboration avec différents groupes de travail, composés de représentants de l'ordre judiciaire et du SPF Justice, en vue de créer un registre central des décisions de l'ordre judiciaire. Nous travaillons également avec des partenaires au niveau technique afin de mettre en place la pseudonymisation automatisée des jugements et arrêts. Le nouveau projet de loi relatif au registre central des décisions de l'ordre judiciaire, qui est en cours de préparation, sera voté au Parlement l'année prochaine. Après l'entrée en vigueur de cette loi, les premières parties de ce registre seront opérationnelles. À terme, tous les jugements et arrêts seront disponibles en ligne.

Au cours de l'année à venir, nous continuerons à investir dans la modernisation progressive du casier judiciaire. Les ressources financières nécessaires à cet effet ont également été libérées (un montant total

Cruciaal in het hele digitaliseringsproces is dat een efficiënte werking en gebruiksgemak voor de medewerkers en burgers voorop staan. Het komende jaar zullen de eerste nieuwe en gebruiksvriendelijke interfaces binnen de applicatie MaCH beschikbaar zijn, onder meer voor het maken van complexe dagvaardingen. Ook de overgang van open office naar MS Word werken we af. De Parketten-Generaal zullen volgend jaar de overstap naar MaCH zetten voor het beheer van hun dossiers. We voorzien in bijkomende opleidingen en ondersteuning voor de entiteiten die betrokken waren bij de initiële versnelde uitrol van MaCH (Aftercare). De meer modulaire aanpak van MaCH wordt verdergezet en we koppelen e-Inventaris, JustSign, JustSend en e-Deposit hieraan.

We starten de aanbestedingsprocedure voor de ontwikkeling van een nieuw dossierbeheersysteem voor de rechterlijke orde.

De overstap naar een volledig digitaal dossier zal voor heel wat verandering zorgen op het terrein en daarom wordt ingezet op change management om de gebruikers te begeleiden.

Stap 3: alle databanken gelinkt

In de derde stap koppelen we bestaande en nog te ontwikkelen interne en externe databanken aan het digitale dossier. Een voorbeeld hiervan is de centrale databank voor bewijsstukken (PACOS) die het voorbije jaar operationeel werd voor bepaalde diensten binnen politie en justitie en gekoppeld werd aan de bestaande systemen. Het komende jaar zullen we deze ook toegankelijk maken voor onder meer de politierechtbanken.

We werken verder met de verschillende werkgroepen bestaande uit vertegenwoordigers van de rechterlijke orde en de FOD Justitie aan een nieuw wettelijk kader voor de oprichting van een centraal register beslissingen rechterlijke orde. Ook op technisch vlak werken we samen met partners om de geautomatiseerde pseudonymisatie van vonnissen en arresten mogelijk te maken. Het nieuwe wetsontwerp voor het centraal register beslissingen rechterlijke orde dat in voorbereiding is zal volgend jaar gestemd worden in het parlement. Na inwerkingtreding van deze wet zullen de eerste onderdelen van dit register operationeel zijn. Op termijn zullen zo alle vonnissen en arresten online terug te vinden zijn.

Het komende jaar investeren we verder in de stapsgewijze modernisering van het strafregister, waarvoor ook de nodige financiële middelen werden vrijgemaakt (in totaal 1,15 miljoen euro in 2022). We zorgen ervoor

de 1,15 million d'euros d'ici 2022). Nous veillerons à ce que, conformément aux obligations issues du règlement européen n° 2016/1191 du 6 juillet 2016, pour chaque citoyen qui demande à la commune ou au service Casier judiciaire central un extrait destiné à un autre État membre de l'UE et dont le casier judiciaire est vierge, un formulaire traduit et rempli automatiquement soit joint à cet extrait. De plus, ce formulaire sera directement signé et le sceau de la Justice y sera apposé dans la langue souhaitée. En outre, le casier judiciaire sera également lié à l'e-Box afin que les extraits puissent être transmis en toute sécurité. Enfin, nous ferons également le nécessaire pour que les administrations puissent accéder au casier judiciaire à l'aide de services en ligne, ce qui devrait leur permettre de faire des recherches d'identité et de demander des extraits.

L'application e-Greffe sera modernisée en faveur de la création sous seing privé de sociétés, et ce, à l'aide des fonds RRF dans le cadre du projet de portail numérique Single Digital Gateway. Les actes de changement, tels que les changements d'adresse ou encore les démissions et nominations, seront traités dans une phase ultérieure.

Étape 4: Just-On-Web, le portail numérique vers la justice

Nous sommes en train de transformer le site des amendes et des contraventions en un seul portail: Just-on-Web. Des services supplémentaires y seront progressivement ajoutés, de sorte que le citoyen disposera finalement d'un portail numérique unique pour toutes ses interactions avec la justice.

Dans l'année à venir, les jugements des tribunaux de police et du tribunal correctionnel seront mis en ligne à la disposition des citoyens et des entreprises par ce canal. En outre, les éléments de base suivants seront également adaptés au style uniforme et reliés à Just-on-Web: les consultations et demandes d'actes d'état civil, l'application de gestion de la protection judiciaire, e-Deposit, les demandes d'extraits du Casier judiciaire central, etc. Le développement d'une nouvelle version d'e-Deposit est en cours de lancement.

Afin d'améliorer la facilité d'emploi, une analyse des risques sera effectuée en vue d'augmenter le nombre de single sign-on pour les applications avec eID ou itsme parmi les différentes applications disponibles sur Just-on-Web.

dat, conform de verplichtingen uit de Europese Verordening nr. 2016/1191 van 6 juli 2016, elke burger die bij de gemeente of de dienst Centraal Strafregister een uittreksel vraagt dat bestemd is voor een andere EU-lidstaat en een blanco strafblad heeft, meteen bij zijn uittreksel een automatisch ingevuld vertaalformulier krijgt. Dit formulier zal ook meteen ondertekend worden met het zegel van Justitie in de gewenste taal. Daarnaast zal het strafregister ook verbonden worden aan e-Box zodat uittreksels beveiligd doorgestuurd kunnen worden. Tot slot zal er ook werk gemaakt worden van het openstellen van het strafregister naar administraties via webservices hetgeen hen moet toelaten identiteiten op te zoeken en uittreksels op te vragen.

De e-griffie-applicatie zal, met behulp van de RRF-fondsen in het kader van het Single Digital Gateway-project, worden gemoderniseerd voor de onderhandse oprichting van vennootschappen. De wijzigingsakten, zoals adreswijzigingen of een ontslag of benoeming, komen in een volgende fase aan bod.

Stap 4: Just-On-Web als digitale toegangspoort tot justitie

De website van de boetes en van verkeersboetes vormen we om tot het portaal Just-on-Web. Bijkomende diensten zullen gradueel worden toegevoegd zodat de burger op termijn beschikt over één digitale toegangspoort voor zijn interacties met justitie.

In het komende jaar worden de vonnissen van de politierechtbanken en de correctionele rechtbank online ter beschikking gesteld van de burger en ondernemingen via dit kanaal. Daarnaast zullen ook de volgende bouwstenen aangepast worden aan de uniforme stijl en gelinkt aan Just-on-Web: akten van de burgerlijke stand raadplegen en opvragen, de applicatie voor het beheer van een rechterlijke bescherming, e-deposit, aanvragen van een uittreksel uit het centraal strafregister, etc. De ontwikkeling van een nieuwe versie van e-Deposit wordt opgestart.

Om het gebruiksgemak te bevorderen, wordt een risico-analyse uitgevoerd om de single sign-on voor de applicaties met eID of itsme te vergroten tussen de verschillende applicaties aangeboden via Just-on-Web.

Étape 5: Une justice plus efficace pour obtenir des résultats

Dans la dernière étape, nous nous assurerons que ces investissements contribuent à un fonctionnement plus efficace de la justice grâce à des gains d'efficacité. Par exemple, en réduisant la charge des tâches administratives, les employés pourront investir leur temps dans un travail plus qualitatif. Les frais de port au sein de la justice s'élèvent à environ 10 millions d'euros par an. Nous pouvons les récupérer à terme en passant au numérique.

Une innovation importante à ce niveau est la numérisation du pli judiciaire. Une fois les projets pilotes terminés, le pli judiciaire numérique sera progressivement disponible dans tous les départements de la justice. Les données issues des plis judiciaires seront intégrées dans les systèmes de la justice afin d'améliorer le suivi de ces courriers. JustSend y jouera un rôle important en tant que composante numérique. Il sera examiné s'il est aussi possible d'utiliser e-Box pour l'envoi de plis judiciaires.

Des terminaux de paiement supplémentaires seront installés après évaluation des appareils déjà en place. Le système comptable des greffes est en cours de numérisation afin de réduire la charge de travail administratif des greffes et d'améliorer le service aux clients.

Les amendes peuvent être perçues plus souvent et plus rapidement. La plateforme Crossborder pour les amendes routières a un taux de recouvrement immédiat de 93 %. C'est pourquoi nous avons choisi d'intégrer progressivement des produits supplémentaires dans cette plateforme, et ce, en concertation avec le ministère public. Par ailleurs, nous étudions également la possibilité d'intégrer l'aspect de la récidive dans cette procédure.

Il faut améliorer le taux d'exécution des peines, y compris les peines financières. Une analyse sera lancée à cet effet.

Enfin, le passage au numérique permet également de générer des gains d'efficacité grâce à l'analyse des données. Une approche axée sur les données devrait permettre à la police et à la justice d'utiliser leurs ressources de manière plus efficace et de prendre des mesures plus ciblées. L'année dernière, plusieurs tableaux de bord de Business Intelligence (BI) ont déjà été mis en place pour mieux suivre, entre autres, les violences entre partenaires et les faillites. Nous allons élargir davantage l'équipe BI et nous développerons une stratégie de données en vue d'améliorer le flux de données dans toutes les entités. Ainsi, les tableaux de bord relatifs aux infractions routières, aux perceptions

Stap 5: performantere justitie boekt resultaten

In de laatste stap zorgen we ervoor dat deze investeringen door efficiëntie-winsten bijdragen tot een performantere werking van justitie. Door medewerkers veel minder te belasten met administratieve taken kunnen zij bijvoorbeeld hun tijd investeren in kwalitatiever werk. De portkosten bij justitie bedragen zo'n 10 miljoen euro per jaar. Deze kunnen we op termijn terugverdienen door te digitaliseren.

Een belangrijke vernieuwing hierin is de digitalisering van de gerechtsbrief. Na het aflopen van de proefprojecten wordt gradueel de digitale gerechtsbrief over alle departementen van justitie voorzien. De data afkomstig van deze gerechtsbrieven zal worden geïntegreerd in de systemen van justitie zodat de opvolging van deze brieven verbetert. JustSend zal hierbij een belangrijk digitale component worden. Er zal onderzocht worden om ook de e-Box mogelijk te maken voor het verzenden van de gerechtsbrieven.

Er komen meer betaalterminals na evaluatie van de reeds geïnstalleerde toestellen. De boekhouding van de griffies wordt gedigitaliseerd om de administratieve werklast van de griffies te verminderen en de service naar de klanten te verbeteren.

Boetes kunnen meer en vlotter worden geïnd. Het Crossborderplatform voor verkeersboetes is goed voor een directe inningsgraad van 93 %. Daarom kiezen we ervoor om bijkomende producten gradueel te integreren in dit platform. Dit doen we in overleg met het Openbaar Ministerie. Daarnaast onderzoeken we ook de mogelijkheid om het recidive-aspect te integreren in deze procedure.

De strafuitvoering moet beter, onder meer de financiële strafuitvoering. Deze analyse wordt opgestart.

Een laatste manier waarop digitalisering voor efficiëntiewinsten kan zorgen, is door data-analyse. Een data-gestuurde aanpak moet politie en justitie toelaten om hun middelen efficiënter in te zetten en gericht op te treden. Het voorbije jaar werden al verschillende Business Intelligence (BI) dashboards geïmplementeerd om onder andere partnergeweld en faillissementen beter op te volgen. We breiden het BI-team verder uit en werken een data-strategie uit om de dataflow over alle entiteiten heen te verbeteren. Zo zullen de dashboards die betrekking hebben op verkeersinbreuken, lik-op-stukboetes, risicotaxatie, de geïnde bedragen & prognose en buitenlandse certificaten verder worden ontwikkeld

immédiates, à l'évaluation des risques, aux montants perçus et aux prévisions, ainsi qu'aux certificats étrangers, seront développés et élargis. Ceux-ci serviront de soutien supplémentaire dans le cadre de la politique du ministère public et des cours et tribunaux. Nous allons également créer des tableaux de bord pour le personnel et l'organisation ainsi que le budget. Bien entendu, nous poursuivons aussi notre travail concernant les chiffres nécessaires à notre rapport à l'Europe.

Numérisation au sein des prisons

L'année dernière, nous avons lancé des marchés publics pour diverses applications numériques au sein des prisons. Les procédures sont en cours pour 3 programmes. Le premier est le successeur de Sidis-Suite, le système de gestion des dossiers pour la gestion quotidienne au sein des établissements pénitentiaires. Le second est Epicure, le programme de suivi des soins de santé dans les prisons. Et enfin, nous développerons, à l'aide de fonds européens, une plateforme numérique devant permettre aux détenus de suivre des formations, entre autres. Chacune de ces procédures d'appel d'offres est presque finalisée, après quoi le développement des programmes pourra débuter. Nous suivons tout cela de près et veillons à ce que les besoins sur le terrain soient toujours suffisamment pris en compte.

En réalisant cet investissement et d'autres en vue d'offrir davantage de formations aux détenus, nous souscrivons à l'objectif de développement durable SDG 4 visant à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie pour tous.

PLUS HUMAINE

2.1. La justice s'adresse à tous

La justice doit être accessible, y compris pour les personnes les plus vulnérables

Tout le monde devrait avoir accès à la justice, quels que soient ses moyens financiers. La réforme de l'aide juridique de deuxième ligne est une mesure cruciale à cet égard. Le plafond des revenus comme condition d'éligibilité a été relevé à partir de septembre 2020. Au cours des trois prochaines années, ce plafond sera progressivement augmenté chaque année. Ainsi, un plus grand nombre de personnes pourront faire appel à l'aide juridique de deuxième ligne, tandis que les honoraires des avocats restent inchangés. Dans l'année à venir, nous améliorerons les procédures internes afin que les honoraires puissent être versés plus rapidement. En concertation avec les partenaires, nous examinons

en uitgebreid. Deze zullen het beleid van het openbaar ministerie en de hoven en rechtbanken verder kunnen ondersteunen. We maken ook werk van dashboards personeel & organisatie en budget. Uiteraard wordt ook verder gewerkt aan de cijfers die nodig zijn voor onze rapportage aan Europa.

Digitalisering in de gevangnissen

Het afgelopen jaar werden de openbare aanbestedingen voor verschillende digitale applicaties in de gevangnissen uitgeschreven. De procedures zijn lopende voor 3 programma's. De eerste is de opvolger van Sidis-Suite, het dossierbeheersysteem voor het dagelijks beheer binnen de penitentiaire instellingen. Een tweede is Epicure, het programma voor de opvolging van de gezondheidszorg in de gevangnissen. En tot slot ontwikkelen we met Europese middelen een digitaal platform voor gedetineerden waar ze onder meer opleidingen mee kunnen volgen. Elk van deze aanbestedingsprocedures zijn bijna gefinaliseerd, waarna er kan gestart worden met de ontwikkeling van de programma's. We volgen dit nauwgezet op en zien erop toe dat er hierbij steeds voldoende rekening wordt gehouden met de noden op het terrein.

Met deze en andere investeringen om gedetineerden meer opleidingen aan te bieden schrijven we ons in in de doelstelling van SDG 4 om levenslang leren voor iedereen te bevorderen.

MENSELIJKER

2.1. Justitie is er voor iedereen

Justitie moet toegankelijk zijn, ook voor de meest kwetsbaren

Iedereen moet een beroep kunnen doen op justitie, ongeacht de financiële middelen waarover men beschikt. De hervorming van de juridische tweedelijnsbijstand is hierin een cruciale maatregel. De inkomensgrens om in aanmerking te komen is vanaf september 2020 verhoogd. Deze wordt de komende drie jaar jaarlijks stapsgewijs verder verhoogd. Hierdoor zullen meer mensen gebruik kunnen maken van de juridische tweedelijnsbijstand waarbij de vergoeding voor de advocaten gelijk blijft. Het komende jaar verbeteren we de interne procedures om in een snellere uitbetaling van de vergoedingen te kunnen voorzien. In overleg met de partners onderzoeken we hoe we de procedures en administratieve

comment simplifier les procédures et les formalités administratives requises pour soumettre une demande d'aide juridique de deuxième ligne.

À partir du 22 octobre 2021, le palais de justice d'Anvers (Vlinderpaleis) disposera d'un espace d'accueil commun pour le bien-être, qui servira de point de contact pour encore plus de services. Nous étendrons ce bon exemple à d'autres grands palais de justice, toujours en étroite concertation avec les acteurs concernés, tels que les centres flamands pour le bien-être (CAW) et le Barreau. Ainsi, le citoyen obtiendra une solution sur mesure à un seul endroit centralisé au sein d'un palais de justice. Ce service tiendra également compte de la fracture numérique afin que personne ne soit exclu.

Nous souhaitons développer les PC kiosques. Ils permettent aux citoyens moins familiarisés avec le numérique d'accéder aux outils en ligne avec une assistance. En ce moment, 600 appareils sont déjà disponibles. Nous allons investir pour faire augmenter ce nombre et nous prévoyons également les licences et les périphériques nécessaires.

Les plis judiciaires doivent être compréhensibles pour chaque citoyen et doivent être rédigés avec suffisamment d'empathie. Les décisions doivent être mieux expliquées et les éventuelles démarches à suivre doivent être claires. C'est pourquoi les plis judiciaires seront adaptés.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la promotion de l'accès à la justice pour tous, comme le prévoit l'objectif de développement durable SDG 16.

Recouvrement des dettes de manière éthique et efficace

Nous prendrons une initiative au niveau législatif en ce qui concerne le recouvrement judiciaire de dettes. Dans le cadre de la lutte contre le surendettement, nous prendrons des mesures pour réduire les coûts liés au recouvrement judiciaire et amiable des dettes. Il s'agit tant des coûts liés à l'intervention du recouvreur professionnel que des coûts liés à la procédure en elle-même. Nous souhaitons procéder au recouvrement de dettes de manière centralisée et éthique en vue d'une meilleure protection des consommateurs en situation financière précaire, tout en veillant à un recouvrement efficace et équilibré pour les créanciers. Pour ce faire, nous évaluerons et examinerons les projets, initiatives et propositions de loi en cours concernant l'alerte précoce, l'aide au paiement et la centralisation des dossiers de dettes. Un groupe de travail sera formé et nous entamerons des discussions au sein du gouvernement.

formaliteiten voor het indienen van een aanvraag tot juridische tweedelijnsbijstand kunnen vereenvoudigen.

In het Vlinderpaleis in Antwerpen wordt vanaf 22 oktober 2021 gewerkt met een gemeenschappelijk welzijnsomhaal als aanspreekpunt van nog meer diensten. We breiden dit goede voorbeeld uit naar andere grote gerechtsgebouwen en dit steeds in nauw overleg met de nodige actoren zoals het CAW en de Balie. Op die manier krijgt de burger een oplossing op maat op één centrale plaats in een gerechtsgebouw. In deze dienstverlening is er ook oog voor de digitale kloof zodat niemand uitgesloten wordt.

We breiden de kiosk-pc's uit. Ze laten toe dat burgers die minder digitaal onderlegd zijn, met ondersteuning, de online tools kunnen raadplegen. Er zijn momenteel reeds 600 toestellen beschikbaar. We investeren om dit aantal nog uit te breiden en voorzien ook in de nodige licenties en randapparatuur.

Gerechtsbrieven moeten begrijpelijk zijn voor iedere burger en moeten voldoende empathisch zijn. Beslissingen moeten beter worden uitgelegd en de eventueel te ondernemen stappen moeten duidelijk zijn. Daarom passen we ze aan.

Deze maatregelen kaderen in het bevorderen van de toegang tot justitie voor iedereen, zoals uitgewerkt in SDG 16.

Ethische en efficiënte inning van schulden

Er komt een wetgevend initiatief rond gerechtelijke schuldinvoering. In de strijd tegen overmatige schuldenlast nemen we maatregelen om de kosten verbonden aan gerechtelijke en minnelijke schuldinvoering te reduceren. Het gaat zowel om kosten verbonden aan de tussenkomst van de professionele invorderaar als om kosten verbonden aan de procedure zelf. Er wordt gestreefd naar een gecentraliseerde en ethische schuldinvoering met het oog op een betere bescherming van financieel zwakkere consumenten en we hebben ook oog voor een efficiënte en evenwichtige inning en invoering voor de schuldeisers. Daartoe zullen we de hangende projecten, initiatieven en wetsvoorstellen rond vroeg-signalering, betaalbegeleiding en centralisering van schulddossiers evalueren en onderzoeken. Een werkgroep wordt samengesteld en we zullen gesprekken voeren binnen de regering.

Droit de l'insolvabilité

La législation actuelle sur l'insolvabilité fait l'objet d'une évaluation et d'une adaptation aux défis sociaux et économiques actuels, en partie à la suite de la crise du COVID-19. Nous poursuivons nos travaux sur la base de la philosophie et du fonctionnement efficace de la loi du 21 mars 2021. L'objectif principal est d'aider les entreprises en difficulté à éviter la faillite dans la mesure du possible. Un groupe de travail d'experts dirigé par le cabinet Justice prépare la modification de la législation sur l'insolvabilité et la transposition de la directive sur les restructurations.

La victime est au centre

Plus de cinq ans après les attentats terroristes qui ont frappé notre pays le 22 mars, nous constatons que trop de victimes attendent encore une indemnisation correcte de la part de leurs compagnies d'assurance. En collaboration avec le ministre de l'Économie compétent en la matière, nous soumettrons un projet de loi visant à modifier la loi de 2007. Cela devrait garantir qu'à l'avenir, les victimes d'attentats soient toujours indemnisées correctement et dans les temps, indépendamment du lieu ou de la manière dont l'attentat a été commis et qu'elles soient assurées ou non. Aujourd'hui, peu de personnes sont assurées personnellement pour tous les dommages qu'un attentat peut causer et la couverture dépend souvent de l'endroit où l'attentat a eu lieu.

En introduisant les coaches de victimes, nous mettons en avant une nouvelle manière de traiter les victimes, à savoir à partir de leur propre expérience, en établissant une relation individuelle avec des experts du vécu.

Par ailleurs, nous mettons tout en œuvre pour que le procès d'assises sur les attentats du 22 mars se déroule dans les meilleures conditions possibles. Le procès se déroulera dans les anciens locaux de l'OTAN, dans le bâtiment Justitia. Il a été spécialement conçu afin que ce procès majeur puisse se dérouler dans un environnement sécurisé et équipé pour tenir compte de la situation particulière des victimes. Mon administration apporte le soutien nécessaire aux autorités judiciaires en s'occupant de tous les aspects logistiques. De nombreuses consultations auront lieu dans la période à venir en vue de coordonner les différentes actions. Ces derniers mois, le SPF Justice s'est continuellement concerté avec le ministère français de la Justice et a examiné avec ce dernier l'aspect logistique du procès à Paris. Ainsi, nous pouvons profiter de l'expérience de nos collègues.

Des fonds supplémentaires ont été libérés pour renforcer la Commission pour les victimes d'actes intentionnels

Insolventiewetgeving

De huidige insolventiewetgeving wordt geëvalueerd en aangepast aan de huidige maatschappelijke en economische uitdagingen mede ingevolge de COVID-19-crisis. Er wordt verdergewerkt op de filosofie en de efficiënte werking van de wet van 21 maart 2021. Hierbij is het in de eerste plaats de bedoeling om bedrijven in moeilijkheden te helpen om waar mogelijk het faillissement te vermijden. Een werkgroep van experts onder leiding van het kabinet justitie bereidt de aanpassing van de insolventiewetgeving en de omzetting van de herstructureringsrichtlijn voor.

Het slachtoffer staat centraal

Meer dan 5 jaar na de terroristische aanslagen in ons land van 22 maart merken we dat te veel slachtoffers nog steeds wachten op een correcte vergoeding door hun verzekeringsmaatschappij. Samen met de bevoegde minister van Economie zullen we een wetsontwerp indienen om de wet van 2007 aan te passen. Dat moet ervoor zorgen dat slachtoffers van aanslagen voortaan altijd correct en tijdig worden vergoed, ongeacht de plaats of wijze van aanslag en ongeacht of ze verzekerd zijn of niet. Vandaag is het immers zo dat weinig mensen persoonlijk verzekerd zijn voor alle schade die een aanslag kan aanrichten en dat de dekking vaak ook afhangt van de plaats waar de aanslag gebeurde.

Met de slachtoffercoaches introduceren we een andere manier van omgang met de slachtoffers, namelijk vanuit de beleving van het slachtoffer zelf via een één op één relatie met ervaringsdeskundigen.

Daarnaast treffen we alle voorbereidingen om ervoor te zorgen dat het assisenproces over de aanslagen van 22 maart onder de best mogelijke omstandigheden verloopt. Het proces zal plaatsvinden op het voormalige NAVO-terrein in het Justitia-gebouw. Dit is speciaal ontworpen om het belangrijke proces in een beveiligde omgeving te laten plaatsvinden en zo uitgerust dat er voldoende rekening zal worden gehouden met de bijzondere situatie van de slachtoffers. Mijn administratie steunt de gerechtelijke autoriteiten door alle logistieke aspecten te regelen. In de komende periode zullen talrijke overleggen plaatsvinden om de verschillende acties te coördineren. De FOD Justitie is de afgelopen maanden voortdurend in gesprek geweest met het Franse ministerie van Justitie, met wie het logistieke aspect van het proces in Parijs is onderzocht. Op die manier kunnen wij putten uit de ervaring van onze collega's.

Er werden extra middelen vrijgemaakt voor de versterking van de Commissie voor Slachtoffers van Opzettelijke

de violence. La chambre néerlandophone, en particulier, est confrontée à des retards au niveau des paiements.

Nous voulons rendre la justice plus humaine en accordant plus d'attention aux besoins de la victime. Les nombreux contacts que nous avons eus avec diverses victimes et services d'aide aux victimes ont fait apparaître un certain nombre de points sensibles sur lesquels nous souhaitons travailler activement au cours de l'année à venir.

Nous travaillons en priorité sur la consultation numérique du dossier pénal. Ainsi, la victime pourra consulter le dossier dans son environnement familial ou avec le soutien du personnel d'aide aux victimes.

Nous veillerons à ce que les plis judiciaires soient rédigés dans un langage clair afin qu'ils soient intelligibles et attentifs aux besoins des victimes. Nous veillerons à ce que les décisions soient mieux expliquées aux victimes. Nous mettons en avant une communication intelligible avec la victime en expliquant la raison pour laquelle une affaire quelconque a dû être classée sans suite. Pour ce faire, nous nous concerterons avec le Collège des procureurs généraux.

Nous travaillons également activement à l'amélioration du processus d'exécution des peines en fonction des besoins de la victime. Nous souhaitons améliorer l'échange d'informations entre le siège, le ministère public et les palais de justice. De cette façon, les coaches des victimes pourront contacter les victimes beaucoup plus tôt et disposer de toutes les données nécessaires pour assurer un accompagnement de qualité. La numérisation et l'automatisation de l'échange d'informations sont essentielles pour pouvoir agir de manière plus rapide et plus humaine.

Nous souhaitons améliorer le travail de la police et de la justice notamment au niveau de l'accueil et l'accompagnement des victimes de violences sexuelles ou intra-familiales. Une formation obligatoire sur la manière de traiter ces questions a été introduite pour les magistrats. Depuis son lancement au printemps, 1 772 magistrats ont déjà participé à la formation de base. Au cours de l'année à venir, la formation de base se poursuivra et nous prévoyons également une formation spécialisée.

Nous continuerons à mettre en œuvre les recommandations du Conseil supérieur de la Justice. Nous examinerons, entre autres, la possibilité d'introduire dans le nouveau code pénal la nouvelle peine de suivi prolongé, qui, dans certains cas, permettra de prévoir un accompagnement et un traitement même après avoir purgé la peine de prison.

Gewelddaden. Met name de Nederlandstalige kamer heeft te kampen met een achterstand in uitbetalingen.

We willen justitie menselijker maken door meer aandacht te hebben voor de noden van het slachtoffer. Uit onze vele contacten met diverse slachtoffers en de diensten voor slachtofferbegeleiding kwamen een aantal acute pijnpunten naar voor waar we het komende jaar actief rond willen werken.

We werken prioritair aan de digitale inzage van het strafdossier. Zo kan het slachtoffer het dossier inkijken in de eigen vertrouwde omgeving of met ondersteuning van slachtofferbegeleiders.

We zorgen ervoor dat gerechtsbrieven in een klare taal worden opgesteld, zodat ze begrijpelijk zijn en attent voor slachtoffers. We zorgen ervoor dat beslissingen beter worden toegelicht aan slachtoffers. Zo zorgen we voor begrijpelijke communicatie met het slachtoffer door te duiden waarom in een bepaald dossier tot seponering diende te worden overgegaan. Daartoe zullen we overleg plegen met het College van procureurs-generaal.

We werken ook actief aan verbeteringen in het strafuitvoeringsproces in functie van de noden van het slachtoffer. De informatie-uitwisseling tussen de zetel, het openbaar ministerie en de justitiehuisen willen we verbeteren. Zo kunnen slachtofferbegeleiders veel sneller contact opnemen met de slachtoffers en beschikken ze over alle nodige gegevens om te zorgen voor kwaliteitsvolle ondersteuning. Digitalisering en automatisering van de informatie-uitwisseling zijn daarbij cruciaal om sneller en menselijker te kunnen optreden.

Met name als het gaat over de opvang en begeleiding van slachtoffers van seksueel of intrafamiliaal geweld willen we dat politie en justitie beter doen. Er kwam een verplichte opleiding voor magistraten over hoe omgaan met deze problematiek. Sinds de start in het voorjaar hebben al 1 772 magistraten deelgenomen aan de basisopleiding. Het komende jaar gaan we verder met zowel de basisopleiding als een gespecialiseerde opleiding.

We voeren de aanbevelingen van de Hoge Raad voor Justitie verder uit. Zo onderzoeken we de mogelijkheid om in het nieuwe strafwetboek de nieuwe straf in te voeren van de verlengde opvolging, die in sommige gevallen begeleiding en behandeling mogelijk zal maken ook na het uitzitten van de gevangenisstraf.

En outre, nous analyserons, en collaboration avec des experts, comment aligner une application générale du huis clos pour les faits d'outrage aux bonnes mœurs avec la Constitution.

Enfin, nous souhaitons ouvrir le débat sur l'octroi de davantage de droits aux victimes dans les procédures d'exécution des peines.

Nous étudierons, avec le Collège et les communautés, la possibilité de mettre en place un accueil des victimes dans chaque tribunal.

La bonne pratique consistant à prévoir des salles séparées pour les victimes et les auteurs avant l'audience sera déployée partout au maximum et sera encouragée.

En ce qui concerne le bon déroulement du transfert de la première instance à l'appel, un projet pilote basé sur l'évaluation des risques est en cours à Gand et sera évalué en octobre.

L'objectif du projet relatif aux personnes vulnérables est d'étendre les tableaux de bord existants sur la violence entre partenaires à la violence sexuelle, de sorte d'arriver à récolter des chiffres en Belgique à ce sujet également.

Une approche humaine pour les détenus et les internés

Étant donné que nous voulons exécuter toutes les peines, la justice a également la responsabilité de veiller à ce que la détention ait un sens. En effet, le but est que le détenu sorte de prison en étant une meilleure personne. Cela permettra aussi de réduire le taux de récidive historiquement élevé dans notre pays et donc, à terme, de réduire la pression sur la population carcérale.

La planification de la détention constitue l'élément central à cet effet. Dès le tout premier jour de la détention, un plan sera élaboré avec le détenu pour travailler à sa réintégration tout au long de sa détention. Le service psychosocial procèdera à une évaluation des risques à l'arrivée et élaborera, sur la base de celle-ci, un plan avec le détenu en vue de réduire le risque de récidive. Ce système a été introduit l'année dernière pour les détenus radicalisés au sein des établissements satellites, en étroite collaboration avec les communautés. Le but est d'impliquer l'ensemble des établissements dans le courant de l'année prochaine. Des fonds ont été débloqués pour renforcer le service psychosocial central qui se chargera de mener à bien ce projet.

Le plan de détention traitera également du dédommagement de la partie civile. Dès le premier jour, nous

Daarnaast analyseren we samen met experts hoe we een algemene toepassing van behandeling achter gesloten deuren bij zedenfeiten in overeenstemming kunnen brengen met de Grondwet.

Ten slotte openen we het debat om het slachtoffer meer rechten toe te kennen in de strafuitvoeringsprocedures.

We toetsen de creatie van een slachtofferonthaal in elke rechtbank af met het College en de gemeenschappen.

De goede praktijk om aparte ruimtes voor slachtoffers en daders voor de zitting te voorzien, rollen we overall maximaal uit en moedigen we aan.

Met betrekking tot de goede overdracht van eerste aanleg naar beroep loopt een proefproject op basis van risicotaxatie in Gent welke in oktober wordt geëvalueerd.

De doelstelling binnen het project Kwetsbare Personen is om de reeds bestaande dashboards omtrent partnergeweld verder uit te breiden naar seksueel geweld, zodat hier ook een reëel overzicht van de cijfers in België gecreëerd kan worden.

Een menselijke aanpak voor gedetineerden en geïnterneerden

Nu we alle straffen willen uitvoeren, heeft justitie ook de verantwoordelijkheid om ervoor te zorgen dat detentie zinvol is. Zodat de gedetineerde als een beter mens de gevangenis verlaat. Bovendien zal het de historisch hoge recidive in ons land verminderen en zo op termijn de druk op de gevangenispopulatie terugdringen.

Centrale bouwsteen hiervoor is de detentieplanning. Vanaf dag één van de detentie wordt, samen met de gedetineerde, een plan uitgewerkt om tijdens detentie aan re-integratie te werken. De psycho-sociale dienst doet bij aankomst een risico-taxatie en zal op basis daarvan met de gedetineerde een plan uitwerken om de kans op recidive te verminderen. Het voorbije jaar werd dit systeem ingevoerd voor geradicaliseerde gedetineerden in de satellietinrichtingen in nauwe samenwerking met de gemeenschappen. Het komende jaar is het de bedoeling om alle inrichtingen aan bod te laten komen. Er werden middelen vrijgemaakt om de centrale psychosociale dienst, die dit in goede banen leidt, te versterken.

In het detentieplan komt ook de betaling van de burgerlijke partij aan bod. We willen vanaf de eerste dag de

souhaitons motiver le détenu à payer une indemnisation aux victimes. En outre, nous examinerons les possibilités de médiation avec les victimes. Tous ces efforts seront repris dans le plan de détention.

Le travail joue un rôle important dans le fait de donner du sens à la détention. L'année dernière, le programme de travail pénitentiaire Cellmade a de nouveau prouvé son utilité. Malgré la crise du COVID-19, les détenus ont continué à travailler. Les détenus ont, entre autres, fabriqué des masques buccaux en tissu et les corbeilles à feu fabriquées dans la prison de Bruges ont un grand succès auprès du public. Dans la mesure du possible, nous souhaitons renforcer davantage la capacité d'emploi de Cellmade et stimuler les ventes auprès d'un public plus large. Dans la prison de Haren, un projet pilote est en cours visant la conclusion d'une convention de collaboration entre les fournisseurs et la prison et du personnel spécifique sera prévu pour gérer l'emploi. Le but est de pouvoir garantir la continuité de l'emploi en toutes circonstances.

La crise sanitaire a exigé de nombreux efforts de la part de l'administration pénitentiaire, mais aussi des détenus. Les visites par vidéo ont permis de malgré tout garder le contact avec le monde extérieur. Cette méthode continuera d'être utilisée, en plus des visites classiques, pour donner aux détenus la possibilité de rester en contact avec leurs proches.

Nous privilégierons une politique judicieuse en matière de drogues dans les prisons. Le déploiement systématique des contrôles de drogues sera renforcé. Nous renforcerons les projets de lutte contre la toxicomanie et analyserons les moyens de les étendre en collaboration avec la Santé publique et les entités fédérées.

Les prisons sont des lieux où les conflits sont fréquents, parfois accompagnés d'actes de violence et d'agressivité. Afin que le personnel pénitentiaire puisse travailler dans les meilleures conditions de sécurité possibles et pour éviter que les détenus ne se retrouvent dans un environnement où la violence est tolérée, des projets visant à gérer les conflits et la violence d'une manière différente seront lancés dans huit prisons. Nous proposons une formation et un soutien au personnel, ainsi qu'une formation à la gestion des agressions pour les détenus. Nous examinons comment introduire des formes alternatives de règlement de litiges dans les prisons.

Bien entendu, les nouvelles prisons et maisons de détention contribueront également à une approche plus humaine des détenus, visant à réduire la récidive.

gedetineerde motiveren om de slachtoffers te vergoeden. Daarnaast worden de mogelijkheden tot bemiddeling met slachtoffers bekeken. Al deze inspanningen worden opgenomen in het detentieplan.

Werken speelt een belangrijke rol in de zinvolle detentie. Het tewerkstellingsprogramma Cellmade heeft het voorbije jaar opnieuw haar nut bewezen. Ondanks corona werd er verder gewerkt. Zo maakten de gedetineerden stoffen mondklappers en waren de vuurkorven die in de gevangenis van Brugge gemaakt worden heel populair bij het brede publiek. Waar mogelijk willen we de tewerkstellingscapaciteit van Cellmade nog uitbreiden en verkoop aan een breder publiek stimuleren. In de gevangenis van Haren wordt er bij wijze van proefproject gewerkt met een samenwerkingsovereenkomst tussen de leveranciers en de gevangenis en wordt er specifiek personeel voorzien om de tewerkstelling in goede banen te leiden. Dit met de bedoeling om de continuïteit van de tewerkstelling in alle omstandigheden te kunnen garanderen.

Corona heeft veel gevraagd van het gevangeniswezen, ook van de gedetineerden. Via videobezoeken konden de contacten met de buitenwereld toch standhouden. Deze ervaring zal blijvend gebruikt worden om, aanvullend op het regulier bezoek, gedetineerden de kans te geven de contacten met het thuisfront te behouden.

Er wordt ingezet op een verstandig drugsbeleid in de gevangenissen. De systematische inzet van drugscontroles zal worden verhoogd. We versterken drugsvrije projecten en onderzoeken hoe deze, in samenwerking met volksgezondheid en de deelstaten, kunnen worden uitgebreid.

Gevangenissen zijn plaatsen waar er vaak conflicten voorkomen. Soms gaan die gepaard met geweld en agressie. Om ervoor te zorgen dat het gevangenispersoneel in zo veilig mogelijke omstandigheden kan werken en te vermijden dat gedetineerden terecht komen in een wereld waar geweld aanvaard wordt, worden er in 8 gevangenissen projecten opgestart om op een andere manier om te gaan met conflict en geweld. We voorzien in opleiding en ondersteuning van het personeel en voor gedetineerden voorzien we vormingen in agressiebeheersing. We bekijken hoe we alternatieve vormen van geschillenbeslechting kunnen introduceren in de gevangenis.

Uiteraard zullen de nieuwe gevangenissen en de detentiehuisen ook bijdragen tot een menselijkere aanpak voor gedetineerden gericht op het verminderen van de recidive.

Afin d'améliorer les soins médicaux dans les prisons, nous poursuivons l'élaboration du plan d'action en collaboration avec le ministre de la Santé publique. Nous nommerons des groupes de travail qui seront chargés de développer ce plan en plusieurs étapes et à l'aide de projets pilotes. L'assurabilité des détenus jouera initialement un rôle majeur à cet égard.

Les soins de santé au sein de la prison de Haren serviront de projet pilote pour la mise en place des soins de première ligne par la Santé publique. Un gestionnaire de transition a été nommé pour faciliter le processus de réforme des soins pénitentiaires.

À l'instar du Pieter Baan Centrum aux Pays-Bas, la prison de Haren disposera d'un centre d'observation clinique sécurisé (COCS). Cette section aura de la place pour 30 détenus nécessitant une observation supplémentaire. L'expert judiciaire pourra ainsi recueillir beaucoup plus d'informations sur le prévenu dans des cas complexes, ce qui nous permettra de procéder à une bien meilleure évaluation des risques. Le COCS fournit des informations aux experts, leur permet de réaliser eux-mêmes certaines investigations ou les réalise en concertation avec les experts afin que ces derniers puissent intégrer les informations dans leur rapport.

Un dossier patient électronique et compatible avec e-Health sera créé dans toutes les prisons. Cela permet d'établir des plans de soins et de faciliter le transfert de données médicales à l'intérieur et à l'extérieur de la prison.

Le nombre d'internés est à nouveau à la hausse. Un groupe de travail multidisciplinaire s'occupe d'évaluer l'internement. Avec la Santé publique, nous analyserons comment améliorer le flux des internés.

Ces mesures contribuent à l'objectif de développement durable SDG 3 visant à garantir une bonne santé.

La Justice dans la lutte contre la dépendance

Les chambres d'ajustement constituent une arme importante dans la lutte contre la dépendance. Suite au succès des initiatives prises dans différents endroits du pays, nous avons débloqué des fonds pour mettre en œuvre le système dans tous les tribunaux de première instance. Au cours de l'année à venir, nous suivrons de près les évolutions sur le terrain et les soutiendrons dans la mesure du possible. En concertation avec les entités fédérées, nous prenons l'initiative de créer une base légale pour la coopération des maisons de justice.

Om de medische zorg in de gevangnissen te verbeteren, werken we samen met de minister van Volksgezondheid verder het actieplan uit. We stellen werkgroepen aan die dit plan gefaseerd en aan de hand van pilootprojecten zullen uitwerken. Hierbij zal de verzekeraar van gedetineerden in eerste instantie een grote rol spelen.

De gezondheidszorg in de gevangenis van Haren zal als piloot fungeren bij het voorzien van eerstelijnszorg door Volksgezondheid. Om het proces van de hervorming van de penitentiaire gezondheidszorg te faciliteren werd een transitie manager aangesteld.

Naar het voorbeeld van het Pieter Baan Centrum in Nederland voorzien we in de gevangenis van Haren een Beveiligd Klinisch Observatiecentrum (BKOC). In deze afdeling is er plaats voor 30 gedetineerden die extra geobserveerd moeten worden. Op die manier kan de gerechtsdeskundige bij complexe problematieken veel meer info verzamelen over de beklagde waardoor we een veel betere risico-taxatie zullen kunnen opmaken. Het BKOC levert informatie aan deskundigen aan, laat hen toe zelf bepaalde onderzoeksdaden te stellen of verricht deze in overleg met de deskundigen opdat deze laatste de informatie kunnen integreren in hun verslag.

Er komt een elektronisch patiëntendossier dat compatibel is met E-health in alle gevangnissen. Zo kunnen er zorgplannen worden opgesteld en is er een vlottere overdracht mogelijk van medische gegevens binnen en buiten de gevangenis.

Het aantal geïnterneerden stijgt opnieuw. Een multidisciplinaire werkgroep werkt aan de evaluatie van de internering. Samen met Volksgezondheid onderzoeken we op welke manier de doorstroming van geïnterneerden beter kan.

Deze maatregelen dragen bij aan de doelstelling van SDG 3 om een goede gezondheid te verzekeren.

Justitie in de strijd tegen verslaving

Een belangrijk wapen in de strijd tegen verslaving zijn de bijsturingskamers. Op basis van het succes van initiatieven op verschillende plaatsen in het land hebben we middelen vrijgemaakt om het systeem toe te passen in alle rechtbanken van eerste aanleg. Het komende jaar volgen we de ontwikkelingen op het terrein van dichtbij op en ondersteunen we waar mogelijk. In overleg met de deelstaten nemen we een wettelijk initiatief om de medewerking van de justitiehuzen een wettelijke basis te geven.

En collaboration avec la Commission des jeux de hasard, nous intensifions la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. En vue de protéger les joueurs, nous souhaitons élaborer 10 actions:

1. Nous veillerons à la mise en œuvre effective de la limite de jeu hebdomadaire pour les jeux de hasard en ligne et nous réduirons le montant par compte de jeu à 200 euros. Pour ce faire, nous adopterons un arrêté royal.

2. Les joueurs devront également s'enregistrer dans les agences de paris et les joueurs exclus ne pourront plus y parier. Cette mesure est déjà appliquée dans les casinos et les salles de jeux, et à présent, nous ferons de même pour les agences de paris. Pour ce faire, nous adopterons un arrêté royal.

3. Nous définirons les conditions d'exploitation des marchands de journaux dans un arrêté royal et veillerons à ce que seules les librairies, qui vendent une gamme d'articles de presse, puissent accepter des paris allant jusqu'à 200 euros. Avec cette initiative, nous nous attaquons aux pseudo-librairies, qui font de la concurrence déloyale aux agences de paris et aux marchands de journaux.

4. Nous allons lutter contre le secteur illégal et sommes en train de mener des discussions avec le secteur bancaire et les fournisseurs de services Internet et de paiement pour voir comment travailler ensemble.

5. Nous fixerons les règles d'exploitation des jeux de hasard en ligne dans un arrêté royal. Nous établirons des règles pour l'identification des joueurs, le versement des gains, mais aussi des règles techniques quant au fonctionnement des jeux de hasard en ligne. Ainsi, les joueurs auront une meilleure garantie que tout s'y déroule de manière correcte et contrôlée.

6. Nous souhaitons investir dans la recherche scientifique afin d'arriver à une politique en matière de jeux de hasard qui soit fondée sur des preuves. La recherche scientifique devrait nous permettre d'obtenir une meilleure vision du comportement de jeu en Belgique et de le comparer au comportement de jeu dans d'autres pays européens. À ce jour, notre pays ne dispose que de peu d'informations à ce sujet.

7. Nous prendrons une initiative au niveau législatif afin d'interdire l'offre de plusieurs types de jeux de hasard en ligne par le biais d'un seul et même nom de domaine et de la même URL ainsi que le fait de rediriger les joueurs.

8. Nous sensibiliserons les jeunes et les joueurs aux dangers des jeux de hasard. Nous élaborerons un programme éducatif.

Samen met de Kansspelcommissie voeren we de strijd tegen gokverslaving op. Voor de bescherming van de spelers werken we 10 acties uit:

1. We voeren de wekelijkse speellimiet voor online kansspelen effectief uit en verlagen die tot euro200 per speelrekening. Hiervoor nemen we een koninklijk besluit.

2. De gokkers moeten zich ook in de wedkantoren registreren en kunnen uitgesloten spelers er niet meer wedden. Dit wordt al toegepast in de casino's en speelautomatenhallen, maar nu volgen ook de wedkantoren. Hiervoor nemen we een koninklijk besluit.

3. We definiëren de exploitatievoorwaarden voor de dagbladhandels in een koninklijk besluit en zorgen ervoor dat enkel de krantenwinkels, die een gamma aan persartikelen verkopen, weddenschappen tot euro200 kunnen aannemen. Met dit initiatief pakken we de pseudo-krantenwinkels aan, die een oneerlijke concurrentie vormen voor zowel de wedkantoren als de krantenwinkels.

4. We gaan de strijd tegen de illegale sector aan en zijn in gesprek met de bankensector en de internet- en betalingsproviders om na te gaan op welke manier we kunnen samenwerken.

5. We leggen de regels voor exploitatie van de online kansspelen vast in een koninklijk besluit. We bepalen regels voor de identificatie van spelers, de uitbetaling van de winsten, maar ook technische regels voor de werking van de online kansspelen. Op die manier krijgen de spelers meer garantie op een correct en gecontroleerd spelverloop.

6. We investeren in wetenschappelijk onderzoek, zodat een evidence based kansspelbeleid mogelijk wordt. Via wetenschappelijk onderzoek trachten we een beter zicht te krijgen in het gokgedrag in België en vergelijken we dit met het gokgedrag in andere Europese landen. Tot op heden is hierover in België nog weinig informatie gekend.

7. We nemen een wetgevend initiatief zodat het verboden wordt om meerdere types online kansspelen via eenzelfde domeinnaam en URL aan te bieden of om spelers door te verwijzen.

8. We wijzen jongeren en spelers op de gevaren van gokken. We werken aan een educatief programma.

9. Nous limiterons la publicité pour les jeux de hasard. Nous renforcerons les règles et discuterons avec les opérateurs de jeux de hasard pour convenir de chartes de conduite afin que la publicité pour les jeux de hasard soit gérée de manière responsable.

10. Nous renforcerons la Commission des jeux de hasard et souhaitons intensifier les contrôles des jeux de hasard en ligne, tant les jeux légaux qu'illégaux. Afin de renforcer la Commission des jeux de hasard, nous poursuivrons la mise en œuvre du plan de personnel et nous détacherons 2 agents de liaison conformément au protocole. Afin de renforcer les contrôles et les procédures de sanction, la COL 14/2013 sera mise à jour. Cette COL date de 2013 et doit être modifiée afin de préciser les compétences en la matière et que la Commission des jeux de hasard puisse engager les procédures de sanction plus rapidement.

Outre les actions visant à améliorer la protection des joueurs, nous prendrons plusieurs initiatives au niveau réglementaire afin de combler les lacunes les plus urgentes.

Enfin, nous mettrons en place un groupe de travail d'experts pour évaluer la politique en matière de jeux de hasard ainsi que le fonctionnement de la Commission des jeux de hasard. Cette évaluation servira ensuite de base pour déterminer la politique des jeux de hasard et pour l'organisation et le fonctionnement du secrétariat.

Davantage et de meilleurs tuteurs pour les mineurs non accompagnés

L'afflux de mineurs étrangers non accompagnés (MENA) est en très forte augmentation et dépassera largement le nombre prévu pour 2020. Au premier semestre 2021, plus de 1 400 décisions liées à l'âge ont déjà été prises, malgré les difficultés causées par la crise sanitaire. L'identification rapide de tous les mineurs étrangers non accompagnés reste un défi majeur.

Le nombre de tuteurs est également en forte augmentation, passant d'environ 2 870 au début de l'année à plus de 3 100 (chaque mois, le Service des Tutelles désigne un tuteur pour près de 200 nouveaux jeunes). Au 31 août 2021, il y avait 521 tuteurs, qui ont assumé entre 1 et 25 tutelles. Le défi est d'arriver à désigner rapidement un tuteur compétent pour chaque MENA.

Nous travaillons en étroite collaboration avec le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration et ses services en vue d'évaluer les procédures de détermination de l'âge et, au besoin, les ajuster.

9. We beperken de gokreclame. We verstrengen de regels en gaan in gesprek met de gokoperatoren om gedragscharters af te sluiten zodat er op een verantwoorde manier met gokreclame wordt omgegaan.

10. We versterken de kansspelcommissie en voeren de controles op de online kansspelen, zowel legaal als illegaal, op. Om de Kansspelcommissie te versterken voeren we het personeelsplan verder uit en detacheren we 2 verbindingsofficieren conform het protocol. Om de controles en sanctieprocedures op te voeren, wordt de COL 14/2013 geactualiseerd. Deze COL dateert van 2013 en dient aangepast te worden, zodat de bevoegdheden duidelijk worden gesteld en de sanctieprocedures sneller opgestart kunnen worden door de Kansspelcommissie.

Naast acties om de bescherming van de spelers te verbeteren, nemen we nog verschillende regelgevende initiatieven om de meest urgente hiaten in de regelgeving weg te werken.

Tot slot stellen we een expertenwerkgroep samen om het kansspelbeleid en de werking van de kansspelcommissie te evalueren. Deze evaluatie zal vervolgens als basis dienen voor het bepalen van het kansspelbeleid en voor de organisatie en werking van het secretariaat.

Meer en betere voogden voor niet-begeleide minderjarigen

De instroom van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (NBMV) stijgt zeer fors en zal het aantal van 2020 ruimschoots overtreffen. In de eerste helft van 2021 werden reeds meer dan 1 400 leeftijdsbeslissingen genomen, niettegenstaande de moeilijkheden die de gezondheids crisis met zich meebrengt. Het blijft een grote uitdaging om alle niet-begeleide minderjarige vreemdelingen snel te identificeren.

Ook het aantal voogden stijgt sterk, van ongeveer 2 870 begin dit jaar naar meer dan 3 100 (elke maand wijst de dienst Voogdij wel 200 nieuwe jongeren een voogd aan). Op 31 augustus 2021 zijn er 521 voogden, die tussen 1 en 25 voogdijen opnamen. De uitdaging is om elke NBMV snel een bekwame voogd aan te wijzen.

We werken nauw samen met de staatsecretaris van Asiel en Migratie en zijn diensten om de procedures voor leeftijdsbepaling te evalueren en waar nodig bij te sturen.

Les cultes

Au cours de l'année dernière, nous avons mené des discussions intensives avec l'Union Bouddhique Belge dans le cadre de la reconnaissance de cette conception philosophique. Les modalités de structuration des centres bouddhiques ont été abordées. Nous sommes en train de rédiger, sur la base de ces discussions, un projet de loi que nous soumettrons au Parlement.

Tout comme l'année dernière, nous organiserons à nouveau des conseils de dialogue avec les représentants des différents cultes et conceptions philosophiques reconnus. Au courant de l'année dernière, divers sujets ont été abordés. Bien entendu, l'application des mesures sanitaires contre le COVID-19 était un point important à l'ordre du jour, de même que la sécurité des bâtiments de culte. Un autre thème sur lequel nous avons travaillé et que nous poursuivrons l'année prochaine est l'état d'avancement de la mise en œuvre du Pacte relatif aux principes de bonne gouvernance. Le 13 juin 2018, le gouvernement fédéral et les représentants des cultes reconnus et de la laïcité organisée ont signé une déclaration commune, dans laquelle les représentants des cultes et de la laïcité s'engagent à respecter les libertés et droits fondamentaux, à empêcher tout financement provenant de l'étranger qui pourrait compromettre l'indépendance et à tout mettre en œuvre pour assurer la transparence et l'intégrité des flux financiers.

Le fonctionnement de l'Exécutif des Musulmans de Belgique (EMB) dans l'état actuel des choses pose de sérieux problèmes. Nous n'avons toujours rien vu des changements qui avaient été promis. Or, ce renouvellement est nécessaire, car il devait faire de l'Exécutif un organe professionnel, transparent et représentatif. Outre le fait qu'il n'y a toujours aucun changement, l'on constate que sur les 17 membres de l'EMB, seuls quelques-uns décident *de facto* de tout. La formation des imams s'est également avérée être un échec, d'après les propos de la KU Leuven. C'est pourquoi cette année, nous ne verserons pas les 250 000 euros qui avaient été prévus à cet effet. De plus, il y a toujours des indications d'ingérence étrangère, entre autres, par le biais de constructions liés à l'EMB.

Entre-temps, nous avons mis l'EMB en demeure à deux reprises, le 8 juillet et le 4 octobre. À la suite de cette deuxième mise en demeure, nous avons demandé au service de renseignement d'enquêter sur l'EMB et ses structures connexes afin de détecter d'éventuelles menaces d'extrémisme, d'espionnage et d'ingérence.

Erediensten

We hebben het voorbije jaar intensief overlegd met de Boeddhistische Unie van België in het kader van de erkenning van deze levensbeschouwing. Hierbij werden de modaliteiten voor de structurering van de Boeddhistische centra besproken. Op basis van dit overleg werken we nu een wetsontwerp uit dat we in het Parlement zullen indienen.

Net zoals het voorbije jaar zullen we opnieuw dialoograden organiseren met de vertegenwoordigers van de verschillende erkende erediensten en levensbeschouwingen. Het voorbije jaar werden verschillende thema's besproken. Uiteraard was de toepassing van de coronamaatregelen een belangrijk punt op de agenda en ook de veiligheid van de gebouwen van de erediensten. Een ander thema waar rond gewerkt werd en waar we ook het komende jaar verder op gaan is de stand van zaken van de uitvoering van het "Pact betreffende beginselen van goed beheer". Op 13 juni 2018 ondertekenden de federale overheid en vertegenwoordigers van de erkende erediensten en de georganiseerde vrijzinnigheid een gemeenschappelijke verklaring, waarbij de vertegenwoordigers van de erediensten en de vrijzinnigen zich ertoe engageerden om de fundamentele rechten en vrijheden te respecteren, om financiering vanuit het buitenland die de onafhankelijkheid in het gedrang brengt te voorkomen en om alles in het werk te stellen om de transparantie en de integriteit van de financiële stromen te waarborgen.

Er zijn ernstige problemen met de werking van de huidige Moslimexecutieve (EMB). Van de beloofde vernieuwing hebben we nog niets gezien. Deze vernieuwing is noodzakelijk en moet van de executieve een professioneel, transparant én representatief orgaan maken. Naast het feit dat de vernieuwing niet van de grond komt stellen we vast dat er van de 17 leden van EMB slechts enkele *de facto* alles beslissen. Ook de imamopleiding is – in de woorden van de KU Leuven – een mislukking gebleken. Vandaar dat we dit jaar de 250 000 euro die voorzien is hiervoor, niet zullen uitkeren. Bovendien zijn er nog steeds aanwijzingen van buitenlandse inmenging. Onder meer via constructies rond de EMB.

We hebben de EMB intussen tweemaal officieel in gebreke gesteld, op 8 juli en 4 oktober. Naar aanleiding van deze tweede ingebrekestelling hebben we aan de inlichtingendienst gevraagd om de EMB en de aanverwante structuren door te lichten op dreiging van extremisme, spionage en inmenging.

Nous ne prenons pas ces mesures à la légère. Les principes de la liberté de religion et de la séparation de l'Église et de l'État doivent être respectés. D'autre part, les autorités fédérales subventionnent l'EMB. Et il est tout à fait normal que l'utilisation correcte des fonds publics soit contrôlée de manière stricte.

La communauté musulmane de notre pays mérite un exécutif musulman qui soit représentatif, transparent, professionnel et qui respecte nos valeurs fondamentales. L'année prochaine, nous vérifierons également si cela a bien été respecté. Si ce n'est pas le cas, nous n'hésiterons pas à mettre fin au financement ou à révoquer leur agrément.

En concertation avec les différents services de renseignement et de sécurité concernés et avec les régions, nous mettrons à jour l'Accord de coopération du 2 juillet 2008 ainsi que la circulaire du 20 juillet 2017. Les points suivants, entre autres, seront abordés:

- Il convient de fixer un délai dans lequel la suspension d'une demande d'agrément par une communauté religieuse après un avis négatif des services de sécurité doit aboutir à une décision finale (soit un refus définitif de la reconnaissance, soit une reconnaissance malgré tout si l'évolution des faits le permet).
- Des accords doivent être conclus avec le nouveau service flamand d'information et de dépistage (Vlaamse Informatie- en Screeningsdienst op de lokale geloofsgemeenschappen). L'objectif est d'optimiser la coopération entre les services fédéraux de renseignement et de sécurité et ce service flamand.
- En cas de situation de crise aiguë dans une communauté religieuse locale, la Sûreté de l'État et les autorités régionales compétentes (comme le service flamand d'information et de dépistage) doivent se concerter à court terme, en vue d'une analyse précise et d'une approche ciblée du problème.

La lutte contre le racisme et la discrimination

Le racisme et la discrimination n'ont pas leur place dans notre société. Nous continuerons à lutter contre ces phénomènes.

Nous continuons à travailler au sein de la Conférence interministérielle contre le racisme en vue de finaliser le plan d'action interfédéral de lutte contre le racisme, présidé et coordonné par la secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité.

In de stappen die we ondernemen, gaan we niet over een nacht ijs. De principes van godsdienstvrijheid en de scheiding van kerk en staat dienen gerespecteerd te worden. Anderzijds subsidieert de federale overheid de EMB. En het is niet meer dan behoorlijk dat er strikt toegezien wordt op een correcte besteding van de overheidsmiddelen.

De moslimgemeenschap in ons land heeft recht op een Moslimexecutieve die representatief, transparant, professioneel is en onze fundamentele waarden respecteert. Daar gaan we ook volgend jaar op toezien. Indien dit niet het geval is, zullen wij niet aarzelen om de financiering stop te zetten of de erkenning in te trekken.

In overleg met de verschillende betrokken inlichtingen- en veiligheidsdiensten en met de regio's zullen het Samenwerkingsakkoord van 2 juli 2008 en de Omzendbrief van 20 juli 2017 een update krijgen. Onder meer volgende punten komen hierbij aan bod:

- Er moet een termijn vastgelegd worden binnen welke de schorsing van een erkenningsaanvraag door een geloofsgemeenschap na een negatief advies van de veiligheidsdiensten moet leiden tot een definitieve beslissing (ofwel definitieve weigering van de erkenning, ofwel alsnog de erkenning, indien de gewijzigde feiten dit toelaten).
- Er moeten afspraken gemaakt worden met de nieuwe opgerichte Vlaamse Informatie- en screeningsdienst. Het is de bedoeling om de samenwerking tussen de federale inlichtingen- en veiligheidsdiensten en deze Vlaamse dienst optimaal te laten verlopen.
- In geval van een acute crisissituatie bij een lokale geloofsgemeenschap plegen de Veiligheid van de Staat en de bevoegde regionale overheden (zoals de Vlaamse Informatie- en Screeningsdienst) op korte termijn overleg, met het oog op een accurate analyse en gerichte aanpak van de problematiek.

Antiracisme en antidiscriminatie

Voor racisme en discriminatie is geen plaats in onze samenleving. We blijven de strijd hiertegen dan ook voeren.

We werken verder binnen de interministeriële conferentie Racismebestrijding met het oog op de afronding van het nationaal actieplan racismebestrijding, onder leiding en coördinatie van de staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen en Diversiteit.

En outre, nous poursuivons les initiatives déjà en cours, comme la finalisation de la modification du Code pénal qui prévoit la généralisation des motifs de haine à tous les actes punissables. Nous avançons concrètement en ce qui concerne l'amélioration de l'enregistrement des crimes et des discours de haine et nous mettrons à jour la circulaire commune n° COL 13/2013 relative à la politique de recherche et de poursuite en matière de discriminations et de délits de haine.

En parallèle, l'évaluation des lois antidiscrimination est également attendue pour début 2022. Nous travaillerons de manière constructive sur la base des recommandations et contribuerons aux nouvelles propositions visant à améliorer les lois antidiscrimination.

L'Europe, le monde, les droits de l'homme

Sur la scène internationale, la Belgique a toujours souligné son soutien à la Cour pénale internationale (CPI). Le ministre l'a confirmé lors d'une visite au tribunal en septembre 2021. Au cours de l'année à venir, nous continuerons à négocier le quatrième accord-cadre avec la CPI qui, entre autres, réglera la prise en charge en Belgique des accusés qui ont été définitivement acquittés. Nous examinerons également s'il est possible d'augmenter le soutien financier de la CPI.

Nous poursuivons nos efforts pour convoquer une convention internationale dans un avenir proche afin de finaliser le texte d'une nouvelle convention sur l'entraide judiciaire et l'extradition en vue de renforcer les poursuites nationales contre les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Le Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT) oblige les États parties d'établir ou de désigner un mécanisme national de prévention (MNP) chargé de surveiller tous les lieux de privation de liberté. Par conséquent, en consultation avec les ministres fédéraux compétents, un choix sera fait quant à l'institution ou aux institutions qui fonctionneront en tant que MNP, après quoi les discussions avec les entités fédérées pourront débuter. Les préparatifs sont également en cours pour la mise en service du MNP.

Les discussions avec les entités fédérées au sujet d'un institut interfédéral des droits de l'homme seront entamées. Il est primordial d'obtenir un statut A.

Nous participons de manière constructive aux nouvelles propositions, telles que la Convention des Nations

Daarnaast zetten we de reeds lopende initiatieven verder, zoals het afronden van de wijzigingen aan het Strafwetboek die voorzien in een veralgemening van haatmotieven tot alle strafbare handelingen. We zetten concrete stappen vooruit in de verbetering van de registratie van haatmisdrijven en haatspraak en de actualisering van de gemeenschappelijke Omzendbrief nr. COL 13/2013 betreffende het opsporings- en vervolgingsbeleid inzake discriminatie en haatmisdrijven.

Tevens wordt de evaluatie van de antidiscriminatiewetten begin 2022 verwacht. Wij gaan constructief aan de slag met de aanbevelingen en werken mee aan nieuwe voorstellen tot verbetering van de antidiscriminatiewetten.

Europa, de wereld, mensenrechten

België heeft op internationaal vlak steeds haar steun benadrukt aan het Internationaal Strafhof (ICC). Dat bevestigde de minister bij een bezoek aan de rechtbank in september 2021. Het komende jaar onderhandelen we verder met het ICC over het vierde kaderakkoord waarin onder meer de opname in België van definitief vrijgesproken beschuldigen wordt geregeld. We bekijken ook of de financiële ondersteuning van het ICC kan verhoogd worden.

We zetten de inspanningen verder om binnen afzienbare tijd een internationale conventie samen te roepen om de tekst te finaliseren van een nieuw verdrag inzake wederzijdse rechtshulp en uitlevering met het oog op de opvoering van de nationale vervolging van genocide, misdaden tegen de mensheid en oorlogsmisdaden.

Het Facultatief Protocol bij het VN-Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing (het OPCAT-Verdrag) vereist dat de verdragspartijen een nationaal preventiemechanisme (NPM) instellen of aanwijzen dat toezicht uitoefent op alle plaatsen van vrijheidsbeneming. Er zal dan ook in overleg met de bevoegde federale ministers een keuze gemaakt worden van die instelling(en) die als NPM zal/zullen functioneren, waarna de gesprekken met de deelstaten worden opgestart. Tevens worden de voorbereidingen aangevat voor de inwerkingstelling van het NPM.

De gesprekken met de deelstaten voor een interfederaal mensenrechteninstituut worden opgestart. Het behalen van een A-status blijft van cruciaal belang.

We werken constructief mee aan de nieuwe voorstellen, zoals het VN-Verdrag inzake Bedrijven en Mensenrechten,

Unies sur les entreprises et les droits de l'homme, le cadre européen sur le devoir de diligence et le deuxième plan d'action national sur les entreprises et les droits de l'homme.

Nous veillons à la stricte application des traités relatifs aux droits de l'homme et à la préparation et au suivi constructifs des dialogues et des mécanismes relatifs aux droits de l'homme. Nous continuons à préparer et à suivre de manière approfondie et cohérente les procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), à analyser les arrêts de la CEDH et, le cas échéant, à initier leur mise en œuvre.

En application de la résolution du Parlement du 14 mars 2019 sur les pensions accordées aux anciens collaborateurs militaires belges, nous examinons, avec le Collège des procureurs généraux, comment transférer la liste des personnes encore en vie (de la liste des 80 000 condamnations) aux autorités allemandes, tout en respectant les règles de confidentialité et la réglementation RGPD.

La liberté d'expression est extrêmement importante: nous continuons à veiller à ce que les citoyens puissent partager leurs opinions librement, y compris sur Internet. C'est l'essence même d'une démocratie libérale. De meilleurs accords avec les fournisseurs de services s'imposent. C'est pourquoi nous suivons de près les développements au niveau européen, et en particulier la négociation de la législation sur les services numériques ainsi que le développement de la législation européenne sur les preuves électroniques (e-evidence).

En avril, la Cour constitutionnelle a annulé la législation sur la "rétention des données". La Cour suit ainsi un arrêt antérieur de la Cour de justice de l'Union européenne.

Il s'agit de l'obligation de conservation par les opérateurs de télécommunications des données d'identification, de localisation et de trafic des utilisateurs de leurs services. La conservation généralisée et indifférenciée des données de localisation et de trafic n'est désormais plus autorisée. Il est hors de question de procéder à une différenciation par personne, c'est pourquoi le gouvernement opte pour une différenciation basée sur des critères géographiques.

L'utilisation de méthodes d'enquête intrusives et sensibles à la vie privée n'est possible que dans le respect des droits de l'homme et de la vie privée, notamment grâce à un cadre juridique strict, l'accès à ces données n'étant possible qu'avec l'autorisation préalable d'un magistrat. Il s'agit en effet de données indispensables

het Europees kader inzake zorgplicht en het tweede nationaal actieplan Ondernemen en Mensenrechten.

We zorgen voor de strikte toepassing van de mensenrechtenverdragen en voor een constructieve voorbereiding en opvolging van de mensenrechtendialogen en –mechanismen. We blijven de procedures voor het EHRM grondig en consequent voorbereiden en opvolgen en analyseren de arresten van het EHRM en waar nodig nemen we initiatief tot de tenuitvoerlegging.

In uitvoering van de resolutie van het Parlement van 14 maart 2019 inzake pensioenen die worden toegekend aan Belgische voormalige militaire collaborateurs, bekijken we, met het College van Procureurs-generaal, hoe we de lijst van nog in leven zijnde personen (uit de lijst van 80 000 veroordelingen) kunnen overmaken aan de Duitse autoriteiten, met respect voor de privacyregels en de GDPR-regelgeving.

De vrije meningsuiting is uiterst belangrijk: we blijven erop toezien dat meningen vrij kunnen circuleren, ook op het internet. Dat vormt de kern van een liberale democratie. Betere afspraken met serviceproviders zijn nodig. Daartoe volgen wij nauwgezet de ontwikkelingen op het Europese niveau op, en met name de onderhandeling van de Digital Services Act alsook de ontwikkeling van Europese regelgeving rond e-evidence.

Het Grondwettelijk Hof heeft in april de wetgeving rond de zogenaamde dataretentie geannuleerd. Hiermee volgt het Hof een eerdere uitspraak van het Europees Hof van Justitie.

Het betreft de bewaarplicht door telecomoperatoren van identificatie-, localisatie- en verkeersgegevens van gebruikers van hun diensten. Een algemene en ongedifferentieerde retentie van lokalisatie en verkeersgegevens kan niet meer. Differentiatie naar personen is uit den boze, vandaar dat de regering opteert voor een differentiatie op basis van geografische criteria.

Het gebruik van intrusieve en privacygevoelige onderzoeksmethodes kan enkel met respect voor de mensenrechten en de privacy met name via een strak wettelijk kader, waarbij de toegang tot zulke gegevens enkel kan via de voorafgaande toestemming van een magistrat. Deze gegevens zijn immers belangrijk voor

à la justice et à la police dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, mais aussi de la recherche de personnes disparues.

La consultation publique a été finalisée. L'avant-projet de loi sera adapté aux avis émis par les organes de contrôle (l'APD, le COC, le Conseil d'État et le Comité permanent R) et sera soumis au Parlement.

Plus ferme

Réforme du droit pénal, du droit de la procédure pénale et du droit de l'application des peines

La réforme du droit pénal sexuel a été soumise au Parlement pour une nouvelle discussion en juillet 2021. Entre-temps, nous poursuivons nos travaux concernant le reste du droit pénal. Les discussions au sujet des livres I et II du Code pénal sont en cours au sein du gouvernement. Il y est également tenu compte des avis des experts sur, entre autres, le féminicide, le suivi prolongé, la peine de traitement, la responsabilité partielle et l'écocide. Il en va de même pour les propositions de loi qui ont été soumises au Parlement et qui sont liées au nouveau Code pénal.

Nous souhaitons évaluer les éléments suivants dans le Code d'instruction criminelle: la preuve dans les affaires pénales, la prescription, les infractions extraterritoriales et le règlement de la procédure.

Nous entamons les discussions au sein du gouvernement pour introduire un nouveau code pénal social.

Exécuter davantage de peines

Nous choisissons d'exécuter toutes les peines. Cela permettra d'éviter un sentiment d'impunité pour certaines infractions et d'empêcher qu'à terme, des premières infractions non sanctionnées ne dégénèrent en crimes graves.

C'est pourquoi nous faisons en sorte que l'ensemble de la loi sur le statut juridique externe (2006) entre en vigueur, plus particulièrement en ce qui concerne les dispositions relatives à l'exécution des peines de prison de moins de trois ans. Cette loi prendra effet au 1^{er} juin 2022.

Pour ce faire, nous prévoyons de renforcer les magistrats et le personnel judiciaire au sein du tribunal de l'application des peines et nous veillons à ce que tous les processus soient définis et, si possible, soutenus par des outils informatiques.

justitie en politie, in de strijd tegen terrorisme, de georganiseerde criminaliteit, maar ook in de opheldering van verdwijningen.

De openbare consultatie is afgerond. Het voorontwerp van wet wordt aangepast aan de adviezen van de controleorganen (GBA, COC, Raad van State en vast Comité I) en voorgelegd aan het parlement.

Straffer

Hervorming strafrecht, strafprocesrecht, strafuitvoeringsrecht

De hervorming van het seksueel strafrecht werd in juli 2021 ingediend in het Parlement voor verdere bespreking. Intussen werken we verder aan de rest van het strafrecht. De bespreking van boeken I en II van het strafwetboek zijn volop gaande binnen de regering. Daarbij worden ook de adviezen van experts over onder meer feminicide, verlengde opvolging, opgelegde behandeling, gedeeltelijke toerekeningsvatbaarheid en ecocide in acht genomen. Hetzelfde geldt voor de wetsvoorstellen die in het Parlement werden ingediend en gekoppeld zijn aan het nieuw strafwetboek.

In het wetboek van strafvordering evalueren we volgende zaken: bewijs in strafzaken, verjaring, extraterritoriale misdrijven en de regeling van de rechtspleging.

We vangen de besprekingen aan binnen de regering om een nieuw sociaal strafwetboek in te voeren.

Meer straffen uitvoeren

We kiezen ervoor om alle straffen uit te voeren. Zo voorkomen we dat er een gevoel van straffeloosheid ontstaat voor bepaalde misdrijven en dat onbestrafte eerste misdrijven op termijn ontaarden in zware criminaliteit.

Daarom zorgen we voor de inwerkingtreding van de volledige Wet Externe Rechtspositie (2006), meer bepaald de bepalingen met betrekking tot de uitvoering van de gevangenisstraffen van minder dan drie jaar. Dit gaat in vanaf 1 juni 2022.

Om dit mogelijk te maken, voorzien we een versterking van de magistraten en het gerechtspersoneel in de strafuitvoeringsrechtbank en zorgen we dat alle processen uitgetekend zijn en waar mogelijk via IT-tools ondersteund worden.

Cette nouvelle catégorie de détenus pour courtes peines nécessite une nouvelle approche. En introduisant les maisons de détention, nous optons pour une détention à petite échelle avec un accompagnement intensif tout en préservant les liens avec la société. Nous souhaitons mettre en avant une sécurité dynamique, l'emploi, le suivi de formations et une approche sur mesure dans le but de réintégrer le détenu dans la société après avoir purgé sa peine.

Pas de place pour la récidive

Les quelques études et données disponibles ont révélé que le taux de récidive dans notre pays est beaucoup trop élevé. Nous mettrons tout en œuvre pour éviter la récidive.

Pour cela, il faut avant tout pouvoir disposer de meilleures données à ce sujet. Nous sommes en train d'élaborer un outil permettant d'évaluer les risques, et ce, à partir de la plateforme Crossborder. Cet outil devra aider le parquet et les services de police à lutter contre la récidive. Nous disposons déjà d'un certain nombre d'outils, notamment dans le cadre des violences sexuelles et intrafamiliales, qui peuvent nous aider à développer rapidement un moniteur de récidive.

La lutte contre la récidive est une approche globale à laquelle nous travaillons à tous les niveaux de la justice pénale. Ainsi, les chambres d'ajustement permettront de s'assurer que d'éventuels problèmes sous-jacents, tels que les dépendances, soient pris en charge avant l'exécution de la peine.

Nous prévoyons un plan de détention et un accompagnement pour les détenus, et ce, dès le premier jour. Les ressources nécessaires à cet effet ont été libérées et le déploiement de cette approche se poursuivra l'année prochaine. De plus, nous exécuterons toutes les courtes peines afin de mettre fin au sentiment d'impunité.

Le rapatriement vers le pays d'origine

L'identification proactive de détenus éligibles pour un rapatriement s'est poursuivie pleinement au cours de l'année écoulée. Cependant, les mesures sanitaires et les restrictions du trafic aérien ont retardé le transfèrement effectif. Nous sommes en train de rattraper ce retard.

Nous sommes en contact avec l'Égypte, la Tunisie, Cuba, la Malaisie, le Rwanda et le Cambodge, entre autres, pour entamer des négociations au sujet de traités relatifs au transfèrement. Ceci se fait en collaboration avec nos collègues des Affaires étrangères et de l'Asile et la Migration.

Deze nieuwe categorie van kortgestrafte gedetineerden vraagt om een nieuwe aanpak. Door de introductie van detentiehuisen kiezen we voor kleinschalige detentie met intensieve begeleiding en het behoud van de banden met de maatschappij. Er wordt ingezet op dynamische veiligheid, tewerkstelling, opleiding, en een aanpak op maat om de gedetineerde na de straf op een vlotte manier in de maatschappij te integreren.

Geen plaats voor recidive

Uit de weinige studies en data waarover we beschikken, weten we dat de recidive in ons land veel te hoog is. We zetten alles op alles om recidive te voorkomen.

Om te beginnen is er nood aan betere data hierover. Vanuit het Crossborder platform werken we aan een risicotaxatie-instrument dat het parket en de politiediensten moet helpen bij de aanpak van recidivisten. Met name in het kader van seksueel en intrafamiliaal geweld beschikken we al over een aantal tools die kunnen helpen om snel een recidivemonitor uit te werken.

Het bestrijden van recidive is een totaalaanpak waar we in elke schakel van de strafketen aan werken. Zo zorgen de bijsturingskamers ervoor dat er voorafgaand aan de straf reeds gewerkt wordt aan mogelijke achterliggende problematieken zoals verslavingen.

Voor gedetineerden zorgen we vanaf dag 1 voor een detentieplan en begeleiding. Hiervoor zijn de nodige middelen uitgetrokken en die aanpak wordt het komende jaar verder uitgerold. Daarnaast voeren we alle korte straffen uit zodat we einde maken aan het gevoel van staffeloosheid.

Repatriëring naar land van herkomst

Het voorbije jaar is de proactieve identificatie van gedetineerden die in aanmerking kwamen voor repatriëring onverkort verdergezet. Door de gezondheidsmaatregelen en de beperkingen op het luchtverkeer ontstond evenwel vertraging op de effectieve overbrenging. Die achterstand werken we nu weg.

We staan in contact met onder meer Egypte, Tunesië, Cuba, Maleisië, Rwanda en Cambodja om onderhandelingen op te starten over overbrengingsverdragen. We werken hiervoor samen met de collega's van Buitenlandse Zaken en Asiel en Migratie.

À la lumière de l'exécution des courtes peines, il est important que les différents services réagissent rapidement. C'est pourquoi nous élaborerons, en collaboration avec le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration et le Collège des procureurs généraux, une nouvelle circulaire visant à améliorer l'échange d'informations entre le pouvoir judiciaire et l'Office des étrangers. L'Office des étrangers sera mis au courant systématiquement des peines d'emprisonnement définitives qui sont imposées aux étrangers résidant dans notre pays, afin que leur statut administratif puisse être réévalué.

Tolérance zéro pour la violence contre la police ou les services de secours

La mise à jour de la circulaire COL10/2017 en novembre 2020 représentait l'envoi d'un signal fort, en collaboration avec le Collège des procureurs généraux, dans la lutte contre les auteurs de violences contre la police. Désormais, il n'y a plus de place pour le classement sans suite pour motif d'opportunité. Les auteurs sont systématiquement amenés et poursuivis en justice, de préférence en procédure accélérée. La COL sera évaluée. Cependant, la lutte ne s'arrête pas là. Ce combat doit être mené sur tous les fronts.

Tout d'abord, des outils technologiques peuvent aider à récolter des preuves. Nous soutenons l'introduction de ce type d'outils (tels que les bodycams) dans la lutte contre la violence contre la police. En outre, il reste primordial de veiller à l'enregistrement correct des incidents avec recours à la violence, et ce, aussi bien contre que par la police. L'utilisation de l'outil MISI sera encouragée et surveillée de près par les services compétents.

Une circulaire commune Justice – Intérieur définira davantage, après consultation des partenaires syndicaux, la manière de procéder dans le domaine de la prévention de la violence et du soutien psychosocial.

Outre la COL 10/17 relative à l'usage de la violence au préjudice des services de police, il y a la directive COL 3/08 relative aux violences à l'égard des groupes professionnels visés à l'article 410*bis* du code pénal. Les services de police doivent réagir de manière rapide et appropriée, et contacter le parquet afin que ce dernier puisse prendre les mesures nécessaires, comme priver le suspect de liberté et le présenter au magistrat de parquet en vue de son audition.

Nous avons demandé que ces directives soient scrupuleusement observées et appliquées. Il est également important d'être attentif à la concertation et

In het licht van de uitvoering van de korte straffen is het belangrijk dat de verschillende diensten kort op de bal spelen. Daarom werken we samen met de staatssecretaris van Asiel en Migratie en het College van procureurs-generaal aan een nieuwe omzendbrief om de informatie-uitwisseling tussen de rechterlijke macht en de Dienst Vreemdelingenzaken te verbeteren. De Dienst Vreemdelingenzaken zal systematisch op de hoogte worden gebracht van de definitieve gevangenisstraffen die zijn opgelegd aan buitenlanders die in ons land verblijven zodat hun administratieve status opnieuw kan beoordeeld worden.

Zero tolerance voor geweld tegen politie of hulpverleners

Voor de aanpak van daders van politiegeweld werd samen met het College van procureurs-generaal een sterk signaal gegeven met de actualisering van de omzendbrief COL10/2017 in november 2020. Voortaan is er geen opportuniteitspot meer mogelijk. Er is systematische voorleiding en vervolging en bij voorkeur wordt er snelrecht toegepast. De COL wordt geëvalueerd. Daar eindigt het verhaal van deze strijd echter niet. Die moet op alle fronten gevoerd worden.

Ten eerste kunnen technologische hulpmiddelen helpen om bewijsmateriaal te verzamelen. De invoering van die tools (zoals de invoering van de bodycam) in de strijd tegen politiegeweld geniet onze steun. Daarbij blijft het van groot belang om ook een goede registratie te verzekeren van de incidenten waarbij geweld gebruikt werd, zowel tegen als door politie. Het gebruik van de MISI-tool wordt verder gepromoot en door de toezichthoudende diensten goed gemonitord.

Een gemeenschappelijke omzendbrief Justitie – Binnenlandse Zaken zal, na overleg met de syndicale partners, bijkomende krijtlijnen uitzetten hoe verder ingezet moet worden op vlak van preventie van geweld en psychosociale ondersteuning.

Naast de COL 10/17 voor geweld tegen de politie bestaat er de richtlijn COL 3/08, voor geweld tegen de beroepsgroepen zoals voorzien in artikel 410*bis* strafwetboek. De politiediensten moeten snel en adequaat reageren en contact nemen met het parket opdat het parket noodzakelijke maatregelen kan treffen, zoals een vrijheidsberoving en voorleiding met persoonlijk verhoor van de verdachte door de parketmagistraat.

We hebben gevraagd dat er nauwgezet wordt toegekeken op een strikte toepassing van deze richtlijnen. Belangrijk is ook dat er aandacht wordt geschonken

la communication avec les groupes professionnels concernés.

Des initiatives ont été prises pour sensibiliser les parquets et les services de police à la mise en œuvre de ces directives. Les chefs de corps veilleront à sensibiliser leurs corps.

Outre le suivi policier des incidents violents, les données statistiques dans le logiciel MaCH seront affinées, en concertation avec le Collège des procureurs généraux, afin de permettre un meilleur suivi et d'améliorer l'établissement des rapports.

Il est tout aussi important qu'une sanction appropriée suive et soit exécutée. L'exécution systématique de toutes les peines à partir du 1^{er} décembre 2021 permettra d'y contribuer. En outre, nous offrons également la possibilité de prononcer des peines sur mesure. En cas d'incidents moins graves pour lesquels l'auteur exprime des remords, une peine alternative pourrait, par exemple, être prononcée. L'expérience quant aux sanctions similaires pour les infractions routières a montré que cela a un effet positif sur la récidive.

En collaboration avec l'Intérieur et la Chambre, nous avons organisé une conférence sur les violences urbaines en juillet 2021. Une suite est prévue pour fin 2021. Le point de vue des experts nous aidera à mieux gérer la violence gratuite contre la police, les émeutes et les manifestations illégales. La justice ne restera pas les bras croisés à ce sujet.

Tout comme nous ne tolérons pas la violence à l'encontre de la police et des autres fonctions publiques, nous ne tolérons pas non plus les violences policières illégitimes. Nos services de police doivent être un corps d'élite et doivent avoir un comportement correct envers les citoyens. La justice luttera de manière conséquente contre les abus du monopole de la violence.

La lutte contre l'exploitation des enfants

En collaboration avec l'Intérieur, nous développerons et intégrerons l'outil appelé "Kindtoets" dans les procédures policières et judiciaires, y compris les procédures numériques. Un groupe de travail composé des acteurs concernés a été créé, sous la direction du SPF Intérieur. L'objectif global est d'améliorer les relations entre les jeunes et la police. Malgré de nombreuses améliorations et initiatives à tous les niveaux, les mesures existantes et futures ne sont pas coordonnées. L'idée est donc de réunir autour de la table tous les acteurs qui développent des projets/initiatives pour entrer en dialogue.

aan overleg en communicatie met de betreffende beroepsgroepen.

Er zijn initiatieven genomen om de parketten en de politiediensten meer bewust te maken van de uitvoering van deze richtlijnen. De korpsoversten zullen binnen hun korpsen voor bewustmaking zorgen.

Naast de politionele opvolging van geweldsincidenten zullen, in samenspraak met het College PG, de statistische gegevens in MaCH verfijnd worden om zo tot een betere opvolging en rapportering te komen.

Minstens even belangrijk is dat er een passende straf volgt en uitgevoerd wordt. De systematische uitvoering van alle straffen vanaf 1 december 2021 zal hiertoe bijdragen. Daarnaast voorzien we ook de mogelijkheid van straffen op maat. Voor minder ernstige incidenten waar de dader spijt betuigt kan bijvoorbeeld een alternatieve straf worden uitgesproken. Ervaringen met gelijkaardige straffen voor verkeersovertredingen leren dat dit een positief effect heeft op de recidive.

Samen met Binnenlandse Zaken en de Kamer hebben we in juli 2021 een Conferentie Stedelijk Geweld georganiseerd. Een vervolg is voorzien voor einde 2021. De inzichten die de experts naar voor brachten zullen ons helpen om beter om te gaan met zinloos geweld tegen politie, rellen en illegale betogingen. Justitie zal hier niet aan de zijlijn staan.

Net zoals we niet aanvaarden dat er geweld wordt gepleegd tegen politie en andere publieke dienstverleners, wordt ook onrechtmatig geweld door politie niet aanvaard. Onze politiediensten moeten een keurkorps zijn en zich ten aanzien van de burger correct gedragen. Misbruik van het geweldmonopolie zal door Justitie aangepakt worden.

Strijd tegen uitbuiting van kinderen

Samen met Binnenlandse Zaken ontwikkelen en integreren we het aspect Kindtoets in politionele- en justitiële procedures, met inbegrip van digitale procedures. Een werkgroep is samengesteld met de betrokken actoren onder regie van de FOD Binnenlandse Zaken. Het algemene doel is de relatie tussen jongeren en de politie te verbeteren. Ondanks vele verbeteringen en initiatieven op alle niveaus ontbreekt het aan coördinatie van bestaande en toekomstige maatregelen. Het idee is dan ook om alle spelers die projecten/initiatieven ontwikkelen rond de tafel te brengen en met elkaar in gesprek te gaan.

La lutte contre la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains

Au cours de l'année à venir, nous souhaitons lutter contre ce phénomène tant dans sa globalité que sous ses formes spécifiques.

Nous luttons contre les trafiquants d'êtres humains en créant une unité spécialisée au sein de laquelle la police intégrée, la police locale et la police intégrée coopéreront. En outre, nous travaillerons en étroite collaboration avec l'Office des étrangers et Europol fournira également une assistance physique pour le contexte international. Cette unité sera mise en place au sein de la police judiciaire fédérale de Flandre occidentale car c'est l'endroit où a lieu la plupart des interceptions et des identifications dans le cadre du trafic d'êtres humains.

Avec les autres cabinets concernés, nous continuerons à veiller sur l'application stricte de la circulaire sur le trafic d'êtres humains en ce qui concerne les constatations de première ligne.

Nous créons un groupe de travail composé d'experts afin d'examiner de nouvelles méthodes pour combattre le trafic d'êtres humains en général et le phénomène des "petits bateaux" (small boats) en particulier. Les services de première ligne ainsi que les parquets recevront un rappel quant à l'application des directives existantes dans le cadre de la protection des mineurs non accompagnés en cas de trafic d'êtres humains.

Les trois centres d'accueil pour les victimes de la traite des êtres humains, à savoir Payoke, Pagasa et Surya, recevront un soutien financier supplémentaire. Nous veillerons à ce que les victimes d'abus de prostitution puissent également être prises en charge par ces centres, au même titre que les victimes de la traite des êtres humains. Nous optimiserons la collaboration avec Esperanto, un centre d'accueil spécialisé pour les victimes mineures de la traite des êtres humains, et nous travaillerons étroitement avec la Communauté flamande si elle souhaite développer une initiative similaire.

Nous évaluerons les différentes circulaires relatives à la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains. L'approche multidisciplinaire des victimes de la traite et du trafic d'êtres humains avec circonstances aggravantes sera poursuivie. Tant les services de police que l'Office des étrangers, les centres et les magistrats de références participeront activement à une campagne Benelux portant spécifiquement sur le lien avec les pays voisins en ce qui concerne le trafic et la traite des êtres humains.

Strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel

Ook in het komende jaar willen we strijden tegen zowel de fenomenen in zijn globaliteit als tegen specifieke verschijningsvormen.

We gaan de strijd aan tegen de mensensmokkelaars door een gespecialiseerde eenheid op te starten waarbij er een samenwerking is opgestart tussen de geïntegreerde politie, lokaal en federaal parket. Daarnaast zal er nauw samengewerkt worden met de Dienst Vreemdelingenzaken en zal Europol ook fysiek bijstand verlenen voor het internationaal plaatje. Deze eenheid zal opgestart worden bij de Federale Gerechtelijke Politie van West-Vlaanderen gezien daar de meeste intercepties en vaststellingen gebeuren in het kader van mensensmokkel.

Samen met de andere betrokken kabinetten blijven we strikt de naleving opvolgen van de omzendbrief mensensmokkel wat de eerstelijnsvaststellingen betreft.

We creëren een werkgroep met experten om out-of-the-Box te bekijken wat er nog meer kan gedaan worden om mensensmokkel in het algemeen en het small-boats-fenomeen gericht te bestrijden. De toepassing van de bestaande richtlijnen in het kader van de bescherming van de niet-begeleide minderjarigen in omstandigheden van mensensmokkel zal in herinnering worden gebracht bij de eerstelijnsdiensten en de parketten.

De drie centra voor slachtoffers van mensenhandel Payoke, Pag-asa en Surya worden financieel extra ondersteund. We zorgen ervoor dat slachtoffers van misbruik van prostitutie eveneens kunnen worden opgevangen bij deze centra, op eenzelfde wijze zoals slachtoffers van mensenhandel. We optimaliseren de samenwerking met Esperanto, een gespecialiseerde opvang voor minderjarige slachtoffers van mensenhandel, en we werken nauw samen met de Vlaamse Gemeenschap als ze een gelijkaardig initiatief wensen uit te bouwen.

We evalueren de verschillende omzendbrieven mensenhandel en mensensmokkel. Er wordt verder ingezet op de multidisciplinaire aanpak van de slachtoffers van mensenhandel en mensensmokkel met verzwarende omstandigheden. Er wordt actief deelgenomen aan een Beneluxcampagne, specifiek over de link van mensenhandel en mensensmokkel met de buurlanden, en dit zowel door de politiediensten als door de Dienst Vreemdelingenzaken, de centra en de referentiemagistraten.

Par ailleurs, un manuel sera élaboré afin d'améliorer la collaboration entre les pays du Benelux. Une brochure spécifique reprenant des informations sur l'indemnisation sera publiée pour les victimes de la traite des êtres humains.

Le phénomène des proxénètes d'adolescents ne nous laisse pas indifférents. Nous participons activement aux groupes de travail existants relatifs à l'aide aux victimes et le profil des auteurs.

Nous investirons dans des formations spécifiques en matière de traite des êtres humains et de trafic d'êtres humains pour la magistrature. Nous prévoirons, par exemple, des journées d'information spécifiques, des journées d'inspiration pour les juges, etc. Les magistrats de référence pour la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains organiseront également un transfert actif de connaissances vers les services actifs sur le terrain.

Nous participerons activement à la commission spéciale pour l'évaluation de la législation et de la politique relatives à la traite des êtres humains et au trafic d'êtres humains.

Résoudre davantage de cas de disparition

Nous prendrons l'initiative au niveau législatif pour permettre un meilleur échange entre les bases de données ADN internationales dans le cadre des affaires de personnes disparues et de corps non identifiés. Actuellement, il n'est procédé à l'échange international automatique que sur la base du traité de Prüm. Nous voulons maintenant étendre cet échange à la base de données ADN d'INTERPOL (I-Familia). De cette manière, la banque de données ADN belge "Personnes disparues" sera utilisée de manière plus efficace et contribuera davantage à la localisation des personnes disparues et à l'identification des corps non identifiés.

Une politique de sécurité solide et ferme

Nous continuerons à faire d'une politique de sécurité solide et ferme l'axe principal de cette législature. Pour ce faire, nous collaborerons avec, entre autres, tous les partenaires de la Conférence interministérielle (CIM) de politique de maintien et de gestion de la sécurité afin d'élaborer une nouvelle note-cadre de sécurité intégrale, de renouveler le Plan national de sécurité, de renforcer nos services de renseignement et de sécurité et d'armer davantage notre pays contre le terrorisme, l'extrémisme et la radicalisation. Cela se fera dans le cadre de la stratégie de sécurité nationale.

En collaboration avec la Police Intégrée et l'intérieur, nous élaborerons un projet de nouveau Plan national

Verder wordt er een draaiboek opgesteld ter verbetering van de samenwerking tussen de Beneluxlanden. Voor de slachtoffers van mensenhandel zal er een specifieke brochure opgemaakt worden met informatie over schadevergoedingen.

Het dossier van de tienerpooiers beroert ons. We nemen actief deel aan de bestaande werkgroepen die werken rond slachtofferhulp en beeldvorming van de daders.

We zetten in op specifieke opleidingen mensenhandel en mensensmokkel voor de magistratuur. Zo voorzien we specifieke informatiemomenten, inspiratiedagen voor rechters, etc. De referentiemagistraten mensenhandel en mensensmokkel zullen bovendien een actieve kennisoverdracht organiseren naar de diensten op het terrein.

We nemen actief deel aan de bijzondere commissie betreffende de evaluatie van de wetgeving en het beleid inzake mensenhandel en mensensmokkel.

Meer verdwijningsdossiers oplossen

Er zal een wetgevend initiatief genomen worden om in het kader van dossiers rond vermiste personen en onbekende lichamen een betere uitwisseling tussen internationale DNA-databanken mogelijk te maken. Momenteel verloopt de automatische internationale uitwisseling enkel op basis van het verdrag van Prüm. Deze willen we nu uitbreiden naar een uitwisseling met de INTERPOL DNA-databank (I-Familia) Op deze manier zal de Belgische DNA-databank Vermiste Personen effectiever benut worden en een grotere bijdrage leveren aan het lokaliseren van vermiste personen en het identificeren van onbekende lichamen.

Een krachtig en kordaat veiligheidsbeleid

We maken van een krachtig en kordaat veiligheidsbeleid verder een zwaartepunt van deze legislatuur. Dat doen we onder meer door samen met alle partners van de Interministeriële Conferentie (IMC) Veiligheids- en Handhavingsbeleid een nieuwe Kadernota Integrale Veiligheid op te stellen, het Nationaal Veiligheidsplan te vernieuwen, onze inlichtingen- en veiligheidsdiensten te versterken en ons land verder te wapenen tegen terrorisme, extremisme en radicalisering. Dit gebeurt binnen het raamwerk van de nationale veiligheidsstrategie.

Samen met de Geïntegreerde Politie en Binnenlandse Zaken werken we een ontwerp van nieuw Nationaal

de sécurité (PNS) pour la période 2022-2025. Ce plan est fondé sur la note-cadre de sécurité intégrale et comprend la contribution de la Police Intégrée à la politique de sécurité définie par le gouvernement fédéral. Ce plan garantit une approche globale et intégrée de la sécurité et assure la cohérence des actions des services de la police locale et fédérale. Il faudra en tenir compte dans les plans zonaux de sécurité. Le plan énumère les thèmes auxquels il convient de porter une attention particulière. Une partie importante est notamment dédiée à la lutte contre la violence sexuelle et intrafamiliale, à la lutte contre le crime organisé ainsi qu'à d'autres priorités. Après avoir été soumis au Parlement et avoir fait l'objet de discussions, le nouveau PNS entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Lors du comité de concertation du 8 septembre 2021, les autorités fédérales et régionales ont approuvé la note stratégique sur l'extrémisme et le terrorisme. Cette note comprend notamment des accords relatifs au partage d'informations, à la détection précoce et à la coordination des mesures entre elles. Avec l'Intérieur, nous assurerons le bon suivi de cette collaboration.

Le principe central de la note stratégique est que tous les services souscrivent aux structures mises en place dans le cadre de la banque de données commune (BDC), des task forces locales (TFL) et des cellules de sécurité intégrée locale (CSIL) sous la coordination de l'OCAM. Nous voulons approfondir davantage cette approche au cours de l'année à venir.

Ainsi, nous renforcerons le fonctionnement de la BDC. L'évaluation de la menace par l'OCAM servira de base aux décisions administratives ou judiciaires. Par ailleurs, nous attacherons des mesures plus contraignantes à toute inclusion dans la BDC, par exemple en matière d'habilitation de sécurité ou de permis de port d'arme. Pour ce faire, nous allons modifier la loi, en supprimant la BDC de la loi sur la fonction de police pour en faire une loi autonome. Nous répondons ainsi à une recommandation de la commission d'enquête parlementaire.

Un groupe de travail multidisciplinaire a été mis en place par les services de sécurité et chargé d'élaborer un plan pour anticiper au mieux la menace interne (insider threat).

La formation de représentant (information officer) se poursuivra pour les officiers de police, mais elle sera également proposée aux coordinateurs des CSIL au niveau local, ainsi qu'aux agents de déradicalisation et aux agents de prévention.

Veiligheidsplan (NVP) uit voor de periode 2022-2025. Dat plan is gebaseerd op de Kadernota Integrale Veiligheid en omvat de bijdrage van de geïntegreerde politie aan het veiligheidsbeleid dat door de federale regering wordt bepaald. Het plan waarborgt een globale en geïntegreerde aanpak van de veiligheid en verzekert de samenhang in het optreden van de lokale en federale politiediensten. De zonale veiligheidsplannen moeten er rekening mee houden. In het plan worden de thema's opgelijst waar bijzondere aandacht voor gevraagd wordt. Zo wordt er ruime aandacht besteed aan de strijd tegen seksueel en intrafamiliaal geweld, aan de bestrijding van georganiseerde criminaliteit en andere prioriteiten. Nadat dit is voorgelegd aan en besproken door het Parlement zal het nieuwe NVP van start gaan op 1 januari 2022.

Op het overlegcomité van 8 september 2021 werd de strategische nota extremisme en terrorisme goedgekeurd door de federale en regionale overheden. Het houdt onder meer afspraken in om informatie te delen, aan vroegdetectie te doen en om onderling maatregelen af te stemmen. Samen met Binnenlandse Zaken volgen we de goede samenwerking hieromtrent op.

Centraal principe van de strategische nota is dat alle diensten zich inschrijven in de uitgetekende structuren rond de gemeenschappelijke gegevensbank (GGB), local task forces (LTF) en lokale integrale veiligheidscellen (LIVC) onder coördinatie van het OCAD. Deze aanpak willen we het komende jaar nog uitdiepen.

Zo zullen we de werking van de GGB versterken. De dreigingsevaluatie van het OCAD wordt gebruikt als basis voor administratieve of rechterlijke beslissingen. Maar tegelijk zullen we meer dwingende maatregelen verbinden aan een opname in de GGB, bijvoorbeeld op het vlak van veiligheidsmachtiging, op het vlak van wapenvergunning. Hiervoor passen we de wet aan, waarbij we de GGB uit de wet op het politieambt halen om er een autonome wet van te maken. Zo komen we tegemoet aan een aanbeveling van de parlementaire onderzoekscommissie.

Door de veiligheidsdiensten werd een multidisciplinaire werkgroep opgericht, gelast met de ontwikkeling van een plan om zo goed als mogelijk te anticiperen op de bedreiging van de insider threat.

De opleiding information officer zal worden verder gezet voor politieambtenaren, maar zal tegelijk ook worden aangeboden aan de coördinatoren van de LIVC op lokaal niveau, en aan deradicaliserings- en preventieambtenaren.

L'accord de coopération CSIL sera conclu, y compris le cadre légal pour la CSIP (cellule de sécurité intégrée pénitentiaire). Ce type de concertation de cas se tiendra également au sein des prisons. Nous lançons un projet pilote dans 4 prisons.

Les coordinateurs de sécurité continueront à développer la politique de sécurité dans les prisons et à renforcer la collaboration avec les partenaires de sécurité (la police, les services de renseignement, l'OCAM, les autorités locales).

Nous avons libéré les crédits de personnel nécessaires pour doubler les effectifs de la Sûreté de l'État (VSSE) au cours des trois prochaines années. Le fait d'avoir élaboré au début de cette année, avec la Sûreté de l'État, un nouveau plan de personnel reprenant des objectifs stratégiques pour le service nous permettra de poursuivre sa mise en œuvre. Le service a déjà été renforcé par 10 nouveaux analystes en plus de 60 collaborateurs opérationnels et nous continuerons sur cette voie. Le nouveau modèle de recherche sera introduit. Nous continuerons également à travailler sur le nouveau statut des services de renseignement et nous introduirons bientôt un code d'éthique adapté.

Atlas, le projet visant à moderniser davantage les processus informatiques de la VSSE, sera finalisé en 2022. Nous avons libéré les montants nécessaires afin que le service puisse traiter plus d'informations plus rapidement et assurer un meilleur suivi des dossiers.

Afin de mieux harmoniser la répartition des tâches entre la Sûreté de l'État et le SGRS, le service de renseignement militaire, nous rédigerons une suite au plan directeur du renseignement et veillerons à une plus grande collaboration ainsi qu'à une répartition plus claire des tâches.

Sur le terrain

Une Police Judiciaire Fédérale (PJF) forte et moderne

Afin de répondre aux attentes formulées par les ministres de la Justice et de l'Intérieur dans leurs déclarations de politique générale respectives de novembre 2020 et de remplir ses missions essentielles de manière qualitative et dynamique, la Direction générale de la police judiciaire (DGJ) a développé une stratégie pour les cinq prochaines années. Il en est résulté le plan DGJ 3.0.

Afin d'atteindre ces objectifs, un certain nombre de conditions essentielles doivent être réunies. L'un des facteurs critiques de réussite est notamment une approche

Het samenwerkingsakkoord LIVC wordt afgesloten, inclus het wettelijk kader voor de PIVC (penitentiaire integrale veiligheidscel). Een dergelijk casuoverleg wordt ook georganiseerd in de gevangenis. We starten met een proefproject in 4 gevangnissen.

De veiligheidscoördinatoren zullen het veiligheidsbeleid in de gevangnissen verder ontwikkelen en de samenwerking met de veiligheidspartners (politie, inlichtingendiensten, OCAD, lokale autoriteiten) versterken.

We stelden de nodige personeelskredieten ter beschikking om het personeelsbestand van de Veiligheid van de Staat (VSSE) de komende 3 jaar te verdubbelen. Doordat we samen met de Veiligheid van de Staat eerder dit jaar een nieuw personeelsplan met strategische doelstellingen voor de dienst hebben opgesteld, kunnen we dit verder uitvoeren. De ingezette groei, met al 10 nieuwe analisten en 60 operationelen, zetten we voort. Het nieuwe onderzoeksmodel wordt ingevoerd. We blijven ook verder werken aan het nieuwe statuut voor de inlichtingendiensten én introduceren binnenkort een aangepaste deontologische code.

Atlas, het project dat de ICT-processen van de VSSE verder moet moderniseren, wordt in 2022 afgewerkt. We hebben hier geld voor vrijgemaakt zodat de dienst meer informatie sneller kan verwerken en dossiers beter kan opvolgen.

Om de taakverdeling tussen de Veiligheid van de Staat en ADIV, de militaire inlichtingendienst, beter op elkaar af te stemmen, schrijven we een vervolg op het inlichtingenstuurplan en zorgen we voor meer samenwerking en een duidelijkere verdeling van de taken.

Op het terrein

Een krachtige en moderne Federale Gerechtelijke Politie (FGP)

Om te beantwoorden aan de verwachtingen die de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken in hun respectievelijke beleidsverklaringen in november 2020 hebben geformuleerd en om haar kerntaken op een kwalitatieve en dynamische manier in te vullen, heeft de directie van de gerechtelijke politie (DGJ) een strategie ontwikkeld voor de komende 5 jaren. Dit resulteerde in het plan DGJ 3.0.

Om deze doelstellingen te kunnen realiseren, moet aan enkele essentiële voorwaarden worden voldaan. Een van de kritische succesfactoren is met name een

dynamique, flexible et durable de la pénurie actuelle de personnel au sein du pilier judiciaire. Avec les autres composantes de la Police Fédérale, nous continuons donc à travailler avec la DGJ sur un plan de personnel.

Au cours de l'année écoulée, des dossiers criminels de grande envergure tels que l'enquête SKY-ECC ont clairement montré que la PJF a besoin d'outils performants pour contrer les nouvelles technologies utilisées par les criminels. Compte tenu de l'évolution rapide du secteur des télécommunications, nous continuons à investir dans les outils techniques indispensables aux enquêtes judiciaires et aux services de renseignement. Nous poursuivons les investissements engagés en 2021. Ainsi, nous prévoyons plus de 10 millions d'investissements supplémentaires en 2022. À cet égard, nous étudions également les conséquences techniques et les possibilités de la 5G avec des partenaires étrangers.

Par ailleurs, nous poursuivons les 14 projets d'innovation que la PJF a lancés en 2021. Il s'agit d'une approche intelligente dans laquelle différents départements de la PJF se spécialisent dans certaines innovations technologiques dans des domaines tels que l'interception numérique, la collecte de preuves numériques, le stockage et l'archivage numériques, l'analyse d'images et de vidéos, la technologie vocale et le décryptage. Il s'agit de techniques prometteuses qui peuvent avoir un impact significatif sur la charge de travail administrative, le temps de traitement et l'efficacité de la collecte de preuves.

Dans la lutte contre la criminalité, des priorités sont fixées et des choix sont faits. La politique de recherche et de poursuite est une responsabilité que nous assumons avec le Collège des procureurs généraux. En d'autres termes, des choix doivent être faits, car la capacité d'enquête de la justice, de la police et des autres organismes chargés de faire respecter la loi n'est pas infinie. En concertation et en transparence avec la police locale, la PJF développera davantage sa gestion des enquêtes afin d'orienter au mieux les efforts de recherche dans l'intérêt des citoyens, de nos acteurs économiques et de la société dans son ensemble.

En outre, l'activation complète du réseau ANPR et de la base de données technique y associée se poursuivra. Ceci est crucial pour renforcer la lutte contre la criminalité grave et organisée.

Au cours de l'année écoulée, la mise à jour de la directive ministérielle relative à la recherche des personnes disparues a été relancée. Ceci est nécessaire car il est très important que tous les services impliqués dans une disparition sachent parfaitement ce que l'on attend d'eux, quelles techniques et mesures doivent être

dynamische, flexibele en duurzame aanpak van het reeds bestaande personeelstekort binnen de gerechtelijke pijler. Samen met de andere componenten van de Federale Politie, werken we daarom samen met DGJ verder aan een personeelsplan.

Grootschalige strafdossiers zoals het SKY-ECC-onderzoek hebben het afgelopen jaar duidelijk gemaakt dat de FGP nood heeft aan performante tools om de nieuwe technologieën die criminelen gebruiken te counteren. Gezien de snelle evolutie in de telecomunicatiesector blijven we investeren in de technische tools die van essentieel belang zijn voor gerechtelijke onderzoeken en inlichtingendiensten. We zetten de in 2021 gestarte investeringen verder. Zo voorzien we in 2022 meer dan 10 miljoen aan bijkomende investeringen. In dat opzicht onderzoeken we ook de technische gevolgen en mogelijkheden van 5G samen met de buitenlandse partners.

Daarnaast zetten we de 14 innovatieprojecten die de FGP in 2021 opstartte, verder. Het is een slimme aanpak waarbij verschillende FGP-afdelingen zich specialiseren in bepaalde technologische innovaties zoals onder meer digitale afstapping, digitale bewijsgaring, digitale stockage en archivering, beeld- en videoanalyse, spraaktechnologie en decryptering. Het gaat over veelbelovende technieken die een aanzienlijke impact kunnen hebben op de administratieve werklast, verwerkingstijd en efficiëntie van bewijsgaring.

In de aanpak van criminaliteit worden prioriteiten gesteld en keuzes gemaakt. Het opsporings- en vervolgingsbeleid is een verantwoordelijkheid die we samen met het College van procureurs-generaal opnemen. Keuzes dienen met andere woorden te worden gemaakt, want de onderzoekscapaciteit bij justitie, politie en andere handhavers is niet oneindig. In samenspraak met justitie en in transparantie met de lokale politie zal de FGP haar researchmanagement verder uitwerken zodat de onderzoeksinspanningen zo goed mogelijk kunnen gericht worden in het belang van burgers, onze economische actoren en de gehele samenleving.

Verder zal de volledige activatie van het ANPR-netwerk en de daaraan verbonden technische databank verder worden gezet. Dit is cruciaal voor het verbeteren van de aanpak van zware en georganiseerde criminaliteit.

Het afgelopen jaar werd een doorstart gegeven aan de actualisering van de ministeriële richtlijn Vermiste Personen. Dat is nodig want het is van groot belang dat alle diensten die ingeschakeld worden bij een verdwijning ook perfect weten wat van hen verwacht wordt, welke technieken en maatregelen moeten ingezet worden en

utilisées et comment la coordination s'organise. Cela fait plus de 25 ans que la Cellule Personnes Disparues a été créée, et chaque jour, elle démontre encore la nécessité absolue de son existence. Il suffit de penser à la récente inondation au cours de laquelle plus de 400 personnes ont été retrouvées et récupérées. L'année prochaine, de nouvelles mesures seront également prises pour donner, autant que possible, une fin heureuse aux disparitions. Ainsi, le projet "géomatique" sera poursuivi afin que les recherches et les fouilles puissent être organisées par GPS, documentées et enregistrées de sorte que ces recherches puissent non seulement être effectuées de manière beaucoup plus efficace, mais deviennent également opposables en cas de discussion et de spéculation. Les nouvelles possibilités offertes par l'ADN permettent parfois des percées dans d'anciens dossiers et, grâce au projet Kerkhof, nous espérons retrouver davantage de personnes disparues ou identifier des corps inconnus. Enfin, l'échange international des profils ADN enregistrés dans la base de données ADN sera étendu aux bases de données ADN d'INTERPOL. De cette manière, la base de données ADN belge pour Personnes Disparues sera utilisée plus efficacement et contribuera davantage à la localisation des personnes disparues et à l'identification des corps inconnus.

L'accord de gouvernement contient une série d'objectifs clairs et ambitieux qui concernent directement la police judiciaire fédérale. La Justice soutiendra dès lors toutes les initiatives qui contribuent au renforcement des capacités de la police judiciaire fédérale dans sa lutte contre la criminalité organisée et à la poursuite de la professionnalisation du travail de la police judiciaire et à l'attrait des emplois.

Lutte contre le crime organisé

Nous renforçons la justice et la police dans la lutte contre le crime organisé. À cette fin, des fonds supplémentaires ont déjà été alloués pour nommer des magistrats spécialisés dans la lutte contre la cybercriminalité. Les parquets bénéficieront également d'un renfort de personnel pour mieux mener les enquêtes pénales d'exécution, et ainsi rechercher et ensuite saisir les ressources financières des criminels. Le service NTSU/CTIF de la PJF, chargé d'intercepter les télécommunications dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, se verra encore renforcé, comme mentionné précédemment.

En coopération avec la PJF, le parquet et l'administration fiscale, nous continuons à travailler sur un cadre juridique pour mettre en place une concertation et une coopération structurelles entre ces partenaires dans la lutte contre la fraude fiscale et sociale. Ce faisant, nous nous concentrons principalement sur la fraude fiscale grave, en focalisant essentiellement nos efforts sur la

hoe de coördinatie verloopt. Het is ruim 25 jaar geleden dat de Cel Vermiste Personen opgericht werd en nog dagelijks toont zij de absolute noodzaak van haar bestaan aan. Denk maar aan de recente overstroming waarbij meer dan 400 mensen opgespoord en teruggevonden werden. Ook komend jaar zullen nieuwe stappen gezet worden om verdwijningen zoveel als mogelijk een goede afloop te geven. Zo zal het project "geomatica" verdergezet worden opdat zoekingen en fouilles GPS-gewijs georganiseerd worden, gedocumenteerd en gelogd worden zodat deze zoekingen niet alleen veel performanter kunnen verlopen maar ook tegenstelbaar worden in geval van discussie en speculatie. De nieuwe mogelijkheden inzake DNA laten af en toe doorbraken toe in oude dossiers en via het project Kerkhof zullen hopelijk nog meer vermiste personen teruggevonden worden of onbekende lichamen geïdentificeerd worden. Tenslotte zal de internationale uitwisseling van DNA-profielen geregistreerd in de DNA-databank uitgebreid worden naar de INTERPOL DNA-databanken. Op deze manier zal de Belgische DNA-databank Vermiste Personen effectiever benut worden en een grotere bijdrage leveren aan het lokaliseren van vermiste personen en het identificeren van onbekende lichamen.

Het regeerakkoord bevat een reeks duidelijke en ambitieuze doelstellingen die rechtstreeks betrekking hebben op de federale gerechtelijke politie. Justitie zal dan ook alle initiatieven steunen die bijdragen aan de capaciteitsopbouw bij de federale gerechtelijke politie in haar strijd tegen georganiseerde criminaliteit en de verdere professionalisering van het gerechtelijk politiewerk en de aantrekkelijkheid van de jobs.

Strijd tegen georganiseerde misdaad

We versterken justitie en politie in de strijd tegen de georganiseerde misdaad. Daarvoor werden al extra middelen uitgetrokken om gespecialiseerde magistraten aan te stellen om cybercrime aan te pakken. Ook krijgen de parketten extra mensen om de strafuitvoeringsonderzoeken beter uit te voeren en zo op zoek te gaan naar de financiële middelen van criminelen en deze vervolgens aan te slaan. De dienst NTSU/CTIF van de FGP die instaat voor het onderscheppen van telecommunicatie in de strijd tegen georganiseerde misdaad wordt, zoals reeds vermeld, verder versterkt.

Samen met de FGP, het parket en de fiscale administratie werken we verder aan een wettelijk kader om een structureel overleg en samenwerking op poten te zetten tussen deze partners in de strijd tegen fiscale en sociale fraude. Daarbij richten we ons voornamelijk op de ernstige fiscale fraude, maximaal georiënteerd op de bestrijding van de georganiseerde criminaliteit,

lutte contre le crime organisé, plus particulièrement en réalisant la mise en œuvre des équipes d'enquête pluridisciplinaires (MOTEM).

La création d'une agence de recouvrement judiciaire sera examinée en concertation avec les différents acteurs.

Dans le cadre d'enquêtes portant sur des données financières, le projet "PCC 2" permet à la justice d'identifier les banques auprès desquelles une personne physique ou morale a des comptes bancaires ou des contrats. De cette façon, la justice peut interroger directement les institutions financières par le biais d'un système fiable.

Le phénomène de l'hameçonnage est en hausse depuis quelques années et la lutte efficace est entravée par les nombreux acteurs impliqués et son caractère international. Avec une nouvelle circulaire Phishing, nous voulons parvenir à un processus de travail uniforme dans lequel une communication rapide entre la police, la justice et le secteur financier est cruciale. Cette circulaire autorisera également les services de police locaux et fédéraux à transférer les informations d'un dossier répressif aux partenaires concernés dans le cadre de la lutte contre le phishing.

En plus de la concertation avec le secteur financier, nous examinerons également avec les opérateurs télécoms comment ils peuvent réagir de manière préventive mais aussi réactive en cas de cybercriminalité.

La rapidité, l'efficacité et la capacité de relier les données sont d'une grande importance afin d'éviter les doubles emplois. La possibilité d'une requête "circulaire" sera également examinée plus en détail.

L'approche administrative est un élément important de la lutte contre le crime organisé. Le projet de loi du ministère de l'Intérieur donnera forme à cette approche. Consciente du fait qu'il s'agit d'un élément essentiel d'une approche efficace de la criminalité subversive, la justice y contribuera pleinement, en coopérant à l'échange fluide d'informations judiciaires.

Lutte contre la criminalité liée à la drogue

La problématique du trafic de drogue et des nuisances liées à la drogue touche l'ensemble du pays.

La lutte contre la criminalité grave et organisée liée à la drogue s'intensifie encore. La criminalité subversive (corruption, blanchiment d'argent, violence) menace d'affecter notre tissu social et économique. Des personnes, y compris celles de la chaîne de sécurité ou du monde du journalisme, sont menacées. Le 30 septembre 2021, le

in het bijzonder door de werking van multidisciplinaire onderzoeksteams (MOTEM) te realiseren.

Het creëren van een justitieel incassobureau zal in overleg met de verschillende actoren worden onderzocht.

Met het project "CAP 2" kan justitie, in het kader van onderzoeken waarbij financiële gegevens een rol spelen, nagaan bij welke banken een natuurlijke of rechtspersoon bankrekeningen of contracten heeft. Op die manier kan het gerecht de financiële instellingen rechtstreeks bevragen via een betrouwbaar systeem.

Phishing kent als fenomeen de laatste jaren een grote opmars en de effectieve bestrijding wordt bemoeilijkt door de vele actoren en het internationaal karakter ervan. Met een nieuwe omzendbrief Phishing willen we tot een uniform werkproces komen waarbij snelle communicatie tussen de politie, justitie en de financiële sector van cruciaal belang is. Deze omzendbrief zal ook als machtiging gelden voor de lokale en federale politiediensten om in het kader van de bestrijding van phishing, informatie uit een strafdossier over te maken aan de relevante partners.

Naast overleg met de financiële sector gaan we ook met de telecomoperatoren verder bekijken hoe zij preventief maar ook reactief kunnen reageren bij gevallen van cybercriminaliteit.

Snelheid, efficiëntie en het kunnen linken van data zijn van groot belang waardoor dubbel werk kan vermeden worden. De mogelijkheid tot een doorloopvordering zal bij deze ook verder bekeken worden.

Bestuurlijke handhaving is een belangrijk onderdeel van de aanpak van de georganiseerde criminaliteit. Met het wetsontwerp van Binnenlandse Zaken zal deze handhaving vorm worden gegeven. Justitie zal hieraan voluit bijdragen, door mee te werken aan een vlotte informatie-uitwisseling van gerechtelijke informatie, vanuit het besef dat dit een wezenlijk onderdeel is van een effectieve aanpak van de ondermijnende criminaliteit.

Drugcriminaliteit aanpakken

In gans het land wordt men geconfronteerd met de problematiek van drughandel en drugoverlast.

De strijd tegen de zware en georganiseerde drugcriminaliteit wordt verder opgevoerd. De ondermijnende criminaliteit (corruptie, witwassen, geweld) dreigt ons maatschappelijk en economisch weefsel aan te tasten. Mensen, ook uit de veiligheidsketen of de journalistieke wereld, worden bedreigd. Op 30 september 2021 stond

compteur des saisies de cocaïne était déjà à 77 tonnes, en partie grâce aux informations du dossier SKY-ECC. Des services de sécurité solides et une justice efficace sont donc indispensables. C'est l'objectif du "Stroomplan XXL".

Dans le dossier SKY-ECC, la police et la justice belges, en coopération avec des partenaires des Pays-Bas, de France et d'euroOPOL, ont réussi à casser le système de communication du crime organisé et de la mafia internationale de la cocaïne.

La taille du dossier est telle qu'une structure de coordination nationale a été mise en place sous la direction du Collège des procureurs généraux afin de pouvoir orienter avec souplesse et, si nécessaire, réorienter la capacité des PJF et du ministère public, même au-delà des ressorts. Les efforts visant à renforcer la PJF seront poursuivis.

Pour répondre aux besoins opérationnels résultant de ce dossier, 61 collaborateurs (dont 25 juristes de parquet et référendaires) ont été rapidement recrutés pour le ministère public et le siège. Le NTSU, le service spécialisé dans l'interception de données de la police fédérale, a été renforcé et nous avons pu réaliser d'importants investissements afin d'avoir accès à des équipements modernes. Ces renforcements deviennent structurels. Les enquêtes sur le milliard de messages cryptés se poursuivent, sous l'impulsion de la structure de coordination nationale.

Mais les ramifications du dossier SKY-ECC ne nous empêchent pas de préparer l'avenir, via le "Stroomplan XXL", notamment pour parvenir à une approche plus structurelle et efficace de l'importation internationale de cocaïne via l'Escaut vers la rive droite ou gauche. C'est pourquoi, en 2022, nous nous préparons à confier systématiquement et exclusivement les dossiers relatifs à l'importation de stupéfiants et de substances psychotropes via l'Escaut aux services judiciaires d'Anvers à partir de 2023. Cela se fera non seulement au niveau du parquet (le procureur du port) mais aussi au niveau du siège.

Une telle approche garantit l'unité de commandement et une voix unifiée dans le développement d'une politique pénale appropriée.

L'interdiction de se rendre dans les ports, si elle est approuvée par le parlement, sera introduite et permettra d'interdire systématiquement l'accès au port aux criminels de la drogue condamnés.

Les présumés criminels de la drogue, qui séjournent à l'étranger, seront traqués, poursuivis et punis. À cette

de teller van de inbeslagnames cocaïne reeds op 77 ton, mede dankzij de informatie uit het dossier SKY-ECC. Robuuste veiligheidsdiensten en een effectieve justitie zijn daarom een must. Dat is de inzet van het stroomplan XXL.

In het dossier SKY-ECC slaagden de Belgische politie en justitie, samen met de partners uit Nederland, Frankrijk en euroOPOL, erin het communicatiesysteem van de georganiseerde misdaad en de internationale cocaïnemaffia te kraken.

Het dossier heeft een zodanige omvang dat een nationale coördinatiestructuur werd ingesteld onder regie van het College van procureurs-generaal om flexibel capaciteit van de FGP's en het OM te kunnen oriënteren en desgevallend te kunnen heroriënteren, zelfs over de ressorten heen. Deze inspanningen om de FGP te versterken, worden verdergezet.

Om tegemoet te komen aan de operationele noden ingevolge dit dossier, werden in snel tempo 61 medewerkers (waaronder 25 parketjuristen en referendarissen) aangeworven voor het Openbaar Ministerie en de zetel. NTSU, de gespecialiseerde dienst van de federale politie voor datainterceptie, werd versterkt en we deden belangrijke investeringen om te kunnen beschikken over moderne apparatuur. Deze versterkingen worden structureel. De onderzoeken ingevolge het miljard aan versleutelde berichten gaan verder, onder impuls van de nationale coördinatiestructuur.

Maar de uitlopers van het dossier SKY-ECC beletten ons niet om de toekomst voor te bereiden, via het stroomplan XXL, met name om te komen tot een meer structurele en effectieve aanpak van de internationale invoer van cocaïne die via de Schelde richting rechter- of linkeroever gaat. Daarom zullen we in 2022 de voorbereidingen treffen om vanaf 2023 de dossiers inzake de invoer van verdovende middelen en psychotrope stoffen via de Schelde, systematisch en exclusief toe te wijzen aan de Antwerpse gerechtelijke diensten. Dit gebeurt niet enkel op het niveau van het parket (de havenprocureur) maar eveneens op het niveau van de zetel.

Een dergelijke aanpak zorgt voor eenheid van commando en een unisono stem in de uitwerking van een aangepast strafrechtelijk beleid.

Het havenverbod, indien goedgekeurd in het parlement, wordt ingevoerd en maakt het mogelijk om veroordeelde drugcriminelen de toegang tot de haven systematisch te ontzeggen.

Vermeende drugcriminelen, die zich in het buitenland ophouden, worden opgespoord, vervolgd en bestraft. We

fin, nous sommes en train de négocier un traité d'entraide judiciaire et d'extradition avec les Émirats arabes unis. Nous continuons à miser sur la coopération avec nos pays voisins, et plus particulièrement les Pays-Bas.

Afin de consolider une bonne position d'information, les informations doivent être partagées plus souvent, également par le biais des projets d'analyse EMPACT d'euroOPOL. Il y aura davantage de coopération opérationnelle via les JIT (Joint Investigation Teams).

Pour minimiser les chances de succès des criminels, nous investissons dans une meilleure sécurité portuaire dans notre pays. À cette fin, nous proposerons une modification du Code de la Navigation. Cette nouvelle loi sur la sûreté maritime nous permet d'élaborer les normes et standards de sûreté nécessaires auxquels les ports et les installations portuaires doivent se conformer. Nous prévoyons également les incriminations nécessaires pour empêcher tout accès non autorisé. Ces mesures s'inscrivent ainsi dans la lutte contre la criminalité organisée liée à la drogue et la transmigration.

Enfin, nous avons constaté que les laboratoires de production de drogues synthétiques se sont multipliés dans la région frontalière (la Campine et le Limbourg) et à certains endroits en Wallonie, entraînant des dommages environnementaux considérables dus au déversement de déchets, et des situations dangereuses (incendies, explosions, etc.). Nous développons davantage le "Stroomplan XXL" pour lutter également contre cette criminalité organisée de manière coordonnée et en coopération avec les institutions et autorités administratives.

Follow the money

Nous réduisons les avoirs criminels, notamment en investissant dans des magistrats EPE et en adoptant une approche spécifique de "suivi de l'argent" au sein de la PJF. En déployant des efforts supplémentaires dans l'enquête pénale d'exécution, nous recherchons les avoirs des personnes condamnées afin de pouvoir donner exécution aux amendes et aux confiscations. La loi de 2014 sera également appliquée de cette manière. Nous prévoyons 1,45 million d'euros pour engager 24 employés supplémentaires à la Justice. Au sein de la police judiciaire fédérale, une directive interne permettra d'harmoniser l'approche des enquêtes patrimoniales et les capacités nécessaires seront mises à disposition au niveau des différentes PJF et des directions centrales. Cette directive couvre également les enquêtes pénales d'exécution (EPE).

onderhandelen daarvoor met de Verenigde Arabische Emiraten een rechtshulp- en een uitleveringsverdrag. We blijven inzetten op de samenwerking met onze buurlanden, niet in het minst Nederland.

Om een goede informatiepositie te bestendigen, moet informatie meer gedeeld worden; ook via de EMPACT-analyseprojecten van euroOPOL. Via JIT's (Joint Investigation Teams) zal er méér operationeel worden samengewerkt.

Om de slaagkans van de criminelen zo klein mogelijk te maken, investeren we in een betere beveiliging van onze havens. Hiervoor zullen we een wijziging van het scheepvaartwetboek voorstellen. Met deze nieuwe wet op de maritieme beveiliging ontwikkelen we de nodige beveiligingsnormen en standaarden waaraan de havens en havenfaciliteiten moeten voldoen. We voorzien ook de nodige strafbaarstellingen, om te vermijden dat onbevoegden toegang krijgen. Deze maatregelen maken op die manier onderdeel uit van de strijd tegen de georganiseerde drugcriminaliteit en de transmigration.

Tot slot stellen we vast dat er in de grensstreek (Kempen en Limburg) en in sommige plaatsen in Wallonië synthetische labo's als paddenstoelen uit de grond rijzen met aanzienlijke milieuschade door dumpen van het afval en gevaarlijke situaties (branden, ontploffingen...) als gevolg. We breiden het stroomplan XXL uit om ook deze georganiseerde criminaliteit op gecoördineerde wijze en in samenwerking met de bestuurlijke overheden aan te pakken.

Follow the money

Het criminele vermogen nemen we af, onder meer door investeringen in SUO-magistraten en een specifieke "follow the money"-aanpak binnen de FGP. Door de extra inzet op het strafuitvoeringsonderzoek gaan we op zoek naar bezittingen van veroordeelde personen om uitvoering te kunnen geven aan de geldboetes en verbeurdverklaringen. De wet van 2014 op het strafuitvoeringsonderzoek zal op die manier systematisch worden toegepast. We voorzien 1,45 miljoen euro voor 24 extra medewerkers bij justitie. Bij de federale gerechtelijke politie zal de aanpak van vermogensonderzoeken via een interne richtlijn geharmoniseerd worden en zal de nodige capaciteit worden vrijgemaakt, bij de diverse FGP's en bij de centrale directies. Deze richtlijn heeft ook betrekking op de strafuitvoeringsonderzoeken (SUO).

Lutte contre la violence intrafamiliale et sexuelle

Ensemble avec la secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, nous allons encore développer les Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles. Nous veillons à ce qu'il y ait un centre de prise en charge dans chaque province. En 2022, nous ouvrirons des centres de soins à Louvain, Roulers, Arlon et Namur. Nous contribuons à la mise en place de campagnes d'information sur ces centres.

Le projet pilote Code 37, initialement lancé en coopération avec le parquet d'Anvers, a entraîné une diminution du nombre de classements sans suite et une augmentation des condamnations. Le projet sera évalué, optimisé et introduit progressivement au niveau national. Nous suivons cette évolution de près et soutenons activement l'Institut national de Criminologie et de Criminologie (INCC) dans cette démarche.

Nous suivons et soutenons également la mise en place du moniteur de récidive par l'INCC.

Nous rédigeons un projet de loi visant à simplifier les tests ADN dans les cas de violences sexuelles afin qu'aucune preuve ne soit perdue. L'établissement d'un profil ADN dans les dossiers de délits sexuels deviendra ainsi la règle.

Nous veillons à faire preuve de plus d'humanité dans le traitement des affaires de mœurs. Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Conseil supérieur de la Justice après le meurtre de Julie Van Espen, nous assurons une communication proactive, claire et compréhensible avec la victime.

Nous nous attaquons à la violence sexuelle en ligne. Ainsi, en concertation avec Facebook et Google, nous examinons comment affiner la loi du 4 mai 2020 visant à combattre la diffusion non consensuelle d'images et d'enregistrements à caractère sexuel. Ce perfectionnement permettrait aux sociétés de médias sociaux d'intervenir plus rapidement, afin de mettre un terme à la diffusion non souhaitée d'images dans les plus brefs délais.

Nous étudions les moyens d'augmenter le volume et la capacité de la base de données VICLAS (Violent Crime Linkage Analysis System). L'achèvement du plan d'action visant à standardiser le fonctionnement interne et la transmission d'informations de la base de données est prévu pour 2022.

De plus, une nouvelle mise à jour du logiciel et la mise en œuvre de VICLAS 5.0 sont également prévues (en fonction de l'avancement des consultations avec la

Strijd tegen intrafamiliaal en seksueel geweld

Samen met de staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen en Diversiteit worden de Zorgcentra voor Seksueel Geweld verder uitgebreid. We zorgen ervoor dat er in elke provincie een zorgcentrum komt. In 2022 openen we zorgcentra in Leuven, Roeselare, Aarlen en Namen. We zetten mee informatiecampagnes op over deze centra.

Het pilootproject Code 37, initieel gestart in samenwerking met het parket Antwerpen, resulteerde in een daling van het aantal seponeringen en een stijging van veroordelingen. Het project wordt verder geëvalueerd, geoptimaliseerd en stapsgewijs nationaal voorzien. We volgen het nauwgezet op en ondersteunen hierbij actief het Nationaal Instituut voor Criminologie en Criminologie (NICC).

Ook de opzet van de recidivemonitor door het NICC wordt mee ondersteund en opgevolgd.

We stellen een wetsontwerp op dat het DNA-onderzoek bij seksueel geweld vereenvoudigt zodat er geen bewijs verloren gaat. Het opstellen van een DNA-profiel in dossiers van seksuele misdrijven zal zo de regel worden.

We hebben aandacht voor nog meer menselijkheid in het behandelen van zedenzaken. In het kader van de uitvoering van de aanbevelingen van de Hoge Raad voor Justitie na de moord op Julie Van Espen zorgen we voor een proactieve, heldere en begrijpelijke communicatie met het slachtoffer.

We pakken online seksueel geweld aan. Zo bekijken we, in overleg met Facebook en Google, hoe we de wet ter bestrijding van niet-consensuele verspreiding van seksueel getinte beelden en opnames van 4 mei 2020 kunnen verfijnen. Door deze verfijning zouden sociale mediabedrijven sneller kunnen ingrijpen zodat de ongewenste verspreiding van beelden zo snel mogelijk teniet kan worden gedaan.

We bekijken hoe we het volume en de capaciteit van de VICLAS-databank (Violent Crime Linkage Analysis System) nog kunnen versterken. Voor 2022 staat de afronding van het actieplan om de interne werking en de informatiedoorstroming van de databank te standaardiseren, ingepland.

Daarnaast is ook de verdere update van de software en de implementatie van VICLAS 5.0 voorzien (afhankelijk van de vorderingen in het overleg met de Canadese

police canadienne qui a développé le logiciel). Un autre objectif pour 2022 est la poursuite du développement des contacts internationaux avec les pays qui utilisent également VICLAS, dans une perspective de benchmarking ou de partenariats.

Nous mettons à jour les accords de coopération flamands, wallons et bruxellois sur le traitement et l'accompagnement des auteurs d'abus sexuels.

Nous soutenons les Communautés en ce qui concerne le fonctionnement de la chaîne et la poursuite du développement des centres de justice familiale.

Sur la base de la circulaire ministérielle du 29 mai 2019, un projet pilote a été lancé dans la zone de police de Gand concernant une alarme harcèlement mobile pour les victimes de harcèlement mettant leur vie en danger par un ex-partenaire. Ce projet pilote a été évalué très positivement en 2021 par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH). L'alarme offre une grande valeur ajoutée en termes de sécurité et de prévention dans les situations de danger vital. En collaboration avec la ministre de l'Intérieur, la secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, ainsi qu'en concertation étroite avec la police, nous implémenterons l'alarme harcèlement sur l'ensemble du territoire et nous élaborerons une politique nationale.

La circulaire COL 15/2020 prévoit l'utilisation par les services de police et les parquets d'un outil d'évaluation du risque de première ligne en matière de violence conjugale. L'échange électronique de ce formulaire entre la police et les parquets sera introduit.

Les travaux se poursuivront dans le cadre du plan d'action "Justice pour les victimes de violences sexuelles et intrafamiliales". En concertation avec les différents acteurs de la chaîne et en fonction des priorités fixées par le groupe de pilotage, l'outil d'évaluation des risques sera développé et professionnalisé.

En plus de proposer le jugement sous forme numérique, nous voulons également nous concentrer sur un meilleur soutien numérique aux victimes dans la chaîne de l'exécution des peines, ainsi que sur la numérisation de certaines opérations pour accroître l'efficacité du processus d'exécution de la peine. Actuellement, nous travaillons en étroite coopération avec le ministère public, le siège et les maisons de justice pour cartographier le processus d'exécution de la peine et identifier les possibilités d'amélioration.

Le dossier numérique sera introduit après la phase de test. Grâce à ces évolutions, les différents acteurs

politie die de software heeft ontwikkeld). Ook de verdere uitbouw van de internationale contacten met landen die ook VICLAS gebruiken, is een doelstelling voor 2022, met het oog op benchmarking of samenwerkingsverbanden.

We actualiseren de Vlaamse, Waalse en Brusselse samenwerkingsakkoorden inzake de behandeling en begeleiding van daders van seksueel misbruik.

We ondersteunen de gemeenschappen aangaande de ketenwerking en de verdere uitbouw van de Family Justice Centers.

Op basis van de ministeriële omzendbrief van 29 mei 2019 werd gestart met een pilootproject in de politiezone Gent betreffende een mobiel stalkingalarm voor slachtoffers van levensbedreigende stalking door een ex-partner. Dit proefproject werd in 2021 heel positief geëvalueerd door het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen (IGVM). Het alarm biedt een grote meerwaarde op het vlak van veiligheid en preventie in levensbedreigende situaties. Samen met de minister van Binnenlandse Zaken, de staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen en Diversiteit én in nauw overleg met de politie voorzien we het stalkingalarm op het gehele grondgebied en werken we een nationaal beleid uit.

De omzendbrief COL 15/2020 voorziet het gebruik door de politiediensten en de parketten van een tool voor de eerstelijnsrisico-evaluatie inzake partnergeweld. De elektronische uitwisseling van dit formulier tussen politie en parket wordt ingevoerd.

De werkzaamheden in het kader van het actieplan "Justitie voor slachtoffers van seksueel geweld en intrafamiliaal geweld" zullen worden verdergezet. In overleg met de verschillende ketenactoren en volgens de prioriteiten die door de stuurgroep worden bepaald, zal de risicotaxatietool verder worden uitgebouwd en geprofessionaliseerd.

Naast het digitaal aanbieden van het vonnis willen we ook focussen op een betere digitale ondersteuning van de slachtoffers in de strafuitvoeringsketen, alsook een digitalisering van bepaalde handelingen om de efficiëntie van het strafuitvoeringsproces te verhogen. Momenteel werken we nauw samen met het openbaar ministerie, de zetel en de justitieuhuizen om het strafuitvoeringsproces in kaart te brengen en opportuniteiten voor verbetering te identificeren.

Het digitaal dossier zal na de testfase worden ingevoerd. Dankzij deze ontwikkelingen zullen de verschillende

de la justice pourront signer les documents nécessaires via la solution JustSign et mettre le dossier à disposition des victimes de violences sexuelles et intrafamiliales.

Les flux de données numériques entre la justice et la police seront également améliorés afin que la chaîne puisse gérer ces dossiers de manière rapide et professionnelle.

Dans notre approche, nous tenons également compte des recommandations supplémentaires prévues dans la résolution de la Chambre du 22 avril 2021 sur la violence intrafamiliale, en particulier à l'égard des femmes et des enfants. Ainsi, nous encourageons les parquets à se concentrer davantage sur l'interdiction temporaire de résidence dans la lutte contre la violence conjugale, nous évaluons et optimisons la plateforme I+Belgium et nous continuons à prêter attention à la victime dans les procédures de médiation pénale. Nous évaluons la possibilité d'étendre l'audition audiovisuelle à toutes les victimes de violences sexuelles et intrafamiliales. Nous veillons progressivement à ce que les procès-verbaux existants soient repris dans une catégorie distincte pour enregistrer la violence intrafamiliale.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de l'objectif de développement durable SDG 5 relatif à l'égalité des sexes et l'autonomie de toutes les femmes et filles.

Infractions environnementales

Dans la mesure où il s'agit d'une matière spécifique et qu'il s'agit de législations particulières, des formations sont dispensées en droit pénal de l'environnement par l'institut de formation judiciaire (IFJ).

Ces formations entendent offrir aux participants un aperçu détaillé des fondements du droit pénal de l'environnement. Elles se veulent résolument pratique, mettant en présence tous les acteurs de la chaîne pénale, qu'il s'agisse de magistrats, de membres de la police fédérale ou des fonctionnaires des administrations régionales.

Nous sollicitons l'avis du Collège des cours et tribunaux et du Collège des procureurs généraux pour désigner dans chaque parquet un magistrat de référence pour les infractions spécifiques au droit de l'environnement, ainsi qu'un juge spécialisé en la matière qui pourrait traiter les affaires environnementales portées par le parquet. Nous veillons, en concertation avec les collègues, à ancrer légalement la spécialisation des magistrats et du personnel judiciaire dans le domaine des infractions environnementales.

acteurs van justitie via de JustSign oplossing de nodige documenten kunnen ondertekenen en het dossier ter beschikking kunnen zetten van slachtoffers van seksueel en intra familiaal geweld.

Ook de digitale datastromen tussen justitie en politie zullen verder verbeterd worden zodat de keten snel en professioneel deze dossiers kan beheren.

Daarnaast hebben we in onze aanpak oog voor de bijkomende aanbevelingen voorzien in de resolutie van de Kamer van 22 april 2021 over het intrafamiliaal geweld in het bijzonder tegen vrouwen en kinderen. Zo stimuleren we onder meer de parketten om nog meer in te zetten op het tijdelijk huisverbod in de strijd tegen partnergeweld, evalueren en optimaliseren we het I+Belgium platform en blijven we aandacht hebben voor het slachtoffer in de procedures van strafrechtelijke bemiddeling. We evalueren de mogelijkheid om het audiovisueel verhoor uit te breiden naar alle slachtoffers van seksueel en intrafamiliaal geweld. We zorgen er stapsgewijs voor dat de bestaande processen-verbaal in een aparte categorie worden ingedeeld om intrafamiliaal geweld te registreren.

Deze maatregelen passen binnen SDG 5 omtrent gendergelijkheid en de empowerment van vrouwen en meisjes.

Milieumisdrijven

Aangezien het hier om specifieke materie gaat met specifieke wetgevingen, voorziet het Instituut voor gerechtelijke opleiding (IGO) in opleidingen rond milieustrafrecht.

Deze opleidingen zijn bedoeld om de deelnemers een gedetailleerd overzicht te geven van de basisbeginselen van het milieustrafrecht. Het gaat om louter praktische opleidingen waarbij alle actoren uit de strafrechtketen worden betrokken, of het nu gaat om magistraten, leden van de federale politie of ambtenaren van de gewestelijke administraties.

Wij winnen het advies in van het College van hoven en rechtbanken en van het College van Procureurs-generaal, om in elk parket een referentiemagistraat aan te stellen voor misdrijven die specifiek zijn voor het milieurecht, alsook een in deze materie gespecialiseerde rechter die de milieuzaken zou kunnen behandelen die door het parket worden aangebracht. We zorgen in samenspraak met de colleges voor de wettelijke verankering van de specialisatie van magistraten en gerechtspersoneel op het vlak van milieumisdrijven.

Cette nouvelle spécialisation des magistrats leur permet non seulement de prendre des initiatives dans la détection des infractions environnementales, mais aussi de juger plus rapidement les contrevenants.

L'unité de la police judiciaire fédérale dédiée à l'environnement et à la santé publique assumera un rôle de coordination afin de créer une plus grande uniformité et plus d'attention pour l'approche policière des escroqueries organisées et surtout internationales en matière de déchets, d'escroqueries dans les plantes et les animaux protégés, d'écofraude et de criminalité pharmaceutique.

Sécurité routière

Comparé à d'autres pays européens, notre pays compte encore un nombre trop élevé de tués sur nos routes. En 2020, nous avons perdu pas moins de 499 personnes dans la circulation. La mortalité routière se situe principalement sur nos autoroutes et la vitesse reste le principal tueur. C'est inacceptable. Dans l'accord de gouvernement, ce gouvernement a approuvé l'objectif européen "vision zéro", c'est-à-dire zéro morts sur les routes d'ici 2050, avec un objectif intermédiaire de 320 morts d'ici 2030. Les chances d'être attrapé doivent augmenter. Nous allons donc, au sens figuré, passer à la vitesse supérieure pour atteindre ces objectifs. La Justice le fera en 2021-2022 en se concentrant sur quatre mesures concrètes: la suppression progressive des quotas et des marges de tolérance, la création d'un parquet pour la sécurité routière, l'activation accélérée des contrôles de trajet et d'autres installations d'application et le renforcement des centres régionaux de traitement. La plateforme de perception Crossborder et le parquet national routier élaborent une approche appropriée de la récidive routière en concertation avec tous les partenaires. La Justice soutient toutes les initiatives prises par le ministre de la Mobilité en faveur d'un permis de conduire à points comme défini dans l'accord de gouvernement.

Délits financiers et fiscaux

Dans le domaine de la criminalité financière et fiscale, nous sommes généralement confrontés à des enquêtes particulièrement complexes en termes de charge de la preuve, souvent avec des ramifications dans d'autres pays où l'argent est parqué, mais aussi en termes de procédure. Ce n'est un secret pour personne que les procédures prennent parfois beaucoup de temps, trop de temps, également par la faute des prévenus eux-mêmes.

Nous mettons à disposition des fonds pour lutter contre la fraude fiscale dans les parquets et les tribunaux de première instance. Avec ce gouvernement, nous mettons fin aux compressions dans le domaine de la justice. Spécifiquement pour ce type de criminalité, un

Deze specialisatie van de magistraten zal hen niet alleen in staat stellen initiatieven te nemen bij het opsporen van milieudelicten, maar ook om overtreders sneller te berechten.

De dienst Public Health and Environmental Crime van de federale gerechtelijke politie zal een coördinerende rol opnemen om nog meer uniformiteit en aandacht te bekomen voor de politionele aanpak van georganiseerde en vooral internationale afvalzwendel, zwendel in beschermde planten en dieren, ecofraude en pharmacrime.

Verkeersveiligheid

In vergelijking met andere Europese landen telt ons land nog een te hoog aantal dodelijke verkeersslachtoffers. Maar liefst 499 mensen hebben we in 2020 in het verkeer verloren. De mortaliteit in het verkeer situeert zich vooral op onze autosnelwegen en snelheid blijft de belangrijkste killer. Dat is onaanvaardbaar. Deze regering heeft in het Regeerakkoord de Europese doelstelling "vision zero" van nul verkeersdoden tegen 2050 onderschreven, met een tussentijdse doelstelling van 320 tegen 2030. De pakkans moet omhoog. We gaan dus figuurlijk een versnelling hoger schakelen om die doelstellingen te behalen. Vanuit Justitie doen we dat in 2021-2022 door in te zetten op 4 concrete maatregelen: het geleidelijk afschaffen van de quota's en tolerantie marges, de oprichting van een parket voor verkeersveiligheid, de versnelde activatie van de trajectcontroles en andere handhavinginstallaties en de versterking van de gewestelijke verwerkingscentra. Het inningsplatform Crossborder en het nationaal verkeersparket werken in overleg met alle partners een passende aanpak uit voor recidive in het verkeer. Justitie zet mee haar schouders onder alle initiatieven die genomen worden door de minister van Mobiliteit richting een rijbewijs met punten zoals bepaald in het regeerakkoord.

Financiële en fiscale misdrijven

In het domein van de financiële en fiscale criminaliteit worden we meestal geconfronteerd met bijzonder complexe onderzoeken op het vlak van bewijslast met vaak vertakkingen naar andere landen waar het geld wordt geparkeerd; maar ook op het vlak van procedure. Het is geen geheim dat procedures soms bijzonder lang, te lang, duren ook door toedoen van beklaagden zelf.

We maken middelen vrij voor de aanpak van fiscale fraude bij de parketten en de rechtbanken van eerste aanleg. Met deze regering stellen we een einde aan de besparingen binnen Justitie. Specifiek voor dit soort criminaliteit werd er extra budget voorzien voor de aanwerving

budget supplémentaire a été prévu pour le recrutement de 6 substituts fiscaux et 6 experts cette année dans les parquets et de 6 juges fiscaux, 12 greffiers et 6 assistants dans les tribunaux de première instance en 2022. Nous leur proposons des formations sur mesure.

Afin de compenser la baisse des effectifs de la police en cette matière, plus de 600 postes vacants à la PJF ont été ouverts depuis la fin de l'année dernière, également pour des profils spécialisés dans les domaines ECOFIN et confiscation de gains illicites. Malheureusement, plus de la moitié de ces postes vacants sont restés sans réponse pour le moment. C'est très inquiétant. Les causes sont diverses. Des campagnes de branding personnalisées sont nécessaires. Les États généraux de la police ont été lancés par mon collègue de l'Intérieur.

Le Comité ministériel de lutte contre la fraude fiscale et sociale a décidé d'élaborer un cadre juridique permettant la concertation et la coopération entre le parquet, la police judiciaire fédérale et l'administration fiscale pour combattre la fraude fiscale grave, organisée ou non. L'objectif est de se concentrer au maximum sur la lutte contre la criminalité organisée, en réalisant notamment la mise en œuvre des MOTEM (équipes pluridisciplinaires d'enquête). Ce cadre sera élaboré par les membres du Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale et les représentants du Collège des procureurs généraux.

Des accès supplémentaires au PCC sont prévus pour le procureur du roi. L'objectif est de donner la possibilité au procureur d'utiliser au maximum le PCC 2. Actuellement, cela n'est possible que pour certains types de délits (terrorisme, blanchiment d'argent, fraude fiscale), ce qui ne correspond pas aux besoins du terrain. Nous fournissons également un accès aux magistrats EPE et aux présidents des tribunaux d'entreprise.

Nous évaluerons, notamment en concertation avec le Collège des procureurs généraux, la loi sur la transaction pénale élargie et, sur cette base, d'éventuelles propositions d'amélioration seront discutées au sein du gouvernement.

Les travaux se poursuivront sur le cadre juridique visant à établir un registre central des interdictions de gérer.

Nous travaillons sur une législation réparatrice en ce qui concerne les dispositions "Una via", telles qu'introduites par la loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social.

van 6 fiscale substituten en 6 deskundigen dit jaar bij de parketten en 6 fiscale rechters, 12 griffiers en 6 assistenten bij de rechtbanken eerste aanleg in 2022. We bieden hen opleidingen op maat aan.

Om de afkalvende personeelseffectieven bij de politie in deze materie op te vangen, werden sinds eind vorig jaar meer dan 600 vacatures bij de FGP opengesteld, ook voor gespecialiseerde profielen in de ECOFIN- en kaalplukdomeinen. Helaas bleven meer dan de helft van deze vacatures vooralsnog zonder respons. Dat is ronduit zorgwekkend. De oorzaken zijn divers. Aangepaste brandingcampagnes zijn noodzakelijk. De Staten-generaal van de politie werden opgestart door mijn collega van Binnenlandse Zaken.

Er werd door het Ministerieel comité voor de strijd tegen de fiscale en sociale fraude beslist om een wettelijk kader uit te werken zodat een overleg en samenwerking tussen parket, Federale Gerechtelijke Politie en de fiscale administratie mogelijk wordt met het oog op de bestrijding van ernstige fiscale fraude, al dan niet georganiseerd, maximaal georiënteerd op de bestrijding van de georganiseerde criminaliteit, in het bijzonder om de werking van de MOTEM (multidisciplinaire onderzoeksteams) te realiseren. Dit kader zal worden uitgewerkt door de leden van het College voor de strijd tegen de fiscale en sociale fraude en vertegenwoordigers van het College van procureurs-generaal.

Bijkomende toegangen tot het CAP worden voorzien voor de Procureur des Konings. De bedoeling is aan de procureur de gelegenheid te geven om het CAP 2 maximaal te benutten. Nu mag dat enkel voor bepaalde types misdrijven (terrorisme, witwassen, fiscale fraude), wat niet overeenstemt met de noden op het terrein. Ook voor SUO-magistraten en voorzitters van ondernemingsrechtbanken voorzien we toegang.

In samenspraak met o.a. het College van procureurs-generaal evalueren we de wet op de verruimde minnelijke schikking en op basis hiervan zullen eventuele verbetervoorstellen worden besproken in de regering.

Er zal verder gewerkt worden op het wettelijk kader om een centraal register voor bestuursverboden op te richten.

We werken aan reparatiewetgeving met betrekking tot de una via-bepalingen, zoals ingevoerd door de Wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediens, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek.

Grâce à une meilleure coordination et à un meilleur échange d'informations, le projet BELFI pourra renforcer l'impact de ses opérations afin de parvenir à la dissolution de sociétés suspectes et au démantèlement de structures commerciales. La lutte contre les groupes d'auteurs criminels actifs dans les phénomènes de soutien 'drogues/armes/faux documents' sera poursuivie.

Dans la lignée du projet BELFI lancé à Bruxelles, des projets multidisciplinaires similaires ont été mis en place dans d'autres arrondissements judiciaires pour lutter contre le blanchiment d'argent par des organisations criminelles et la fraude économique, fiscale et sociale. Citons par exemple le projet Horus à Mons, visant à s'attaquer aux sièges sociaux fictifs, le projet Figaro à Gand contre les organisations frauduleuses et les sociétés dormantes, le projet Company Dumping à Bruxelles et Lescoop (LeuvenseSPOOK BedrijvenCounteren) à Louvain. Ces projets sont développés et suivis, entre autres, au sein du réseau Ecofin de la FJP. L'approche multidisciplinaire reste au cœur de cette démarche.

Pour la Justice et la police, l'engagement continu des différents partenaires tels que le SPF Finances, le SPF Sécurité sociale, le SPF Économie et autres est donc très nécessaire pour bannir ce type d'organisations criminelles et frauduleuses de notre économie. L'interdiction professionnelle, la dissolution, d'autres condamnations pénales et certainement aussi la récupération d'avoir acquis illégalement sont des moyens de nuire à ces organisations et à leurs chefs de file.

Le ministre de la Justice,

Vincent VAN QUICKENBORNE

Door een betere coördinatie en uitwisseling van informatie zal het BELFI-project nog meer inzetten op een verdieping van de impact van zijn operaties om te komen tot een ontbinding van verdachte vennootschappen en ontmanteling van commerciële structuren. De strijd tegen criminele dadergroepen die actief zijn in de steunfenomenen drugs/wapens/valse documenten zal verdergezet worden.

In lijn met het in het Brussel opgestarte BELFI-project werden inmiddels in andere gerechtelijke arrondissementen gelijkaardige multidisciplinaire projecten opgezet in de strijd tegen witwas door criminele organisaties en economische, fiscale en sociale fraude. Zo zijn er bijvoorbeeld het Horus-project in Bergen gericht op de aanpak van fictieve vennootschapszetels, het Figaro-project in Gent tegen malafide organisaties en slapende vennootschappen, het project Company Dumping in Brussel en Lescoop (LeuvenseSPOOK bedrijvenCounteren) in Leuven. Deze projecten worden verder uitgebouwd en opgevolgd binnen onder meer het Ecofin-netwerk van de FGP.

Voor Justitie en politie is het blijvend engagement van de diverse partners zoals de FOD Financiën, FOD Sociale Zekerheid, FOD Economie en anderen dan ook erg nodig om dit type criminele en malafide organisaties uit onze economie te bannen. Het beroepsverbod, de ontbinding, andere strafrechtelijke veroordelingen en zeker ook de recuperatie van illegaal verkregen vermogen zijn middelen om dergelijke organisaties en hun kopmannen pijn te doen.

De minister van Justitie,

Vincent VAN QUICKENBORNE

MER DU NORD

Notre mer du Nord est de plus en plus souvent considérée comme la onzième province de la Belgique. Il s'agit d'un nouveau territoire qui est essentiel au développement de notre pays.

L'année dernière, marquée par la pandémie de COVID-19, a une fois de plus mis en évidence l'importance de la mer pour l'approvisionnement de notre pays, l'apport énergétique et le bien-être des nombreuses personnes qui sont venues y chercher une certaine sérénité en ces temps difficiles.

Cette année encore, il faudra continuer à mener une politique déterminée en mer du Nord. Notre action vise à continuer à protéger le milieu marin tout en prenant soin de tous ceux qui y habitent, y travaillent ou aiment profiter de ses bienfaits. Dès lors, au cours de l'année à venir, nous continuerons à collaborer avec les collègues en charge de l'énergie, du climat et de l'économie pour œuvrer dans ce sens.

Le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) met en garde contre un réchauffement de la planète de plus de 1,5 ou 2 % si nous ne réduisons pas significativement les émissions de CO₂ et autres gaz à effet de serre dans les prochaines années. Plus encore, le réchauffement de plus de 1,5 % sera atteint bien plus rapidement qu'on ne le pensait. Il interviendra d'ici 10 ans déjà et nous ne pourrons plus arrêter cette accélération. Des mesures radicales et une action rapide aux niveaux national, européen et international s'imposent donc. Une politique ambitieuse pour la mer du Nord peut faire la différence dans ce domaine.

Cette année aussi, nous nous concentrons sur les cinq piliers de notre politique pour la mer du Nord:

- plus d'énergie bleue;
- plus d'économie bleue;
- plus de nature bleue;
- plus de navigation bleue;
- plus de bleu en mer.

Nous continuerons à travailler pour développer une législation transparente et pour simplifier les procédures et diminuer la charge administrative avec comme mot d'ordre la numérisation.

NOORDZEE

Onze Noordzee wordt steeds vaker gezien als de elfde provincie van België. Het is het nieuwe wingewest, dat essentieel is voor de ontwikkeling van ons land.

Het afgelopen jaar, getekend door de COVID-19-pandemie, werd nogmaals duidelijk hoe belangrijk de zee is voor de bevoorrading van ons land, de bijdrage aan onze energievoorziening en voor het welzijn van de vele mensen die er in deze moeilijke tijden de nodige rust kwamen zoeken.

Een sterk Noordzeebeleid blijft ook dit jaar cruciaal. Ons beleid is erop gericht het mariene milieu verder te beschermen en oog te hebben voor iedereen die aan de zee woont, erop werkt of er graag van geniet. We zullen hiervoor het komende jaar blijven samenwerken met de collega's die bevoegd zijn voor Energie, Klimaat en Economie.

Het recentste rapport van het IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change) waarschuwt voor een opwarming van de aarde met meer dan 1,5 % of 2 %, tenzij we de uitstoot van CO₂ en andere broeikasgassen in de komende jaren aanzienlijk verminderen. Meer nog, de opwarming met meer dan 1,5 % zal veel sneller bereikt worden dan gedacht. Binnen 10 jaar reeds en deze versnelling gaan we niet meer kunnen stoppen. Ingrijpende maatregelen en snelle acties dringen zich dan ook op, zowel op nationaal, Europees en internationaal niveau. Een ambitieus Noordzeebeleid kan hierin mee het verschil maken.

Ook dit jaar zetten we opnieuw in op de 5 pijlers van ons Noordzeebeleid:

- meer blauwe energie;
- meer blauwe economie;
- meer blauwe natuur;
- meer blauwe scheepvaart;
- meer blauw op zee.

We blijven hierbij werk maken van transparante wetgeving, vereenvoudiging van procedures en het verminderen van de administratieve lasten waarbij we volop de kaart trekken van de digitalisering.

1. Plus d'énergie bleue

Le changement climatique est l'un des plus grands défis du XXI^e siècle. La mer du Nord constitue un élément important de la solution. Non seulement en raison de son absorption des gaz à effet de serre, mais aussi et surtout en tant que source d'énergie renouvelable durable.

La Belgique est pionnière dans le développement de l'énergie éolienne offshore.

Dans le premier Plan d'aménagement des espaces marins, une zone de 225 km² a été déterminée, dans laquelle 399 éoliennes sont aujourd'hui installées, qui génèrent au total 2 262 MW d'énergie renouvelable. Cette production place la Belgique à la cinquième place au niveau européen, après le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark, et elle correspond à 10 % de la demande totale d'électricité en Belgique en fournissant de l'électricité verte à plus de 2,2 millions de ménages.

La Commission européenne a fixé un objectif de 32 % d'énergies renouvelables d'ici 2030 et le paquet "Ajustement à l'objectif 55" a porté cet objectif à 40 %. Dans le plan national énergie-climat, la Belgique prévoit que 17,5 % de l'électricité proviendra d'énergies renouvelables. Pour la partie belge de la mer du Nord, cela signifie qu'il faut produire au moins 4 GW d'énergie offshore. Conformément à l'accord de gouvernement, nous avons examiné avec la ministre de l'Énergie si une augmentation de capacité éolienne offshore pouvait être réalisée dans la mer du Nord belge.

Une étude récente sur le coût actualisé de l'énergie (NdR "Levelized Cost of Energy" LCOE) a analysé dans quelle mesure une augmentation de la capacité de production est réalisable d'un point de vue économique et a calculé en même temps son effet sur les coûts de production de l'énergie. Sur la base de cette étude, le Conseil des ministres a décidé que la capacité pouvait effectivement être augmentée de 2,1 GW à 3,15 GW, voire 3,5 GW. Avec le développement maximal de la zone Princess Elisabeth, la mer du Nord belge sera en mesure de fournir 5,3 à 5,8 GW d'énergie renouvelable. Cette production est suffisante pour répondre aux besoins énergétiques de plus de 5 millions de familles.

Étant donné la surface limitée de la partie belge de la mer du Nord et compte tenu de l'utilisation de l'espace par d'autres acteurs, cette capacité visée est le maximum pour le moment qui pourra être développé en mer sans tenir compte des sources d'énergie alternatives comme les énergies houlomotrice et marémotrice ou les panneaux solaires flottants, et un éventuel repowering dans la première zone offshore.

1. Meer blauwe energie

De klimaatverandering is één van de grootste uitdagingen van de 21^e eeuw. De Noordzee is een belangrijk deel van de oplossing. Niet alleen door de opname van broeikasgassen maar ook en vooral als bron van duurzame hernieuwbare energie.

België is pionier in de ontwikkeling van offshore windenergie.

In het eerste Marien Ruimtelijk Plan werd een zone van 225 km² aangeduid waarop vandaag 399 windmolens geïnstalleerd zijn die samen een 2 262 MW aan hernieuwbare energie opwekken. Daarmee staat België op de vijfde plaats in Europa, na UK, Duitsland, Nederland en Denemarken. Dit stemt overeen met 10 % van de totale elektriciteitsvraag in België en voorziet 2,2 miljoen gezinnen van groene stroom.

De Europese Commissie stelde als doelstelling voorop om tegen 2030 32 % hernieuwbare energie te realiseren en deze doelstelling werd door het "Fit for 55-pakket" bijgesteld tot 40 %. België heeft in het Nationaal Energie en Klimaatplan bepaald dat 17,5 % elektriciteit gehaald zal worden uit hernieuwbare energie. Voor het Belgische deel van de Noordzee betekent dit dat minstens 4 GW aan offshore energie moet geproduceerd worden. Conform het regeerakkoord onderzochten we samen met de minister van Energie of er bijkomende capaciteit aan offshore wind kan gerealiseerd worden in de Belgische Noordzee.

Een recent opgeleverde studie naar de Levelized Cost of Energy (LCOE) onderzocht of een verhoogde productiecapaciteit economisch haalbaar is en berekende tegelijk het effect ervan op de energieproductiekost. Op basis van deze studie besliste de Ministerraad dat de capaciteit wel degelijk verder kan opgeschaald worden van 2,1GW naar 3,15 GW of zelfs 3,5 GW. Door de maximale ontwikkeling van de Prinses Elisabethzone zal de Belgische Noordzee 5,3 tot 5,8 GW aan hernieuwbare energie kunnen leveren. Dat is voldoende om in de energiebehoefte van meer dan 5 miljoen gezinnen te voorzien.

Deze beoogde capaciteit is, gelet op de beperkte oppervlakte van het Belgisch deel van de Noordzee en rekening houdend met het ruimtegebruik door andere actoren, momenteel het maximum dat op zee kan ontwikkeld worden, zonder rekening te houden met alternatieve energiebronnen zoals golfslag- en getijdenenergie of drijvende zonnepanelen en een eventuele repowering in de eerste offshore zone.

Le développement de cette capacité ne nécessitera pas de renforcement *onshore* supplémentaire et peut donc être assuré par la réalisation des projets Ventilus et Boucle du Hainaut. Elia sera responsable du *grid design*. L'île énergétique qui pourra voir le jour avec le soutien du Fonds européen de relance en constitue un maillon important. Elle offre des possibilités intéressantes pour réaliser une connexion hybride. Nous examinerons dans le courant des prochaines années avec quels pays bordant la mer du Nord cette entreprise pourra être menée à bien. Ainsi, il convient de s'assurer au plus vite que Nautilus, la deuxième interconnexion avec le Royaume-Uni, ou encore l'installation d'un câble reliant avec les parcs éoliens danois sont des projets réalisables et abordables.

Dans le cadre du *grid design*, il sera bien de prendre en compte l'impact sur l'environnement. Des études complémentaires seront effectuées le plus rapidement possible pour pouvoir déterminer les conditions préalables pour la construction d'une île. Étant donné que l'accord de gouvernement vise également le développement rapide de la zone Princesse Elisabeth, Elia préparera également un rapport d'impact environnemental pour raccorder la production d'énergie éolienne à la terre par le biais de plusieurs plateformes de 700 ou 1 050 MW. De cette façon, il n'y aura aucun retard si un permis environnemental ou un permis Natura 2000 ne peut être délivré pour l'île.

En collaboration avec la ministre de l'Énergie, la *Taskforce Offshore Tendering* poursuivra le travail pour élaborer une réglementation conforme au marché. Sous la précédente législature, une économie significative a été réalisée sur le régime de subventions pour la construction des parcs éoliens offshore. En Allemagne, le premier appel d'offres a été lancé et les parcs éoliens seront construits sans subventions. Les Pays-Bas suivent cette tendance. Nous examinerons dans les prochains mois dans quelle mesure nous pouvons poursuivre dans cette voie. La législation applicable laisse toutes les options ouvertes afin de permettre au moment opportun, de choisir le mécanisme le plus approprié. Dans ce cadre, nous tenons compte du fait que plus le coût de construction des parcs éoliens sera bas, plus ce sera avantageux pour les consommateurs.

Ce projet est en phase avec la SDG 7 "énergie durable et abordable".



De ontwikkeling van deze capaciteit zal geen bijkomende onshore versterking vereisen en kan dus verzekerd worden met de realisatie van de projecten Ventilus en Boucle du Hainaut. Elia zal instaan voor het *grid design*. Het energie-eiland dat met steun van het Europese relancefonds tot stand kan komen, is hier een belangrijke schakel in. Het biedt interessante mogelijkheden om een hybride connectie te realiseren. In de komende jaren zal onderzocht worden met welke landen rond de Noordzee dit mogelijk is. Zo moet er snel duidelijkheid komen of Nautilus, de tweede interconnectie met het Verenigd Koninkrijk, of een kabel naar de Deense windmolenparken haalbaar en betaalbaar zijn.

Bij het *grid design* zal uiteraard rekening gehouden worden met de impact op het milieu. Bijkomend studiewerk om de randvoorwaarden te kunnen bepalen voor de bouw van een eiland zal zo snel mogelijk uitgevoerd worden. Aangezien het regeerakkoord eveneens aanstuurt op een snelle ontwikkeling van de Prinses Elisabethzone zal Elia ook een milieueffectenrapport opmaken om de windenergieproductie aan te sluiten op land via meerdere platformen van 700 of 1 050 MW. Op die manier zal geen vertraging opgelopen worden, mocht er voor het eiland geen milieuvergunning of Natura 2000-toelating kunnen afgeleverd worden.

Samen met de minister van Energie zal binnen de *Taskforce Offshore Tendering* verder werk gemaakt worden van een marktconforme regeling. Onder de vorige legislatuur werd fors bespaard op de subsidieregeling voor de bouw van de offshore windparken. In Duitsland werd de eerste tender toegekend waarbij windmolenparken zonder subsidie gebouwd zullen worden. Nederland volgt deze trend. Wij zullen de komende maanden bekijken of we deze lijn kunnen verderzetten. De toepasselijke wetgeving laat alle opties open zodat op het gepaste moment het meest geschikte financieringsmechanisme kan gekozen worden. We houden er rekening mee dat hoe goedkoper de windturbineparken gebouwd worden, hoe beter dit is voor de consument.

Dit opzet is in lijn met SDG 7 "betaalbare en duurzame energie".



En concertation avec la taskforce, composée de représentants d'Elia, de la CREG et des administrations compétentes, un coordinateur externe a été désigné. Celui-ci a déterminé les études préliminaires nécessaires pour lancer un appel d'offres pour la zone Princesse Elisabeth. À cette occasion, nous avons examiné comment coordonner la réalisation d'études en mer afin de réduire les coûts. Cette liste d'études préliminaires a été validée par l'organisme de certification désigné à cet effet. Celui-ci certifiera également les résultats des études préliminaires afin que les futurs développeurs de projets puissent commencer à travailler sur cette base. Deux études de bureau ont déjà été réalisées et validées, deux études sur le terrain ont fait l'objet d'un appel d'offres.

Nous coordonnons plus étroitement les différentes procédures d'autorisation entre elles. De cette manière, le lauréat de l'appel d'offres obtiendra également un permis d'environnement et, selon le cas, un permis Natura 2000.

Les études environnementales nécessaires pour la construction des éoliennes dans la zone Natura 2000 "de Vlaamse banken" respectent la planification prévue. Plus encore, plusieurs études complémentaires sur l'effet des champs électromagnétiques sur la vie sous-marine et les possibilités en termes de compensation environnementale ont même été lancées. Les résultats seront inclus dans la procédure d'appel d'offres.

Ces études s'inscrivent également dans le SDG 14 "Vie aquatique".



Nous élaborons une vision sur la (ré)utilisation de la première zone offshore dans la partie belge de la mer du Nord. Les premières éoliennes ont été construites en mer au cours de la période 2009-2014. Il s'agissait de petites éoliennes de 3 à 5 MW avec une durée de vie d'approximativement 25 ans.

Le cadre législatif actuel prévoit que le site doit être restauré dans son état d'origine, sans que l'on puisse en évaluer les conséquences sur la faune et la flore. Par conséquent, par analogie avec la vision à long terme pour la mer du Nord 2050, nous travaillerons sur une trajectoire participative dans le cadre de laquelle nous examinerons les conséquences du démantèlement et de la réutilisation pour l'environnement marin. Cette vision sera fondée sur des bases scientifiques et devra

In samenspraak met de Taskforce, die samengesteld is uit vertegenwoordigers van Elia, de CREG en de bevoegde administraties, werd een externe coördinator aangesteld die vastgelegd heeft welke voorstudies nodig zijn om de Prinses Elisabethzone in de markt te zetten. Hierbij werd nagegaan op welke manier onderzoeken op zee gecoördineerd kunnen worden uitgevoerd om kosten te besparen. Deze lijst met voorstudies werd gevalideerd door de hiertoe aangestelde certificeringsinstantie. Deze laatste zal ook de resultaten van de voorstudies certificeren zodat toekomstige projectontwikkelaars hiermee aan de slag kunnen. Twee desk studies werden reeds afgerond en gevalideerd, twee veldstudies zijn in de markt gezet.

We stemmen de verschillende vergunningsprocedures meer op elkaar af. Op die manier zal de laureaat van de tender ook een milieuvergunning en naargelang het geval, een Natura 2000-toelating verkrijgen.

Ook de natuurstudies die nodig zijn om de windmolens te kunnen bouwen in het Natura 2000-gebied "de Vlaamse banken" zitten op schema. Meer nog, er werden zelfs enkele bijkomende studies opgestart over het effect van elektromagnetische velden op het onderwaterleven en de mogelijkheden qua natuurcompensatie. De resultaten hiervan zullen opgenomen worden in de tenderprocedure.

Deze studies kaderen ook in SDG 14 "leven in het water".



We werken een visie uit over het (her)gebruik van de eerste offshore zone in het Belgisch deel van de Noordzee. De eerste windmolens werden gebouwd op zee in de periode 2009-2014. Het ging hier om kleinere windmolens van 3 tot 5 MW die een levensduur hebben van om en bij de 25 jaar.

Het huidig wetgevend kader voorziet dat de site in oorspronkelijke staat hersteld moet worden, zonder dat we zicht hebben op de gevolgen hiervan voor de aanwezige flora en fauna. We zullen dan ook naar analogie met de lange termijnvisie Noordzee2050 werk maken van een participatief traject waarbij we de gevolgen onderzoeken van de ontmanteling en hergebruik voor het mariene milieu. Deze visie zal steunen op wetenschappelijke inzichten en moet de nodige beleidsaanbevelingen

contenir les recommandations stratégiques nécessaires pour pouvoir prendre des décisions en toute connaissance de cause. Nous accorderons dans ce cadre toute l'attention nécessaire aux initiatives qui permettent de soutenir l'économie circulaire.

Avec la poursuite du développement de l'énergie bleue, nous voulons, à côté de l'énergie éolienne, également augmenter la capacité d'énergie solaire en mer en installant des panneaux solaires flottants à plus grande échelle. En collaboration avec la ministre de l'Énergie, nous déployons les efforts nécessaires à cette fin.

Enfin, pour le développement de l'énergie bleue, nous nous concentrerons également sur la coopération au niveau international avec d'autres pays de la mer du Nord afin d'encourager la production d'énergie durable.

Dans la vision européenne reprise dans le projet de RED III (directive européenne sur les énergies renouvelables), les États membres sont encouragés à travailler à la création d'un réseau maillé, où les parcs offshore des différents États membres sont connectés les uns aux autres. Avec la ministre de l'Énergie, nous examinerons le rôle que la Belgique peut jouer dans ce domaine. Il est en effet important de partir d'un plan d'action européen clair lors de la construction d'un réseau énergétique offshore afin d'être aussi rentable que possible. Dans ce cadre, la Belgique prendra une nouvelle fois l'initiative. Dans la stratégie européenne pour les énergies renouvelables en mer, la Commission européenne s'engage à développer les mesures de facilitation nécessaires à cette fin, notamment dans le domaine de la planification de l'espace marin.

Le fait que le développement de parcs énergétiques en mer du Nord doive s'inscrire dans un cadre plus large d'accords entre les pays de la mer du Nord est plus que jamais démontré par le dossier du projet de parc éolien français au large de Dunkerque. En dépit de consultations répétées aux niveaux technique, diplomatique et politique, la Belgique a déposé le 10 juillet 2021 un recours contre la décision des promoteurs français de poursuivre la construction de ce parc.

De même, la plainte que la Belgique peut déposer sur la base de l'article 259 du TFUE, est prête et elle sera déposée si la tentative de médiation initiée par la Commission européenne n'aboutit pas à un résultat acceptable pour la Belgique.

La ratification de l'amendement au Protocole de Londres a été récemment approuvée au Parlement. Ce protocole fait partie de la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières. Il prévoit la

beavatten om onderbouwde beslissingen te kunnen nemen. We zullen hierbij de nodige aandacht hebben voor initiatieven die de circulaire economie ondersteunen.

Met de verdere ontwikkeling van blauwe energie willen we, naast windenergie, ook de capaciteit van zonne-energie op zee uitbreiden door drijvende zonnepanelen op grotere schaal te plaatsen. Hiervoor doen we samen met de minister van Energie de nodige inspanningen.

Tot slot zullen we ons voor de ontwikkeling van blauwe energie ook focussen op samenwerking op internationaal niveau met andere Noordzeelanden om zo duurzame energieopwekking te stimuleren.

In de Europese visie opgenomen in het ontwerp van de RED III (Europese Hernieuwbare Energierichtlijn) worden lidstaten aangemoedigd om werk te maken van de creatie van een *meshed grid*, waarbij de offshore parken van verschillende lidstaten aan elkaar gekoppeld worden. Samen met de minister van Energie zullen we onderzoeken welke rol België hierin kan opnemen. Het is immers belangrijk om bij de uitbouw van een energienetwerk op zee te starten van een duidelijk Europees plan van aanpak om zo kosten-efficiënt mogelijk te werk te gaan. België kan hierin opnieuw het voortouw nemen. In de Europese strategie voor offshore hernieuwbare energie engageert de Europese Commissie zich om de nodige faciliterende maatregelen hiertoe uit te werken onder meer op het vlak van marien ruimtelijke planning.

Dat het uitwerken van energieparks op de Noordzee deel moet uitmaken van een ruimer afsprakenkader tussen de Noordzeelanden toont het dossier van het geplande Franse windmolenpark voor de kust van Duinkerke meer dan ooit aan. Ondanks herhaalde overlegmomenten op technisch, diplomatiek en politiek niveau heeft België op 10 juli 2021 beroep aangetekend tegen de beslissing van de Franse projectontwikkelaars om verder te gaan met de bouw van het park.

Ook de klacht die België op basis van artikel 259 VWEU kan indienen, ligt momenteel klaar en zal ingediend worden indien de door de Europese Commissie opgestarte bemiddelingspoging niet tot een voor België aanvaardbaar resultaat leidt.

Recent werd in het Parlement de ratificatie van het amendement aan het Londen Protocol goedgekeurd. Dit protocol hoort bij het Verdrag van 1972 inzake de voorkoming van verontreiniging van de zee ten gevolge van het storten van afval en andere stoffen. Het voorziet

possibilité d'exporter du CO₂ et de le stocker sous terre, par exemple dans des gisements de gaz naturel vides. Tant la Norvège que les Pays-Bas sont déjà bien avancés dans la définition des conditions nécessaires pour mettre en œuvre cette solution. En Belgique, l'industrie est un des secteurs demandeurs pour pouvoir traiter ces émissions de CO₂ de cette manière. Cette année, je poursuivrai les discussions en cours sur cette question et, en consultation avec les Régions, je travaillerai à la conclusion d'accords bilatéraux pour permettre les exportations de CO₂.

Concrètement, en 2021 nous allons:

- procéder aux études environnementales supplémentaires requises pour obtenir les autorisations nécessaires à l'augmentation de la capacité et la connexion terrestre;
- poursuivre la préparation de la législation sur les marchés publics conforme au marché;
- poursuivre le suivi des études Natura 2000 en cours;
- soutenir la recherche sur la production d'énergie alternative au moyen de panneaux solaires flottants en mer;
- explorer les possibilités d'utilisation multiple des espaces;
- commencer l'élaboration d'une vision à long terme pour un nouveau développement ou la poursuite du développement de la première zone offshore dans le cadre de laquelle les aspects environnementaux des différents scénarios sont identifiés;
- outre les procédures juridiques, poursuivre les efforts déployés dans les démarches de consultation afin de pouvoir trouver des solutions aux préoccupations suscitées par le parc éolien de Dunkerque;
- plaider pour l'établissement d'un plan d'action visant à encourager la coopération internationale pour la production d'énergie durable en mer du Nord;
- poursuivre les discussions en cours sur les exportations de CO₂ et préparer la conclusion d'accords bilatéraux.

2. Plus d'économie bleue

Le Plan d'aménagement des espaces marins pour la période 2020-2026 est en vigueur depuis le 20 mars 2020.

de la possibilité om CO₂ uit te voeren en onder de grond op te slaan in bijvoorbeeld lege aardgasvelden. Zowel Noorwegen als Nederland zijn reeds ver gevorderd met het bepalen van de voorwaarden hiertoe. In België is onder meer de industrie vragende partij om de uitstoot van hun CO₂ op deze manier te verwerken. Ik zal dit jaar de lopende gesprekken hierrond verderzetten en in overleg met de Gewesten werk maken van bilaterale akkoorden om de uitvoer van CO₂ mogelijk te maken.

Concreet zullen we dit jaar:

- werk maken van de bijkomende milieustudies om de nodige vergunningen voor de verhoging van de capaciteit en de aansluiting aan land te verzekeren;
- de marktconforme tender-regelgeving verder voorbereiden;
- de lopende Natura 2000-studies verder opvolgen;
- het onderzoek naar alternatieve energieopwekking onder de vorm van drijvende zonnepanelen op zee ondersteunen;
- de mogelijkheden tot meervoudig ruimtegebruik exploreren;
- starten met de ontwikkeling van een lange termijnvisie op de verdere of nieuwe ontwikkeling van de eerste offshore zone, waarbij de milieuaspecten van de verschillende scenario's in kaart worden gebracht;
- naast de juridische procedures, verder inzetten op overleg om de bezorgdheden omtrent het windmolenpark van Duinkerke te kunnen oplossen;
- pleiten voor het opstellen van een plan van aanpak om de internationale samenwerking voor duurzame energieopwekking op de Noordzee te stimuleren;
- de lopende gesprekken rond uitvoer van CO₂ verderzetten en het sluiten van bilaterale akkoorden voorbereiden.

2. Meer blauwe economie

Sinds 20 maart 2020 is het Marien Ruimtelijk Plan voor de periode 2020-2026 van kracht.

Ce plan prévoit les activités qui peuvent être développées et à quel endroit et dans quelles conditions elles peuvent se déployer.

La partie belge de la mer du Nord sert souvent de centre d'expertise pour bon nombre de technologies innovantes; le savoir-faire belge dans ce domaine est reconnu dans le monde entier.

Nous encourageons pleinement cette démarche, conformément au SDG 9 "Industrie, innovation et infrastructure".



Dans ce contexte, il reste donc important que la Belgique continue à jouer son rôle de chef de file dans le cadre de l'économie bleue. Nous voulons continuer à stimuler pleinement ce processus car la croissance bleue compte double.

Le pacte vert européen et la stratégie "de la ferme à la fourchette" soulignent le potentiel des produits de la mer durables en tant que source de protéines alimentaires. Pourtant, l'UE importe plus de 70 % des aliments d'origine marine qu'elle consomme. Moins de 2 % de la production mondiale d'aliments d'origine marine provient de l'UE. Cela montre qu'il existe encore un grand potentiel dans notre pays pour la mariculture, c'est-à-dire la production alimentaire par l'élevage ou la culture en mer. Plusieurs entreprises belges innoveront et investiront massivement dans le domaine de la mariculture. Cependant, elles se heurtent encore à de trop nombreux obstacles pour rendre cette activité suffisamment rentable au niveau économique.

Ces projets innovants font tourner le moteur économique de nos communes côtières et offrent de nombreuses opportunités. Il s'avère donc indispensable de développer une vision de la mariculture sur la base de laquelle les décideurs politiques pourront travailler. Nous y travaillerons l'année prochaine en dialogue étroit avec nos instituts scientifiques, les entreprises actives dans l'économie bleue, les autorités côtières et toutes les autres parties prenantes.

Cet objectif s'inscrit dans le SDG 12 "Consommation et production responsables".



In dit plan wordt bepaald welke activiteiten op welke plaats kunnen ontwikkeld worden en onder welke voorwaarden.

Het Belgisch deel van de Noordzee dient vaak als expertisecentrum voor heel wat innovatieve technologieën waarvan de Belgische knowhow wereldwijd gerenommeerd is.

We stimuleren dit ten volle in lijn met SDG 9 "industrie, innovatie en infrastructuur".



Het blijft dan ook belangrijk dat de voortrekkersrol die België in het kader van de blauwe economie inneemt, verdergezet wordt. We willen dit volop verder stimuleren. Want blauwe groei telt dubbel.

De Europese *Green Deal* en de Farm to Fork-strategie onderstrepen het potentieel van duurzame zeevoeding als een bron voor voedselwitte. Toch importeert de EU meer dan 70 % van de zeevoeding die zij consumeert. Minder dan 2 % van de wereldwijde productie van zeevoeding komt uit de EU. Dat toont dat er nog veel potentieel is in ons land voor maricultuur, het kweken en telen van voeding in de zee. Verschillende Belgische bedrijven innoveren en investeren fors op het gebied van maricultuur. Niettemin lopen zij nog steeds aan tegen te veel verschillende barrières om dit economisch voldoende rendabel te maken.

Dergelijke innovatieve projecten laten de economische motor van onze kustgemeenten draaien en bieden heel wat opportuniteiten. De ontwikkeling van een visie op maricultuur waarmee beleidsmakers aan de slag kunnen, dringt zich op. In nauwe dialoog met onze wetenschappelijke kennisinstellingen, de bedrijven actief in de blauwe economie, de kustbesturen en alle andere belanghebbenden zetten we hier volgend jaar op in.

Deze doelstelling sluit aan bij SDG 12 "verantwoorde consumptie en productie".



L'économie bleue ne peut être envisagée indépendamment de la recherche et de l'innovation. Grâce à des instituts de recherche spécialisés, notre pays dispose d'une concentration unique de connaissances scientifiques marines. Nous devons continuer à conserver notre rôle de pionnier. Raison pour laquelle, il est primordial d'initier les enfants dès l'école secondaire aux différentes facettes des activités en rapport avec la mer afin d'éveiller leur intérêt. En collaboration avec les services concernés, nous rendons accessibles en ligne, les informations nécessaires pour permettre aux enseignants d'intégrer facilement dans leurs cours le thème de la vie et de l'emploi dans le contexte de la mer du Nord.

Nous contribuons ainsi au SDG 4 "Éducation de qualité" en permettant aux étudiants de développer les connaissances et les compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable.



L'année dernière, une attention particulière a été accordée à la recherche sur la gestion et l'élimination des munitions sur le site du Paardenmarkt. Ce dépôt de munitions situé au large de Knokke contient, selon les estimations, 35 000 tonnes de munitions de la Première Guerre mondiale, dont certaines contiennent des gaz de combat tels que le gaz moutarde et les gaz Clark I et II. En 2021, des fonds supplémentaires ont été débloqués pour réaliser les études nécessaires en 2022 afin de pouvoir définir une stratégie à plus long terme sur la base de laquelle nous pourrions décider en 2024 de poursuivre la surveillance et d'encapsuler ou de nettoyer le site.

Il a été prévu dans le Plan d'aménagement des espaces marins 2020-2026 que toutes les activités affectant le sol du site du Paardenmarkt, à l'exception de la recherche scientifique et des activités de gestion ou de dépollution, étaient interdites. En outre, le PAEM prévoit que, pour toutes les activités susceptibles d'avoir un impact sur le site, il faut procéder à une analyse des risques comparable à une étude d'impact environnemental. Le cadre législatif de cette analyse des risques a été publié au *Moniteur belge* en octobre 2021.

Le cadre légal permettant la réalisation de projets pilotes avec des navires autonomes a été finalisé cette année après une consultation intensive avec le secteur. Cette réalisation a été présentée à la communauté internationale lors d'un webinar international où plusieurs entreprises belges investissant dans cette technologie ont pu bénéficier d'un forum.

Blaue economie kan niet los worden gezien van onderzoek en innovatie. Ons land beschikt dankzij gespecialiseerde onderzoeksinstituten over een unieke concentratie aan mariene wetenschappelijke kennis. We moeten deze voortrekkersrol blijven behouden. Het is daarom cruciaal dat kinderen reeds in hun middelbare schooljaren kennis maken met de verschillende facetten van de zee om de interesse te wekken. We ontsluiten samen met de betrokken diensten de nodige informatie online zodat leerkrachten op een eenvoudige manier leven en werken op en rond de Noordzee in hun les-pakket kunnen verwerken.

Op deze manier dragen we bij tot SDG 4 "kwaliteits-onderwijs" door leerlingen kennis en vaardigheden te laten ontwikkelen die nodig zijn om duurzame ontwikkeling te bevorderen.



Het voorbije jaar werd reeds bijzondere aandacht geschonken aan het onderzoek van het beheer en de opruiming van munitie op de site van de Paardenmarkt. Deze munitiestortplaats voor de kust van Knokke bevat naar schatting 35 000 ton munitie uit de Eerste Wereldoorlog waarvan een deel strijdgassen zoals mosterdgas, Clark I en II bevat. In 2021 werden extra middelen vrijgemaakt om de nodige studies hiervoor in 2022 te kunnen uitvoeren zodat een strategie op langere termijn kan bepaald worden op basis waarvan we in 2024 kunnen beslissen om de site verder te monitoren, in te kapselen of op te ruimen.

In het Marien Ruimtelijk Plan 2020-2026 werd opgenomen dat op de Paardenmarkt alle activiteiten die de bodem beroeren verboden zijn, met uitzondering van wetenschappelijk onderzoek en beheers- of opruimingsactiviteiten. Verder stelt het MRP dat voor alle activiteiten die mogelijk een impact kunnen hebben op de site, een risicoanalyse moet worden opgesteld, vergelijkbaar met een milieueffectenrapportage. Het wetgevend kader voor deze risicoanalyse werd in oktober 2021 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Het wettelijk kader om proefprojecten met autonome vaartuigen mogelijk te maken werd dit jaar in nauw overleg met de sector gefinaliseerd. Dit werd aan de internationale gemeenschap toegelicht op een internationaal webinar waarbij aan verschillende Belgische bedrijven die investeren in deze technologie een forum gegeven werd.

Grâce à l'expertise acquise par le biais de ces projets tests et le nouveau cadre réglementaire, la Belgique contribuera de manière importante au cadre réglementaire qui est établi au niveau international.

2020 a été pour la navigation de plaisance une *annus horribilis*: les cours ont été supprimés en raison de la crise du coronavirus, de grands événements ont été annulés et la navigation de plaisance en mer a été interdite pendant une période relativement longue. Heureusement, le secteur a pu redémarrer, en 2021. Nous non plus, nous n'avons pas chômé de notre côté. Ainsi, la réglementation relative aux examens pratiques a été finalisée et les premiers centres d'examens pratiques ont été reconnus. Les derniers goulets d'étranglement ont également été supprimés en concertation avec le secteur. Le nouvel arrêté royal entrera en vigueur au début de l'année prochaine et il prévoit, entre autres, l'introduction d'une attestation d'expérience et permet d'enregistrer gratuitement les petits voiliers détenus actuellement par des organisations de jeunesse.

Avec le ministre de la Mobilité, nous avons examiné ce que nous pouvions faire pour apporter un soutien supplémentaire au secteur. Sous la devise "ensemble sur l'eau", une enquête a été organisée, en collaboration avec les fédérations, les clubs et les écoles de voile via les canaux des médias sociaux. Près de 3 000 personnes y ont participé. Cette année, nous utiliserons les résultats obtenus pour mieux faire connaître le secteur de la navigation de plaisance.

En ce qui concerne les pratiquants de sports de vague, nous veillons à ce qu'ils aient le vent en poupe. Les kitesurfeurs et autres surfeurs ont pu à nouveau pratiquer leur sport cette année. Les zones qui leur sont réservées sont souvent les plus fréquentées aux moments où les zones de baignade ne sont pas accessibles en raison de vents excessifs. Dans ce contexte, nous examinons, en concertation avec les autorités côtières, dans quelles conditions les zones de baignade où flotte le drapeau rouge, pourraient être rendues accessibles aux pratiquants des sports de vague.

La première analyse pour le développement de l'application destinée à la navigation de plaisance, sera également menée cette année en consultation avec le secteur. Notre objectif pour le développement de l'application est l'année 2023. Ce programme permettra au plaisancier de communiquer avec les autorités de façon aisée et moderne et d'avoir toutes les informations pertinentes à portée de main. L'application pourra notamment être utilisée pour s'inscrire aux examens théoriques ou pour introduire des demandes de brevet de conduite ou d'enregistrement. Les dernières actualités et les communications pourront également être échangées

Dankzij de verworven expertise via deze proefprojecten en het nieuwe regelgevend kader, zal België een belangrijke bijdrage leveren aan het regelgevend kader dat op internationaal vlak wordt opgesteld.

2020 was voor de pleziervaart een *annus horribilis*: door de coronacrisis werden lessen geannuleerd, grote evenementen afgelast en werd pleziervaart op zee geruime tijd verboden. In 2021 kon de sector gelukkig aan een herstart beginnen. Ook wij hebben niet stilgezeten. Zo werd de regelgeving rond de praktijkexamens gefinaliseerd en kregen de eerste praktijktestcentra een erkenning. Ook de laatste knelpunten werden in samenspraak met de sector weggewerkt. Het nieuwe koninklijk besluit zal begin volgend jaar in werking treden en regelt onder andere de invoering van een ervaringsattest en maakt het mogelijk dat de zeilbootjes die nu in het bezit zijn van jeugdorganisaties kosteloos kunnen geregistreerd worden.

Samen met de minister van Mobiliteit hebben we onderzocht wat we kunnen doen om de sector bijkomend te ondersteunen. Onder het motto "samen het water op" werd via sociale mediakanalen in samenwerking met de federaties, clubs en vaarscholen een enquête georganiseerd waaraan bijna 3 000 personen deelnamen. Met de resultaten gaan we dit jaar aan de slag om de pleziervaartsector nog meer in de kijker te zetten.

Ook de beoefenaars van brandingsporten geven we extra wind in de zeilen. De kite en andere surfers hebben dit jaar opnieuw hun sport kunnen beoefenen. De afzonderlijke zones die voor hen gereserveerd zijn, zijn vaak het drukst bevolkt op momenten dat de zwemzones niet toegankelijk zijn wegens te veel wind. We onderzoeken dan ook in samenspraak met de kustbesturen onder welke voorwaarden de zwemzones waar de rode vlag uithangt, toegankelijk kunnen gemaakt worden voor de beoefenaars van brandingsporten.

Ook de eerste analyse voor de ontwikkeling van de app voor de pleziervaart zal dit jaar worden uitgewerkt in overleg met de sector. Voor de ontwikkeling van de app mikken we op 2023. Dit zal de pleziervaarder toelaten om op een vlotte en moderne manier te communiceren met de overheid en alle relevante info bij de hand te hebben. De app zal onder andere gebruikt kunnen worden voor het inschrijven voor theoretische examens of het aanvragen van stuurbrevetten of registratiebrieven. Ook nieuwsberichten of mededelingen zullen via de smartphone vlot uitgewisseld kunnen worden. Tegelijk

facilement grâce au smartphone. Dans le même temps, des travaux seront menés pour poursuivre la numérisation et la simplification administrative relative aux bateaux de plaisance.

De cette façon, il sera possible d'échanger rapidement et facilement des informations entre les parties prenantes, tant au niveau national qu'europpéen. Cette initiative s'avèrera de même essentielle lorsque les accords seront conclus pour faire reconnaître nos brevets à l'étranger.

Concrètement, dans le courant de cette année, nous allons:

- développer une vision d'ensemble de la mariculture dans la mer du Nord belge en dialoguant de manière approfondie avec l'ensemble des parties prenantes;
- préparer des dossiers d'information numériques pour les élèves de l'enseignement secondaire;
- traduire les résultats de l'enquête sur la navigation de plaisance en actions concrètes permettant d'encourager la navigation de plaisance;
- lancer les analyses préparatoires pour le développement d'une application pour la navigation de plaisance;
- déterminer dans quelle mesure les zones de baignade signalées en rouge peuvent être rendues accessibles aux amateurs de sport de vague.

3. Plus de nature bleue

La mer du Nord belge constitue la plus grande zone naturelle de Belgique et abrite une riche biodiversité comptant plus de 2 000 espèces animales et végétales différentes. La gestion durable et la protection de la nature maritime sont donc essentielles pour la prospérité et le bien-être des générations actuelles et futures. Dans ce domaine également, nous mettrons tout en œuvre, au niveau national, européen et international.

Depuis 2019, la Belgique fait partie des Blue Leaders au niveau international. Il s'agit d'une alliance réunissant entretemps plus de 30 pays qui se sont engagés à protéger 30 % des océans d'ici 2030. Deux objectifs doivent être atteints pour y parvenir. Pour créer des zones marines protégées en haute mer, un nouvel accord sur la Biodiversité des zones en dehors de la Juridiction Nationale (accord BBNJ), doit être conclu. Afin de pouvoir protéger réellement 30 % des océans d'ici 2030 (#30x30), cet objectif doit en outre être inclus dans la nouvelle stratégie de la Convention sur la biodiversité

zal werk gemaakt worden van een verdere digitalisering en vereenvoudiging van de administratie voor de pleziervaart.

Op deze manier zal het mogelijk worden snel en eenvoudig informatie uit te wisselen tussen belanghebbenden zowel op nationaal als Europees niveau. Dit is eveneens belangrijk wanneer de afspraken gemaakt zullen worden om onze brevetten ook in het buitenland te laten erkennen.

Concreet zullen we dit jaar:

- een visie ontwikkelen op maricultuur in onze Belgische Noordzee en dit in nauwe dialoog met alle belanghebbenden;
- digitale informatiepakketten uitwerken voor leerlingen uit de middelbare scholen;
- de resultaten van de enquête rond pleziervaart omzetten in concrete acties die stimulansen zijn voor de pleziervaart;
- de voorbereidende analyses opstarten om een app voor de pleziervaart te ontwikkelen;
- onderzoeken of zwemzones waar de rode vlag uithangt, toegankelijk gemaakt kunnen worden voor de beoefenaars van brandingsporten.

3. Meer blauwe natuur

Onze Belgische Noordzee is het grootste natuurgebied van ons land en herbergt een levendige en rijke biodiversiteit van meer dan 2 000 verschillende dier- en plantensoorten. Het duurzaam beheer en de bescherming van de blauwe natuur in zee is dan ook essentieel voor de welvaart en het welzijn van zowel de huidige als de toekomstige generaties. Ook hier zullen we ons ten volle voor inzetten en dit zowel op nationaal, Europees en internationaal vlak.

Sinds 2019 maakt België deel uit van de Blue Leaders, een alliantie van intussen meer dan 30 landen die zich inspannen om tegen 2030 30 % van de oceanen te kunnen beschermen. Twee doelen moeten hiervoor gerealiseerd worden. Om mariene beschermde gebieden op hoge zee te kunnen realiseren moet een nieuw akkoord voor Biodiversiteit Buiten Nationale Juridictie (BBNJ-akkoord) gesloten worden. Om 30 % van de oceanen ook daadwerkelijk te kunnen beschermen tegen 2030 (#30x30) moet deze doelstelling bijkomend opgenomen worden in de nieuwe strategie van het

pour la période 2021-2030. Grâce à la campagne lancée fin 2020, la Finlande, Monaco, le Danemark, le Nigeria, la Croatie, Kiribati, l'Autriche, la Suède, le Gabon, les Fidji, le Panama et Palau ont récemment rejoint les Blue Leaders. Des organisations telles que le *Natural Resources Defence Council* (NRDC), Greenpeace et la *World Surf League* ont également soutenu activement notre campagne sur les médias sociaux.

Malheureusement, en raison de la pandémie, plusieurs négociations et événements internationaux n'ont pu avoir lieu. La Belgique, en collaboration avec les autorités de Monaco, du Costa Rica et plusieurs ONG, organise les *High Seas Treaty Dialogues*. Il s'agit de dialogues en ligne grâce auxquels on tente de manière informelle de rapprocher les différentes délégations et de rechercher un terrain d'entente en termes de contenu. Chacune de ces sessions est suivie par quelque 100 à 200 négociateurs originaires de plus de 90 pays. Cette année, la Belgique a également commencé à organiser le "*Blue Leaders Breakfast Club*". Pendant ces rencontres virtuelles, les Blue Leaders discutent entre eux pour examiner les prochaines étapes, et ce jusqu'à ce que les réunions en présentiel soient à nouveau possibles.

À l'initiative de la Belgique, nous travaillons actuellement à une déclaration commune, dans laquelle nous voulons souligner la qualité des futures zones protégées. C'est en effet de cette manière que l'initiative des Blue Leaders se distingue des autres initiatives: pas de zones protégées sur le papier, mais une protection efficace et de qualité. Cette déclaration a été officiellement signée lors du sommet climatique de la COP26 à Glasgow.

Le fait que la Belgique prenne au sérieux son rôle de Blue Leader ressort également de la décision prise par le Conseil des ministres juste avant l'été. Par cette décision, nous avons approuvé la candidature pour accueillir le siège du traité BBNJ en Belgique. Avec la ministre des Affaires étrangères, nous continuerons donc à promouvoir activement notre candidature.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre du SDG 14 "Vie aquatique" et du SDG 13 "Action pour le climat".



Outre la protection de la haute mer, une exploitation éventuelle des fonds marins se profile de plus en plus clairement à l'horizon. Ces derniers mois, en concertation avec le ministre de l'Économie, nous avons revu en profondeur la législation sur l'exploitation minière en

Biodiversiteitsverdrag voor 2021-2030. Dankzij de campagne die opgestart werd eind 2020, hebben recent o.a. Finland, Monaco, Denemarken, Nigeria, Kroatië, Kiribati, Oostenrijk, Zweden, Gabon, Fiji, Panama en Palau zich bij de Blue Leaders aangesloten. Ook organisaties zoals *Natural Resources Defence Council* (NRDC), Greenpeace en *The World Surf League* hebben actief onze sociale mediacampagne gesteund.

Omwille van de pandemie konden verschillende internationale events en onderhandelingen jammer genoeg niet plaatsvinden. België organiseert in samenwerking met de overheden van Monaco, Costa Rica en enkele NGO's de "*High Seas Treaty Dialogues*". Dit zijn online dialogen waarin op een informele manier getracht wordt de verschillende delegaties dichter bij elkaar te brengen en te zoeken naar inhoudelijke raakvlakken. Elk van deze sessies wordt bijgewoond door zo'n 100 à 200 onderhandelaars uit meer dan 90 landen. Dit jaar is België ook gestart met de organisaties van de "*Blue Leaders Breakfast Club*". Tijdens deze virtuele ontmoetingen gaan de Blue Leaders met elkaar in gesprek om de volgende stappen te bespreken en dit tot wanneer fysieke ontmoetingen terug mogelijk zijn.

Op Belgisch initiatief wordt momenteel werk gemaakt van een gemeenschappelijke declaratie, waarin we de kwaliteit van de toekomstige beschermde gebieden willen onderstrepen. Het is immers op deze manier dat de Blue Leaders zich onderscheiden van andere initiatieven: geen beschermde gebieden op papier, maar effectieve en kwalitatieve bescherming. Deze verklaring werd officieel ondertekend tijdens de klimaatop COP26 in Glasgow.

Dat België zijn rol als Blue Leader ernstig neemt, blijkt ook uit de beslissing die de Ministerraad nam net voor de zomer. Met deze beslissing keurden we de kandidatuur goed om de zetel van het BBNJ-Verdrag in België te huisvesten. Samen met de minister van Buitenlandse Zaken zullen we onze kandidatuur dan ook verder actief promoten.

Deze acties kaderen binnen SDG 14 "leven in het water" en SDG 13 "klimaatacties".



Naast de bescherming van de volle zee komt ook de mogelijke exploitatie van de diepzee steeds dichterbij. De afgelopen maanden hebben we samen met de minister van Economie de wetgeving rond diepzee-mijnbouw aan een grondige herziening onderworpen.

eaux profondes. Notre objectif est d'élaborer un cadre réglementaire clair et contraignant pour l'exploitation minière en haute mer. En plus de normes environnementales strictes, ce cadre inclura également le principe de précaution et le principe du pollueur-payeur.

Entretemps, le projet de loi a été soumis pour avis aux régions et notre objectif est de pouvoir le soumettre au Parlement au début de l'année prochaine. Nous avons toujours soutenu que notre législation belge devait être complémentaire par rapport au cadre international mais, ici aussi, la pandémie de coronavirus a retardé les discussions au niveau international.

À titre subsidiaire, l'État insulaire de Nauru a activé la clause dite nucléaire le 25 juin 2021. Cette clause oblige l'Autorité internationale des fonds marins à adopter le code minier dans un délai de deux ans. En tant qu'État sponsor et État membre de l'Autorité internationale des fonds marins, cette initiative implique en outre un certain nombre de conséquences pour la Belgique. De plus, notre pays siègera effectivement dans le Conseil et participera au processus de décision en 2023. Nous avons toujours mis l'accent sur la protection des grands fonds marins et – conformément à la résolution adoptée par ce Parlement le 19 janvier 2021 (DOC 55 1687/001) – sur la recherche scientifique fondamentale et la collecte de données pour soutenir le développement de la connaissance des grands fonds marins et la protection des écosystèmes marins existants. En outre, lors de l'élaboration des règles d'exploitation pour l'exploitation minière en eaux profondes, le projet de loi prévoit que la législation environnementale et le principe de précaution doivent être respectés pour sauvegarder la biodiversité des écosystèmes marins uniques.

Il est crucial que nous continuions à nous concentrer sur la recherche fondamentale et la collecte de données scientifiques afin d'évaluer correctement l'impact réel de l'exploitation minière en eaux profondes sur celles-ci. Il faut ensuite déterminer si, et le cas échéant, dans quelles conditions, l'exploitation minière en eaux profondes peut avoir lieu. Cette démarche a déjà été partiellement réalisée au niveau international. Nous y travaillons maintenant également au niveau national par le biais d'une trajectoire participative et transparente en réunissant autour de la table les organisations de protection de la nature, l'industrie, le monde scientifique et les services en charge de la protection de l'environnement marin.

Nous avons également entrepris les démarches nécessaires pour protéger l'intégrité des fonds marins de la mer du Nord belge. Ainsi, les études scientifiques sur l'établissement de zones de pêche où des mesures particulières peuvent être prises dans la mer

We streven hierbij naar de opmaak van een duidelijk en bindend regelgevend kader voor diepzeemijnbouw. In dit kader zullen naast de strenge milieustandaarden ook het voorzorgsprincipe en het principe dat de vervuiler betaalt, opgenomen worden.

Het ontwerp van wet werd ondertussen voor advies overgemaakt aan de gewesten en we streven ernaar om deze begin volgend jaar in het Parlement te kunnen indienen. We hebben steeds gesteld dat onze Belgische wetgeving aanvullend moet zijn op het internationale kader, maar ook hier heeft de COVID-19-pandemie voor vertraging gezorgd bij de besprekingen op internationaal niveau.

Bijkomend heeft de eilandstaat Nauru op 25 juni 2021 de zogenaamde nucleaire clausule geactiveerd die inhoudt dat de Internationale Zeebodemautoriteit binnen de twee jaar de mining code moet aannemen. Als sponsorstaat en lidstaat van de Internationale Zeebodemautoriteit heeft dit initiatief ook gevolgen voor België. Bovendien zal ons land in 2023 ook effectief zetelen in de Raad en mee een rol spelen in de beslissingsprocedure. We hebben steeds de bescherming van de diepzee centraal gezet en – in lijn met de resolutie die op 19 januari 2021 (DOC 55 1687/001) in dit parlement werd aangenomen – ingezet op fundamenteel wetenschappelijk onderzoek en dataverzameling om de kennis van de diepzee en de bescherming van bestaande mariene ecosystemen verder te ondersteunen. Ook bij het uitwerken van eventuele exploitatieregels inzake diepzeemijnbouw voorziet het wetsontwerp dat de milieuwetgeving en het voorzorgsprincipe in acht moet worden genomen om de biodiversiteit van unieke mariene ecosystemen te vrijwaren.

Cruciaal is dat we volop blijven inzetten op fundamenteel wetenschappelijke dataverzameling en onderzoek om de concrete impact van diepzeemijnbouw op de diepzee correct te kunnen inschatten. Vervolgens dient bepaald te worden of en onder welke voorwaarden diepzeemijnbouw kan plaatsvinden. Deze oefening werd reeds gedeeltelijk gemaakt op internationaal niveau. We maken hier nu ook werk van op nationaal niveau via een transparant en participatief traject en dit door de natuurorganisaties, de industrie en de wetenschap en de diensten bevoegd voor de bescherming van het mariene milieu samen rond de tafel te brengen.

Ook in onze Belgische Noordzee hebben we de nodige stappen gezet om de integriteit van de zeebodem te beschermen. Zo zijn de wetenschappelijke studies rond het instellen van zones waarin visserijmaatregelen genomen kunnen worden in de Belgische

du Nord belge, sont finalisées. Les résultats seront analysés en étroite concertation avec la Flandre et le secteur concerné. Une fois la décision prise, nous entamerons des négociations avec les pays voisins après quoi le résultat pourra être ratifié par l'Europe.

Ce point relève également du SDG 14 "Vie aquatique".



Notre pays doit aussi respecter différentes obligations environnementales au niveau européen, notamment les directives "Habitat" et "Oiseaux", la directive-cadre "Stratégie pour le milieu marin" et la directive-cadre sur l'eau. En 2021, le nouveau programme de mesures 2022-2028 dans le cadre de la stratégie marine, le plan de gestion Natura 2000 et le troisième plan de gestion des bassins hydrographiques pour la directive-cadre sur l'eau, ont fait l'objet d'une consultation publique. Après le traitement des observations, le résultat sera transmis à l'Europe au début de 2022.

Ces plans et programmes s'inscrivent également dans le cadre du SDG 6 "Eau propre et assainissement".



Une politique environnementale solide ne peut être menée sans un cadre législatif moderne. La loi sur le milieu marin du 20 janvier 1999 qui fait actuellement l'objet d'une profonde révision, constitue l'instrument législatif national majeur pour la conservation, la protection et la restauration des écosystèmes marins. Ce projet de loi a été soumis aux régions et sera déposé au Parlement avant la fin de l'année. Un effort maximal a été fait lors de la révision pour assurer sa conformité avec les cadres international et européen actuels. L'année prochaine, après son adoption au Parlement, les travaux se poursuivront pour modifier les arrêtés d'exécution de cette loi. Dans ce cadre, nous examinerons également la manière dont le contrôle et l'application de cette loi peuvent être renforcés.

Noordzee afgerond. De resultaten ervan worden in nauw overleg met Vlaanderen en de sector besproken. Eenmaal een beslissing genomen starten we onderhandelingen met de buurlanden op waarna het resultaat hiervan bekrachtigd kan worden door Europa.

Ook dit hoort thuis onder SDG 14 "leven in het water".



Ook op Europees niveau moet ons land voldoen aan verschillende milieuverplichtingen waaronder de Habitatrichtlijn, de Vogelrichtlijn, de kaderrichtlijn Mariene Strategie en de kaderrichtlijn Water. In 2021 werd het nieuw maatregelenprogramma 2022-2028 in het kader van de Mariene Strategie, het beheersplan Natura 2000 en het derde stroomgebiedbeheersplan voor de kaderrichtlijn Water aan een publieksconsultatie onderworpen. Na het verwerken van de opmerkingen zal het resultaat begin 2022 aan Europa overgemaakt worden.

Deze plannen en programma's passen eveneens in SDG 6 "schoon water en sanitair".



Een stevig milieubeleid kan niet gevoerd worden zonder een modern wetgevend kader. Het belangrijkste nationale wetgevende instrument voor het behoud, de bescherming en het herstel van de mariene ecosystemen, is de Wet Marien Milieu van 20 januari 1999 die momenteel wordt onderworpen aan een grondige herziening. Dit ontwerp van wet werd voorgelegd aan de gewesten en zal nog dit jaar in het Parlement ingediend worden. Er werd bij de herziening maximaal ingezet op een overeenstemming met het huidige internationale en Europese kader. Volgend jaar zal na de goedkeuring ervan in het Parlement verder werk gemaakt worden van een wijziging van de uitvoeringsbesluiten van deze wet. Hierbij zal tevens bekeken worden hoe de controle en handhaving op deze wet kan versterkt worden.

Cette révision permet de soutenir le SDG 13 “Action pour le climat”, l’ODD 14 “Vie aquatique” et le SDG 6 “Eau propre et assainissement”.



Dans ce projet de loi, nous accordons une attention particulière aux procédures d’élaboration et de révision du plan d’aménagement des espaces marins. Nous veillerons à mettre en place un cadre législatif transparent et clair qui prévoira non seulement la protection indispensable du milieu marin mais aussi la sécurité juridique pour les investisseurs. L’interaction entre la nature bleue et l’économie bleue peut créer des opportunités pour ces deux dimensions si les règles sont claires et bien respectées. Nous travaillons également sur de nouvelles règles pour mieux protéger la population croissante de phoques sur notre côte. Cette réglementation comprendra notamment une définition claire des filets de pêche qui peuvent encore être utilisés ainsi que le marquage obligatoire et son contrôle. En concertation avec la Région flamande, les règles seront harmonisées afin que les contrôles puissent également être effectués de manière aisée et efficace, conformément au SDG 14 “Vie aquatique”.



En 2021, le cadre législatif relatif à la protection de notre patrimoine culturel subaquatique a été entièrement remanié. Désormais, les épaves de plus de 100 ans seront automatiquement protégées. Sur la base des 55 rapports de recherche sur les épaves de plus de 100 ans dont nous disposons déjà, nous examinons actuellement quelles mesures de protection supplémentaires devraient être imposées pour les épaves individuelles. Nous vérifierons pour quelles épaves il est souhaitable d’établir également des rapports de recherche afin qu’elles puissent continuer à jouer leur rôle historique, écologique et récréatif sous-marin et apporter une contribution positive à la nature bleue. Une attention particulière sera accordée aux épaves qui ont moins de 100 ans mais qui peuvent néanmoins prétendre au statut de patrimoine culturel subaquatique de grande valeur.

Deze herziening ondersteunt SDG 13 “klimaatactie”, SDG 14 “leven in het water” en SDG 6 “schoon water en sanitair”.



In dit wetsontwerp hebben we bijzondere aandacht voor de procedures tot opstelling en herziening van het marien ruimtelijk plan. We streven naar een transparant en duidelijk wetgevend kader dat zowel de nodige bescherming voorziet voor het marien milieu als rechtszekerheid voor de investeerders. De samenwerking tussen blauwe natuur en blauwe economie kan voor beiden opportuniteiten scheppen als de regels duidelijk zijn en goed nageleefd worden. We werken ook aan nieuwe regels om de groeiende populatie van zeehonden aan onze kust beter te beschermen. Deze regelgeving zal onder meer een duidelijke omschrijving bevatten van de visnetten die nog mogen gebruikt worden alsook een verplichte markering en toezicht erop. In overleg met het Vlaams Gewest zullen de regels op elkaar afgestemd worden zodat ook controles vlot en efficiënt kunnen verlopen en dit in lijn met SDG 14 “leven in het water”.



In 2021 werd het wetgevend kader voor de bescherming van ons cultureel onderwatererfgoed volledig aangepast. Wrakken ouder dan 100 jaar worden voortaan automatisch beschermd. Op basis van de 55 onderzoeksrapporten van wrakken ouder dan 100 jaar waarover we nu reeds beschikken bekijken we momenteel welke bijkomende beschermingsmaatregelen voor de individuele wrakken moeten worden opgelegd. We zullen nagaan voor welke wrakken het wenselijk is om ook onderzoeksrapporten op te stellen zodat zij onder water verder hun historische, ecologische en recreatieve rol blijven spelen en een positieve bijdrage leveren aan de blauwe natuur. Aandacht zal hierbij gaan naar wrakken die minder dan 100 jaar oud zijn maar toch in aanmerking komen om het statuut van waardevol cultureel erfgoed onder water te krijgen.

Nous protégeons également notre nature bleue contre la pollution et les déchets marins. Plus de 20 000 tonnes de déchets aboutissent chaque année dans la mer du Nord. Des recherches ont montré que 60 à 80 % des déchets marins sont constitués de plastique.

Nous nous sommes penchés sur l'évaluation du plan d'action contre les déchets marins au niveau national. Ce plan d'action est axé tant sur la prévention que sur la lutte contre les déchets d'origine terrestre et maritime. Dans le cadre de ce plan d'action, un groupe de travail national a également été créé, dans lequel sont représentés non seulement le gouvernement fédéral, mais aussi les régions. En collaboration avec la ministre de l'Environnement, nous préparons un nouveau plan d'action qui contiendra des mesures concrètes pour réduire efficacement et structurellement la soupe plastique dans la mer du Nord.

Dans ce cadre, il est essentiel de traiter le problème à la source. On s'inspirera également de la révision du plan d'action contre les déchets marins adopté dans le cadre de la Convention OSPAR (pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est).

Nous nous concentrerons sur des actions concrètes de nettoyage, mais nous travaillerons également sur la sensibilisation. Seuls, nous ne pouvons pas combattre les déchets. Chacun doit apporter sa contribution et, ensemble, nous pouvons faire la différence.

Cette action permet de soutenir le SDG 14 "Vie aquatique".



Cette année, un accord de partenariat a été conclu avec les services de l'Intérieur concernant les équipements anti-pollution qui peuvent être utilisés pour éliminer la pollution provenant d'hydrocarbures, de carcasses d'animaux, etc. Les services compétents poursuivent maintenant l'évaluation et le développement des feuilles de route et des plans d'urgence existants afin de garantir la disponibilité en cas d'urgence en mer. Une attention particulière est accordée aux incidents impliquant des substances dangereuses et nocives, appelées *hazardous and noxious substances* (HNS), dans le cadre de laquelle des travaux sont menés pour mettre en œuvre et ratifier les réglementations internationales en la matière.

We beschermen onze blauwe natuur ook tegen vervuiling en marien afval. Jaarlijks komt ruim 20 000 ton afval terecht in de Noordzee. Onderzoek heeft uitgewezen dat 60 tot 80 % van het marien afval bestaat uit plastic.

Op nationaal niveau werd dit jaar werk gemaakt van de evaluatie van het Actieplan Marien Zwerfvuil. Dit actieplan richt zich op zowel het voorkomen als het bestrijden van zwerfvuil afkomstig van bronnen op land en op zee. Binnen dit actieplan werd ook een nationale werkgroep opgericht waarin naast de federale overheid ook de gewesten zetelen. Samen met de minister van Leefmilieu werken we aan een nieuw actieplan dat concrete maatregelen zal bevatten om de plasticsoep in de Noordzee efficiënt en structureel te verminderen.

Het zal hierbij belangrijk zijn om het probleem aan te pakken bij de bron. De nodige inspiratie zal ook gehaald worden bij de herziening van het actieplan tegen marien zwerfvuil dat aangenomen werd binnen het OSPAR-verdrag (bescherming van het mariene milieu van de Noordoost-Atlantische Oceaan).

We zullen hiervoor inzetten op concrete opruimacties, maar ook werken aan bewustwording. Afval bestrijden kunnen we niet alleen. Iedereen moet een steentje bijdragen en samen kunnen we het verschil maken.

Deze actie ondersteunt SDG 14 "leven in het water".



Dit jaar werd een partnerschapsakkoord gesloten met de diensten van Binnenlandse Zaken omtrent het pollutiëbestrijdingsmateriaal dat kan ingezet worden voor het opruimen van pollutie afkomstig van olie, kadavers, enz. De bevoegde diensten zetten nu verder in op de evaluatie en verdere uitwerking van de bestaande draaiboeken en noodplannen zodat de paraatheid gegarandeerd blijft als een calamiteit zich voordoet op zee. Bijzondere aandacht gaat naar incidenten met gevaarlijke en giftige stoffen, de zgn. *hazardous and noxious substances* (HNS) waarbij werk wordt gemaakt van de implementatie en ratificatie van de internationale regelgeving hieromtrent.

Concrètement, nous nous concentrons cette année sur:

- la réalisation de l'objectif #30x30 et la finalisation du Traité BBNJ ainsi que sur la promotion de la candidature pour accueillir le Secrétariat BBNJ en Belgique;
- la poursuite de l'élaboration d'un cadre juridique pour l'exploitation minière en eaux profondes et la poursuite des tables rondes avec les organisations de protection de la nature, l'industrie et le monde scientifique sur ce thème;
- la ratification européenne de l'accord avec la Région flamande et le secteur de la pêche sur les mesures de pêche;
- l'adaptation et l'actualisation des arrêtés d'exécution de la nouvelle loi sur le milieu marin;
- une meilleure protection des phoques sur nos côtes;
- l'élaboration de rapports de recherche complémentaires pour les épaves de moins de 100 ans en vue de leur assimilation à des éléments de patrimoine culturel subaquatique;
- la lutte contre les déchets marins en incluant des actions concrètes de nettoyage et de sensibilisation dans le nouveau plan d'action contre les déchets marins;
- la mise en œuvre et la ratification du protocole HNS.

4. Plus de navigation bleue

En 2018, l'Organisation maritime internationale (OMI) a adopté la stratégie initiale de réduction des émissions de 40 % à l'horizon 2030 par rapport à 2008 et de 70 % à l'horizon 2050. Cette année, nous avons déjà négocié sur les mesures à prendre à court terme. Des discussions préparatoires sont actuellement en cours au sein de l'OMI sur les mesures à prendre à moyen et long terme. Une révision de la stratégie initiale sera préparée en parallèle. Conformément à l'accord de gouvernement et à la vision "Ajustement à l'objectif 55", la Belgique adopte une position ambitieuse: nous nous efforçons de réduire les émissions de gaz à effet de serre des navires d'au moins 55 % d'ici 2030 et de parvenir à des émissions nulles d'ici 2050.

La Belgique défendra à nouveau avec force sa candidature à un siège au Conseil de l'OMI. En décembre, nous serons en mesure de savoir si notre démarche aura été couronnée de succès. En décembre également,

Concreet wordt dit jaar ingezet op:

- de verwezenlijking van de #30x30-doelstelling en de finalisering van het BBNJ-verdrag en de promotie van de kandidatuur om het BBNJ-Secretariaat in België te huisvesten;
- het verder uitwerken van een wettelijk kader rond diepzeemijnbouw en verderzetten van ronde tafels met de natuurorganisaties, industrie en wetenschap over dit thema;
- de Europese bekrachtiging van het akkoord met het Vlaams Gewest en de visserijsector rond de visserijmaatregelen;
- de aanpassing en actualisering van de uitvoeringsbesluiten van de nieuwe Wet Marien Milieu;
- werk maken van een betere bescherming van zeehonden aan onze kust;
- het opstellen van bijkomende onderzoeksrapporten voor wrakken van minder dan 100 jaar oud met het oog op de gelijkstelling van deze wrakken als cultureel erfgoed onder water;
- het bestrijden van marien zwerfvuil door concrete opruim- en sensibiliseringsacties op te nemen in het nieuwe Actieplan Marien Zwerfvuil;
- de implementatie en ratificatie van het HNS-verdrag.

4. Meer blauwe scheepvaart

Binnen de Internationale Maritieme Organisatie (IMO) werd in 2018 de initiële strategie aangenomen om tegen 2030 de uitstoot met 40 % te verminderen ten opzichte van 2008 en met 70 % tegen 2050. Dit jaar werd reeds onderhandeld over de maatregelen die moeten genomen worden op korte termijn. Momenteel worden binnen de IMO voorbereidende gesprekken gevoerd voor de maatregelen die moeten genomen worden op middellange en lange termijn. Tegelijk wordt een herziening van de initiële strategie voorbereid. België neemt hierbij conform het regeerakkoord en de Fit for 55-visie een ambitieuze positie in: we ijveren voor het verminderen van de uitstoot van broeikasgassen van schepen met minstens 55 % tegen 2030 en het behalen van zero emissie tegen 2050.

België zal ook dit jaar haar kandidatuur voor een zetel in de Raad van de IMO met vuur verdedigen. In december weten we of we in ons opzet geslaagd zijn. Eveneens in december zal de wijziging van het Verdrag betreffende

l'amendement à la Convention sur l'Organisation maritime internationale sera adopté. Cet amendement prévoit l'élargissement du Conseil de 40 à 52 pays et le prolongement de la durée des mandats de 2 à 4 ans. Le prolongement de la durée constitue une excellente proposition et nous allons immédiatement entamer la ratification de ces nouvelles dispositions du traité pour la Belgique. En effet, les amendements ne pourront entrer en vigueur que lorsque deux tiers des membres de l'OMI auront ratifié le traité.

Au niveau européen, nous continuons à participer à la discussion sur la mise en place des ETS (*Emission Trading Scheme*) pour la navigation. Nous plaçons pour une mise en place d'un ETS uniquement s'il contribue réellement à la réduction des émissions. Le simple fait de payer pour un air pur ne permettra pas de contrer le réchauffement de la planète. Les mesures prises doivent également permettre de réduire efficacement les émissions.

Au niveau national, nous nous concentrons sur le contrôle de la zone à basses émissions dans la mer du Nord au moyen de l'avion renifleur. Le capteur de carbone noir (suie) acheté par mon prédécesseur a été livré et installé dans l'avion cette année. Les premiers tests ont été réalisés avec succès depuis peu. Les résultats des tests que la Belgique effectue seront utilisés pour l'élaboration de la nouvelle législation au niveau international.

Les deux objectifs ci-dessus font partie du SDG 13 "Action pour le climat".



Toutefois, la navigation bleue signifie plus qu'uniquement réduire les émissions. En 2021, la gestion des déchets à bord des navires a donc été prise en charge par la mise en œuvre de l'annexe IV de Marpol (pour les déchets sanitaires et les ordures). La mise en œuvre de l'annexe V de Marpol (matières solides résiduelles en vrac) est en cours et sera terminée au printemps 2022. En outre, nous examinons si de nouvelles initiatives seront nécessaires pour rendre contraignante l'annexe VI de Marpol (pollution atmosphérique).

de l'Internationale Maritime Organisation goedgekeurd worden. Deze wijziging voorziet dat de Raad wordt uitgebreid van 40 naar 52 landen en de periode van zetelen van 2 jaar naar 4 jaar verlengd wordt. De verlenging van de termijn is een zeer goed voorstel en we zullen de ratificatie van deze nieuwe verdragsbepalingen voor België dan ook onmiddellijk aanvangen. De wijzigingen treden immers pas in werking nadat twee derde van de IMO-leden het verdrag geratificeerd hebben.

Op Europees niveau zullen we blijven deelnemen aan de discussie omtrent de invoering van het *Emission Trading Scheme* (ETS) voor de scheepvaart. We bepleiten daarbij dat een ETS enkel kan worden ingevoerd indien ze ook een bijdrage levert aan de vermindering van de uitstoot. Enkel betalen voor propere lucht zal de klimaatopwarming niet tegengaan, de genomen maatregelen moeten ook de uitstoot effectief verminderen.

Op nationaal niveau zetten we verder in op de controle van de lage emissiezone op de Noordzee met het snif-fervliegtuig. De black carbon (roet) sensor die door mijn voorganger werd aangekocht, werd dit jaar geleverd en geïnstalleerd in het vliegtuig. Recent werden dan ook de eerste testen met succes uitgevoerd. De resultaten van de testen die België uitvoert, zullen gebruikt worden om op internationaal niveau nieuwe regelgeving uit te werken.

Beide bovenvermelde doelstellingen kaderen in SDG 13 "klimaatactie".



Blauwe scheepvaart staat echter voor meer dan het beperken van de uitstoot. In 2021 werd dan ook werk gemaakt van het afvalbeheer aan boord van schepen door de implementatie van Marpol Annex IV (voor sanitair afval en vuilnis). De implementatie van Marpol Annex V (restanten van vaste bulkstoffen) is lopende en zal in het voorjaar van 2022 afgerond kunnen worden. Bijkomend bekijken we of nieuwe initiatieven nodig zijn om Marpol Annex VI (luchtvervuiling) afdwingbaar te maken.

Les réglementations Marpol constituent d'importants instruments pour réaliser le SDG 6 "Eau propre et assainissement".



Par ailleurs, la réglementation concernant les ressources essentielles qui, conformément aux règles européennes, doivent se trouver à bord des navires de mer, sera finalisée cette année.

La pandémie de COVID-19 a plus que jamais souligné combien le secteur du transport maritime est essentiel à la prospérité et à l'approvisionnement de notre pays. Dès lors, nous nous sommes pleinement mobilisés pour faciliter les changements d'équipage. La Belgique a également été l'un des premiers pays au monde à démarrer une campagne de vaccination, non seulement pour ses propres marins, mais également pour les marins embarqués sur des navires étrangers. Au total, 1 594 marins belges ont déjà été vaccinés, dont 350 pilotes chargés du lamanage. Au cours de la même période, 5 875 marins étrangers à bord de 203 navires ont également été vaccinés, dont 50 % ont reçu une injection à bord. En collaboration avec le secteur, nous examinons l'éventuelle nécessité de poursuivre cette action l'année prochaine.

Par cette action, nous soutenons le SDG 3 "Bonne santé et bien-être".



Les premières discussions préparatoires en vue de la ratification de la Convention n° 185 de l'Organisation internationale du Travail, ont déjà eu lieu. Cette ratification facilitera les changements d'équipage du fait qu'il ne faudra plus demander de visa dans les pays qui ont ratifié la Convention. Nous continuerons à y travailler en étroite collaboration avec la ministre des Affaires étrangères et le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration.

Le secteur de la pêche n'a pas non plus été oublié. En concertation avec les organisations professionnelles, les associations et les autres parties prenantes, nous avons revu les règles fédérales qui s'appliquent à la pêche maritime. Cette révision sera déposée au Parlement avant la fin de l'année. Dès lors, l'année prochaine, nous concentrerons pleinement nos efforts pour mettre à jour et simplifier les arrêtés d'exécution nécessaires dans le cadre desquels le renforcement de la sécurité occupera une place centrale.

Marpol-regelgeving zijn belangrijke instrumenten om SDG 6 "schoon water en sanitair" te realiseren.



Ook de regelgeving rond de essentiële middelen die conform de Europese regels aan boord moeten zijn van zeeschepen, zal nog dit jaar gefinaliseerd zijn.

De COVID-19-pandemie heeft meer dan ooit duidelijk gemaakt dat de scheepvaartsector essentieel is voor de welvaart en bevoorrading van ons land. We hebben dan ook volop ingezet op het faciliteren van bemanningswissels. België was ook één van de eerste landen ter wereld die startte met een vaccinatiecampagne niet alleen voor de eigen zeevarenden maar ook voor zeevarenden aan boord van vreemde schepen. In totaal werden reeds 1 594 Belgische zeevarenden gevaccineerd, waaronder 350 loodsen. In dezelfde periode werden eveneens 5 875 buitenlandse zeevarenden aan boord van 203 schepen gevaccineerd waarvan 50 % ambuland en dus op het schip zelf een prik kregen. We bekijken samen met de sector of het nodig is deze actie het komende jaar verder te zetten.

Met deze actie ondersteunen we SDG 3 "goede gezondheid en welzijn".



Dit jaar werden reeds de eerste voorbereidende gesprekken gevoerd met het oog op de ratificatie van het Internationale Arbeidsorganisatie Verdrag nr. 185. Deze ratificatie vereenvoudigt bemanningswissels doordat geen visa meer moeten aangevraagd worden in de landen die het verdrag geratificeerd hebben. We blijven hiervoor nauw samenwerken met de minister van Buitenlandse Zaken en de staatssecretaris van Asiel en Migratie.

Ook de visserijsector werd niet vergeten. Samen met de beroepsorganisaties, verenigingen en andere belanghebbenden hebben we de federale regels van toepassing op de zeevisserij aan een herziening onderworpen. Deze herziening zal nog dit jaar in het Parlement ingediend worden. Volgend jaar zetten we dan volop in op het actualiseren en vereenvoudigen van de nodige uitvoeringsbesluiten, waarbij het verhogen van de veiligheid verder centraal zal staan.

Ce projet s'inscrit également dans le SDG 3 "Bonne santé et bien-être".



Promouvoir la sécurité en mer est également la mission fondamentale de la Convention SOLAS (Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer). Cette convention décrit les exigences en matière de construction, d'équipement et d'équipage auxquelles doivent satisfaire les grands navires de mer en fonction de la zone dans laquelle ils naviguent. En Belgique, les règles SOLAS ont été intégrées dans le règlement sur l'inspection maritime. Cet arrêté d'exécution du Code belge de la navigation compte actuellement 470 pages et constitue, avec le règlement de police et de navigation pour la mer, l'ultime élément de la modernisation de la législation sur la navigation entamée avec la rédaction du Code belge de la navigation. Nous commencerons la mise à jour de cette réglementation en 2022.

Les navires de moins de 500 tonnes de jauge brute ne sont pas soumis à ces règles bien qu'il y en ait beaucoup qui opèrent dans notre portion de la mer du Nord. Il s'agit notamment des bateaux de travail utilisés pour transporter le personnel industriel vers les parcs éoliens en vue d'y effectuer des travaux de maintenance et de réparation. Pour l'instant, notre réglementation ne prévoit pas de prescriptions pour ces navires et nous voulons nous y attaquer cette année. En concertation avec les parties prenantes, nous élaborerons un nouveau cadre législatif qui comprendra également les dispositions nécessaires pour faire passer ces navires sous pavillon belge.

Enfin, les dispositions concernant le conseil d'enquête maritime belge seront modernisées et intégrées dans le Code belge de la navigation.

Concrètement, nous allons cette année:

- plaider au niveau international pour une réduction des émissions des navires de 55 % à l'horizon 2030 et œuvrer pour une neutralité climatique à l'horizon 2050;
- œuvrer à la ratification rapide de l'amendement à la Convention de l'Organisation maritime internationale;
- participer activement à la définition de la position belge pour la concertation au niveau européen sur la mise en place d'un ETS;

Ook dit opzet sluit aan bij SDG 3 "goede gezondheid en welzijn".



Veiligheid op zee ondersteunen is ook de kerntaak van het SOLAS-verdrag (*International Convention for the Safety of Life at Sea*). Dit Verdrag beschrijft aan welke eisen grote zeevarende schepen moeten voldoen op het gebied van constructie, uitrusting en bemanning, afhankelijk van het gebied waarin zij varen. In België werden de SOLAS-regels opgenomen in het zeevaartin-spectiereglement. Dit uitvoeringsbesluit van het Belgisch Scheepvaartwetboek telt momenteel 470 pagina's en vormt samen met het politie- en scheepvaartreglement op zee het sluitstuk van de modernisering die werd aangevat met het opstellen van het Belgisch Scheepvaartwetboek. We starten met de actualisering van deze regelgeving in 2022.

Voor schepen van minder dan 500 gross tonnage gelden deze regels niet, hoewel velen ook actief zijn op onze Noordzee. Het gaat hier onder andere om de werkbotten waarmee industrieel personeel naar de windmolenparken gebracht worden om daar onderhouds- en herstelwerkzaamheden uit te voeren. Onze regelgeving voorziet momenteel niet in de nodige voorschriften voor deze schepen en dat willen we dit jaar aanpakken. In overleg met de belanghebbende partijen zullen we een nieuw wetgevend kader opstellen waarbij eveneens de nodige bepalingen worden opgenomen om deze schepen onder Belgische vlag te brengen.

Tenslotte zullen ook de bepalingen rond de Onderzoeksraad voor scheepvaart, gemoderniseerd en in het Belgische Scheepvaartwetboek opgenomen worden.

Concreet zullen we dit jaar:

- op internationaal niveau pleiten voor de vermindering van de uitstoot van schepen met 55 % tegen 2030 en streven naar klimaatneutraliteit in 2050;
- werk maken van een snelle ratificatie van de wijziging aan het Verdrag betreffende de Internationale Maritieme Organisatie;
- actief deelnemen aan de Belgische standpuntbepaling voor het overleg op Europees niveau over de invoering van een ETS;

— transposer les annexes V et VI Marpol dans la législation belge;

— faciliter les changements d'équipages par la ratification de la Convention n° 185 de l'Organisation internationale du Travail;

— finaliser la révision en profondeur des règles fédérales applicables à la pêche professionnelle et récréative par la modernisation des arrêtés d'exécution nécessaires;

— travailler à la mise à jour du règlement de police et de navigation pour la mer, ainsi qu'à l'élaboration d'un cadre réglementaire pour les navires non-SOLAS;

— mettre en œuvre le Conseil d'enquête maritime dans le Code belge de la navigation.

5. Plus de bleu en mer

La mer est de plus en plus fréquentée, dès lors, il revient à la politique de veiller tout particulièrement à élaborer une législation claire et transparente, à sensibiliser, mais également à contrôler et à sanctionner. Ainsi, juste avant l'été, la loi modifiant le Code belge de la navigation et la loi visant à optimiser les dispositions relatives au travail maritime, ont été approuvées par le Parlement. Les violations de ces lois peuvent à nouveau faire l'objet d'amendes administratives. Par analogie avec les services d'inspection sociale, nous examinerons, en collaboration avec les services compétents, l'opportunité d'élaborer un plan d'action annuel associé à des priorités.

Depuis 2016, nous disposons d'un système d'amendes administratives pour sanctionner les infractions aux lois sur la navigation. Chaque année, plus de 250 procès-verbaux sont dressés. En 2020, le service a traité 313 PV, pour 2021 nous en comptons déjà 256. Cette année (jusqu'en septembre), des amendes pour un montant de 348 314 euros ont déjà été envoyées.

Afin de réduire la charge administrative, nous travaillons à la mise en place d'un système de transaction pour les infractions mineures pouvant faire l'objet d'une perception immédiate. Nous examinons également dans quelle mesure le traitement et le recouvrement des amendes administratives pourraient être facilités et rendus plus efficaces en utilisant la plateforme numérique de recouvrement *Crossborder* de la Justice. Subsidiairement, cette démarche permettrait de mettre à la disposition des parquets les données des procès-verbaux dressés pour les infractions aux lois de la navigation pour rendre possible un suivi rapide.

— Marpol annex V en VI behoorlijk omzetten in Belgische wetgeving;

— bemanningswissels vereenvoudigen door de ratificatie van het Internationale Arbeidsorganisatie Verdrag nr. 185;

— de grondige herziening van de federale regels van toepassing op de professionele en recreatieve visserij finaliseren door het moderniseren van de nodige uitvoeringsbesluiten;

— werk maken van een actualisering van het zeevaartinspectiereglement en het politie- en scheepvaartreglement op zee alsook van het uitwerken van een regelgevend kader voor non-SOLAS schepen;

— implementeren van de Onderzoeksraad voor scheepvaart in het Belgisch Scheepvaartwetboek.

5. Meer blauw op zee

Het wordt steeds drukker op zee en het beleid moet dan ook de nodige aandacht hebben voor duidelijke en transparante wetgeving, sensibilisering, maar ook controle en sanctionering. Zo werd net voor de zomer de wet tot wijziging van het Belgisch Scheepvaartwetboek en de wet tot optimalisatie van de maritieme arbeidsbepalingen goedgekeurd in het Parlement. Overtredingen op deze wetten kunnen opnieuw het voorwerp zijn van een administratieve geldboete. Samen met de bevoegde diensten zullen we onderzoeken of we naar analogie met de sociale inspectiediensten, een jaarlijks actieplan met bijhorende prioriteiten kunnen opstellen.

Sinds 2016 beschikken we over een systeem van administratieve geldboetes om inbreuken op scheepvaartwetten te sanctioneren. Jaarlijks worden er meer dan 250 processen-verbaal opgesteld. In 2020 verwerkte de dienst 313 PV's, voor 2021 tellen we er nu al 256. Dit jaar (tot september) werd al voor 348 314 euro aan boetes verzonden.

Om de administratieve lasten te verminderen, werken we aan een systeem van minnelijke schikkingen voor kleinere inbreuken die onmiddellijk geïnd kunnen worden. Verder bekijken we of de verwerking en inning van de administratieve boetes vlotter en efficiënter kan verlopen door gebruik te maken van het digitaal inningsplatform *Crossborder* van Justitie. Bijkomend worden hierdoor de gegevens uit de processen-verbaal opgemaakt voor de overtredingen van scheepvaartwetten ter beschikking gesteld van de parketten voor een vlotte opvolging.

Nous avons déjà rappelé l'importance de nos ports et du secteur maritime pour l'approvisionnement et la prospérité de notre pays. En 2019, 31 451 navires ont accosté dans les quatre ports flamands, représentant un tonnage total de 682 millions de TB (tonnage brut). Environ 90 % des objets que contient notre maison sont arrivés ici par navire. Notre propre flotte belge compte 215 navires, qui représentent un tonnage brut d'environ 6,2 millions. Si l'on ajoute à cela les navires aux mains d'armateurs belges mais n'opérant pas sous pavillon belge, on arrive à 440 navires, représentant près de 31 millions de TB. Au cours de la période allant d'octobre 2020 à septembre 2021, 38 navires de mer ont été enregistrés dans le registre des navires de mer. Parmi ceux-ci, 22 étaient neufs (année de construction 2019-2020-2021). C'est là un résultat probant mais nous examinerons comment nous pouvons encore faire mieux.

Le secteur maritime présente dès lors une importance économique telle que les infrastructures maritimes belges au sens large – des navires, en passant par les ports jusqu'aux installations portuaires – doivent être correctement sécurisées, y compris contre la cybercriminalité.

Nous y avons également travaillé cette année, conformément au SDG 16 "Paix, justice et institutions efficaces".



Un nouveau projet de loi, qui sera soumis cette année aux régions, permettra de transposer intégralement le code ISPS (code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires) dans la législation belge. Cette initiative permettra de poursuivre le développement et le renforcement du fonctionnement de l'Autorité nationale pour la sûreté maritime et des comités locaux pour la sûreté maritime. L'élaboration de normes et de standards – à caractère obligatoire ou non – auxquels la sécurité en général et le plan de sûreté en particulier doivent satisfaire, ainsi que les contrôles y afférents, amélioreront grandement la sécurité sur le terrain.

Les plans de sûreté ont en effet pour objectif d'éviter que les ports, les navires ou les installations portuaires soient la cible d'attaques terroristes ou d'espionnage entraînant des dommages humains ou économiques. Nous ne nous limitons toutefois pas aux actes de terrorisme ou d'espionnage, nous rendons en effet également punissables tous les actes interdits afin que les mesures que nous prenons dans le domaine de la sécurité et qui visent à empêcher les accès non autorisés, puissent également être utilisées dans la lutte contre le trafic de drogue, la transmigration et le crime organisé.

Er werd reeds verwezen naar het belang van onze havens en de maritieme sector voor de bevoorrading en de welvaart van ons land. In 2019 meerden in de vier Vlaamse havens 31 451 schepen aan, goed voor een totale tonnage van 682 miljoen BT (bruto tonnage). Ongeveer 90 % van de voorwerpen bij ons thuis is met een zeeschip naar hier gekomen. Onze eigen Belgische vloot telt 215 schepen die goed zijn voor een bruto tonnage van ongeveer 6,2 miljoen BT. Tellen we hierbij de schepen die in Belgische handen zijn maar niet onder Belgische vlag opereren dan komen we aan 440 schepen, goed voor bijna 31 miljoen BT. In de periode van oktober 2020 tot en met september 2021 werden 38 zeeschepen in het zeeschepenregister geregistreerd. Hiervan zijn er 22 nieuwbouw (bouwjaar 2019-2020-2021). Dat is al goed, maar we zullen onderzoeken hoe dit nog beter kan.

De maritieme sector is dan ook van dermate groot economisch belang dat de Belgische maritieme infrastructuur in de brede zin, gaande van de schepen, havens en havenfaciliteiten, goed beveiligd moeten worden, ook tegen cybercriminaliteit.

Ook hier hebben we werk van gemaakt dit jaar in lijn met SDG 16 "vrede, justitie en sterke publieke diensten".



Een nieuw wetsontwerp dat dit jaar aan de gewesten zal worden voorgelegd, zal de ISPS-code (International Ship and Port Security Code) volledig in Belgische wetgeving invoeren. Hierdoor zal de werking van de Nationale Autoriteit voor Maritieme Beveiliging en de Lokale Comités voor Maritieme Beveiliging verder worden uitgebouwd en versterkt. Door de ontwikkeling van al dan niet bindende normen en standaarden waaraan de beveiliging in het algemeen en het beveiligingsplan in het bijzonder moet voldoen alsook de controles hierop, zal de beveiliging op het terrein sterk verbeteren.

Beveiligingsplannen hebben immers tot doel te vermijden dat havens, schepen of havenfaciliteiten het voorwerp worden van een terroristische aanslag of spionage met menselijke of economische schade tot gevolg. We beperken ons echter niet tot daden van terrorisme of spionage maar maken alle ongeoorloofde acties strafbaar zodat de maatregelen die we nemen in het kader van de beveiliging, die ervoor moeten zorgen dat onbevoegden geen toegang krijgen, ook kunnen ingezet worden in de strijd tegen drughandel, transmigration en georganiseerde criminaliteit.

Pour l'échange de données, nous utiliserons une nouvelle plateforme sécurisée sur laquelle pourront être enregistrés les plans de sûreté, les notifications d'incidents, les images 3D et les données de contrôle d'accès. Les sanctions en cas de violation de ces dispositions seront renforcées et il sera également possible d'imposer l'interdiction du port comme une sanction autonome aux auteurs d'infraction.

Dans le même temps, nous nous attaquons à la sûreté des navires battant pavillon belge. Ainsi un cadre légal sera créé pour la Cellule Sécurité Maritime qui a été créée en 2018 et elle se verra confier des compétences bien définies. Nous étudions la manière dont les informations utiles, les scans 3D et les plans de construction disponibles, pourront également être stockés sur la plateforme sécurisée. Dans le cas d'une menace ou d'un incident, ces plans pourront être mis à disposition des services de sécurité. Les actions nécessaires pourront être prises sur la base d'images claires et précises. Un tel dispositif permet d'encore mieux garantir la sécurité d'un navire et de son équipage. Nous poursuivons ce travail en collaboration avec les armateurs belges.

Après l'approbation du cadre juridique relatif à la sûreté des infrastructures maritimes, nous rédigeons les différents arrêtés d'exécution.

Concrètement, nous investissons cette année dans:

- l'élargissement du système des amendes administratives;
- la finalisation du cadre juridique relatif à la sûreté des infrastructures maritimes;
- le développement d'une plateforme sécurisée sur laquelle sont rassemblés les différents plans.

6. Une administration unique pour la mer du Nord

Enfin, la politique continuera à s'investir pour l'énergie bleue, l'économie bleue, la nature bleue, la navigation bleue et davantage de bleu en mer. Au cours de l'année écoulée, de nombreuses initiatives législatives et autres ont été entreprises qui, une fois de plus, démontrent clairement qu'une coopération étroite et un partage des informations entre les services impliqués dans la politique de la mer du Nord, sont indispensables. L'accord de gouvernement plaide pour des pouvoirs publics performants, pour des structures simplifiées dans le cadre desquelles entre autres le nombre d'institutions est rationalisé. Conformément à cette vision et afin de poursuivre le développement et l'amélioration de cette coopération entre les services en charge des matières relatives à la mer du Nord, tout en réalisant des gains

Voor de uitwisseling van gegevens zullen we gebruik maken van een nieuw en beveiligd platform waarop zowel beveiligingsplannen, incidentmeldingen, 3D-beelden als gegevens van toegangscontrole zullen opgenomen kunnen worden. De straffen voor het overtreden van deze bepalingen worden verhoogd en ook het havenverbod zal als autonome straf kunnen worden opgelegd aan diegene die inbreuken plegen.

Tegelijk pakken we ook de beveiliging van schepen onder Belgische vlag aan. Zo zal de Cel Maritieme Beveiliging die in 2018 werd opgericht, wettelijk omkaderd worden en afgebakende bevoegdheden krijgen. We onderzoeken hoe nuttige informatie, 3D-scans en beschikbare bouwplannen eveneens op het beveiligd platform opgeslagen kunnen worden. In geval van een bedreiging of incident kunnen deze plannen beschikbaar gesteld worden aan de veiligheidsdiensten. Zo kunnen op basis van duidelijke en nauwkeurige beelden de nodige acties ondernomen worden. Op deze manier wordt de veiligheid van schip en bemanning nog beter gegarandeerd. Samen met de Belgische reders werken we dit verder uit.

Na goedkeuring van het wettelijk kader met betrekking tot de beveiliging van maritieme infrastructuur stellen we de verschillende uitvoeringsbesluiten op.

Concreet zetten we dit jaar in op:

- verbeteren van het systeem van administratieve geldboetes;
- voltooiën van het wettelijk kader rond de beveiliging van de maritieme infrastructuur;
- de ontwikkeling van een beveiligd platform waarop verschillende plannen verzameld worden.

6. Eén Noordzeeadministratie

Tot slot zal het beleid verder ten dienste staan van blauwe energie, blauwe economie, blauwe natuur, blauwe scheepvaart en meer blauw op zee. Het afgelopen jaar werden heel wat wetgevende en andere initiatieven ondernomen die nogmaals duidelijk aantonen dat een nauwe samenwerking en informatiedeling tussen de diensten die betrokken zijn bij het Noordzeebeleid onontbeerlijk zijn. Het regeerakkoord pleit voor een performant functionerende overheid, voor vereenvoudigde structuren waarin onder meer het aantal instellingen wordt gerationaliseerd. In lijn met deze visie en om deze samenwerking tussen de diensten bevoegd voor Noordzeemateries verder uit te bouwen, te verbeteren en tegelijk efficiëntiewinsten te boeken, onderzoeken we de mogelijkheden om één Noordzeeadministratie op te richten binnen een bestaande

d'efficacité, nous étudions les possibilités de mettre sur pied une administration unique pour la mer du Nord au sein d'un service public fédéral existant. Car un travail d'équipe intense et approfondi fait la différence.

Le ministre de la Mer du Nord,

Vincent VAN QUICKENBORNE

federale overheidsdienst. Omdat sterk en doorgedreven teamwork het verschil maakt.

De minister van Noordzee,

Vincent VAN QUICKENBORNE